

A. AULARD

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA GUERRE ACTUELLE

COMMENTÉE PAR L'HISTOIRE

VUES ET IMPRESSIONS AU JOUR LE JOUR

(1914-1916)



PARIS

LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1916

Tous droits réservés

A. AULARD
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA GUERRE ACTUELLE

COMMENTÉE PAR L'HISTOIRE

VUES ET IMPRESSIONS AU JOUR LE JOUR
(1914-1916)



PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1916
Tous droits réservés

AVERTISSEMENT

Ce volume est un recueil d'études, d'esquisses, d'articles que j'ai publiés pendant la présente guerre et dont cette guerre est l'unique objet.

La plupart ont paru dans le Journal, dont le directeur, M. Charles Humbert, m'a admis à appuyer d'arguments historiques et les conseils d'énergie dont il fortifie la défense nationale et l'activité stimulante qu'il semble avoir héritée des hommes de l'an II.

Les lecteurs du Journal ont collaboré à mes articles. Plus d'un sujet m'a été indiqué par leurs lettres, surtout par celles qu'en si grand nombre soldats et officiers m'ont écrites du « front ». Ma plume a exprimé souvent les espérances, les indignations, la sagesse de ces héros qui, au prix de leur vie, défendent la vie de la France contre les Allemands.

Si ces pages improvisées méritent d'être réunies en volume, c'est parce qu'elles gardent un écho de la pensée des combattants.

Echo exact, mais incomplet.

J'ai souvent reçu du « front » des lettres de reproches pour ma timidité, pour mes oublis, pour l'imprécision de mes dires. C'est à tort que mes correspondants me croient libre d'écrire tout ce qu'ils estiment vrai et utile. Je ne le suis pas. Il y a des choses que je m'interdis de constater ou de demander devant les Allemands, qui, je le vois par leurs journaux, me lisent. Il y a des choses que je crois qu'il serait utile de dire, même devant les Allemands. Mais la Censure n'est pas toujours de mon avis sur cette utilité : elle a interdit plus d'un de mes articles, même purement

historiques ; elle a, dans les articles qui ont pu passer, effacé des phrases que je croyais innocentes. Je ne dis point cela pour blâmer ou pour me plaindre, mais pour expliquer au lecteur une des raisons pour lesquelles il y a dans ces articles tant de lacunes, tant de réticences, tant de timides périphrases, parfois même un air d'incohérence.

C'est par l'histoire que j'ai essayé de commenter des incidents de la présente guerre, non pour critiquer des personnes ou signaler des fautes que le bon sens public critique ou aperçoit sans qu'il soit besoin de lui venir en aide, mais pour rappeler à la France actuelle les exemples de volonté, d'énergie, d'audace, de génie militaire que la France d'autrefois a donnés.

J'ai surtout proposé l'exemple de la Révolution française et de la Convention nationale, c'est-à-dire de la France envahie et chassant l'envahisseur par un effort à la fois enthousiaste et scientifique, par la fermeté ardente et dure avec laquelle elle tint le serment révolutionnaire de vivre libre ou mourir.

Je n'ai jamais conseillé à nos chefs civils ou militaires de singer les hommes de la Révolution, mais seulement d'être aussi énergiques qu'eux, aussi dévoués qu'eux à la patrie, aussi ingénieux qu'eux à forcer la victoire par l'audace, la ténacité et la science.

C'est pourquoi j'ai si souvent rappelé ce grand Comité de salut public, qui, dans des circonstances encore plus terribles que celles où nous nous trouvons, sut chasser l'envahisseur et assurer l'indépendance de la France en lui procurant le Rhin pour frontière.

Si ému que je sois du danger de ma patrie, de cette patrie qui me paraît encore plus aimable depuis que je la vois menacée de mort, je n'ai jamais été tenté d'accommoder la vérité historique au service de la France, comme les Allemands l'accommodent au service de l'Allemagne. Je n'ai proposé aux réflexions de mes lecteurs aucun incident,

aucun acte de l'époque de la Révolution ou de l'époque de Gambetta qui ne soit ou que je ne croie irréfutablement exact dans les détails comme dans l'ensemble.

Si l'histoire m'a servi de passeport pour des vérités de bon sens, ce n'a jamais été aux dépens de l'histoire : ce n'est pas la trahir que d'y chercher des similitudes dont la vue peut nous éviter des fautes. En montrant, par l'exemple du général Trochu, les méfaits de l'indécision, je n'ai pas altéré la figure du général Trochu.

J'ai rangé ces articles par ordre chronologique : on verra ainsi la succession des vues et des impressions, les vicissitudes d'un esprit et d'une pensée au plein de cette guerre inachevée, les contradictions, les erreurs, les illusions, le mélange d'inquiétudes et d'espoirs, les hauts et les bas d'une âme qui a bonne volonté, mais qui souffre de son impuissance à collaborer par l'action. Il y a dans ces pages des redites, des fautes, des tâtonnements : je n'ai corrigé presque aucune de ces négligences. C'est œuvre de journaliste, c'est-à-dire improvisation, et la forme hâtive rappellera au lecteur que mes impressions et mes témoignages sont bien contemporains des événements.

J'ai donc daté chaque article. J'ai indiqué le journal auquel chaque article est emprunté : Journal, Information, Dépêche de Toulouse, Bulletin des armées de la République, Guerre Sociale, Révolution française, etc.

LA GUERRE ACTUELLE

COMMENTÉE PAR L'HISTOIRE

I

Raisons historiques de notre confiance

25 novembre 1914.

Si nous nous croyons certains du succès final, ce n'est point par orgueil présomptueux ou par acte de foi irraisonné, c'est parce que nous avons une vue claire de la réalité actuelle, et aussi parce que nous connaissons l'histoire de notre pays, parce que nous savons que la France, en 1792 et 1793, repoussa l'invasion allemande, quoique les conditions de la défense nationale fussent bien moins bonnes qu'elles ne le sont en 1914.

Comparons la situation d'alors à celle d'aujourd'hui.

Quand les Austro-Prussiens entrèrent en Champagne, marchant sur Paris, en 1792, la France n'avait à leur opposer, en tout, qu'une armée de quatre-vingt mille hommes environ, démoralisée, divisée, affaiblie, et les volontaires, plus tard redoutables, ne semblaient être encore qu'une foule indisciplinée. Aujourd'hui, nous avons le nombre, l'unanimité d'ardeur patriotique, la discipline, la force morale, la force physique.

En 1792 et en 1793, tous les Français ne voulaient pas sauver la France. Une partie de la France avait émigré et se battait, dans les rangs de l'ennemi, contre la France. Une insurrection royaliste, en Vendée, en Bretagne et ailleurs, poignardait dans le dos l'armée française. D'autres insurgés livraient Toulon à l'ennemi. Aujourd'hui, la France est unanime à défendre la France. Les descendants des

émigrés, les descendants des Vendéens combattent sous le drapeau tricolore, dans les rangs républicains, contre cet envahisseur avec lequel leurs aïeux pactisaient. La Vendée, la Bretagne rivalisent de patriotisme avec les autres départements français. Il n'y a plus qu'une France.

Lors de cette première invasion austro-prussienne, l'armée française se méfiait de ses chefs, de ses officiers. Beaucoup étaient suspects de connivence masquée avec l'étranger. Ainsi, en 1793, le général Dumouriez, qui opérait en Belgique à la tête de la principale armée française, trahit la France, passa à l'ennemi. D'autres généraux trahirent aussi. Aujourd'hui, il n'est pas un soldat qui n'ait la plus absolue confiance dans le patriotisme des généraux. La seule idée qu'il puisse y avoir un général qui ne mérite pas cette confiance pourrait-elle entrer dans le cerveau d'aucun des combattants, d'aucun des non-combattants ? Chefs et soldats, fraternellement unis dans la patrie, ne forment qu'une âme comme ils ne forment qu'une armée, et cette armée, c'est la France même, la France unanime à défendre sa vie et l'humanité contre les barbares.

En 1793, nous n'avions pas seulement à supporter le choc allemand : nous étions envahis par les Anglais, par les Espagnols. La Russie, le Piémont, presque toute l'Europe, se coalisaient avec nos ennemis contre nous. Aujourd'hui, les Anglais et les Russes sont nos alliés, des alliés si unis à nous et si unis entre eux, avec le concours des admirables Belges, des héroïques Serbes, des ardents Monténégrins, que cette union ne constitue, au vrai, qu'une seule armée : l'armée de l'Europe assiégeant la tyrannie de l'Allemagne, pour assurer la liberté de l'Europe, dont l'indépendance de la France est la pierre angulaire. Aujourd'hui, ces Espagnols qui, en 1793, avaient conquis une partie du sol français, gardent une neutralité loyale, et ces Piémontais, devenus l'Italie une, affirment et développent une neutralité bienveillante.

Si donc l'on compare les conditions où nos aïeux, les hommes de la Révolution française, eurent à défendre la patrie envahie, aux conditions où nous combattons aujourd'hui, on peut dire que la situation est retournée en notre faveur, et que les chances qui étaient alors contre nous sont maintenant pour nous.

Mais ce qui est intéressant, instructif, encourageant, c'est qu'avec ces mauvaises chances, dans ces déplorables conditions, les patriotes de 1793 et de l'an II obtinrent la victoire par l'ardeur et la ténacité de leur patriotisme, par les mêmes qualités qui se retrouvent toutes, pures et identiques, dans les Français d'aujourd'hui. Nous, dont la situation est bien meilleure et qui avons le même sang dans les veines, quand nous déclarons que nous avons confiance dans le succès final et que, nous aussi, nous sauverons la patrie, est-ce que nous ne formulons pas la vérité même, la vérité raisonnable, la vérité historique ?

Ces aïeux, ces héros de la Révolution française, au milieu de la mitraille et des difficultés, s'encourageaient à dire en riant : Ça ira ! Nous autres, gaîment Français comme eux, nous sommes fondés à dire, non seulement : Ça ira, mais : Ça va !

(Révolution française de décembre 1914). — M. le Ministre de la Guerre m'ayant fait l'honneur de me demander ma collaboration au Bulletin des armées de la République, je lui ai envoyé l'article qu'on vient de lire. Cet article a paru, avec quelques suppressions, dans ce Bulletin, numéro du 25 novembre 1914.

II

Le cours d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne et la guerre actuelle ¹

Février 1915.

En ouvrant mon cours d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne, au début de la présente année scolaire, j'ai cru devoir rappeler combien il est nécessaire que l'activité intellectuelle de la France continue à s'exercer pendant la guerre. La défense nationale a sa source autant dans la vie spirituelle de la nation que dans sa vie physique. L'enseignement universitaire prépare l'avenir par la formation de la jeunesse, relie le présent au passé par l'histoire, maintient ainsi et fortifie l'effort français, en même temps qu'il contribue aux progrès de la science, à l'amélioration générale de l'humanité. C'est donc faire œuvre éminemment française de continuer à enseigner, dans ces circonstances de guerre, quand l'ennemi est à moins de cent kilomètres de nos portes, et c'est faire œuvre éminemment humaine, puisque nous soutenons cette guerre, non seulement pour l'indépendance de la France, mais pour la cause de la civilisation, pour la liberté de l'Europe et du monde.

Si la pensée d'un Français éclairé est solidaire de la pensée nationale, elle ne doit pas être esclave des circonstances et des émotions ². Un historien français, qui vibre comme patriote avec tous les Français, doit faire un continuel effort pour juger le passé, ainsi que le présent, en homme libre. Il doit se préserver du vice allemand, qui consiste à fausser l'histoire pour le service — ou le

prétendu service — d'une nation. Si ingénieux et parfois si triomphant que semble être le système pédagogique et historique par lequel les Universités allemandes ont créé, dans leur pays, ce patriotisme de proie et de rapine, ce militarisme tyrannique, c'est la seule vérité que la culture française opposera à la culture germanique.

Et la vérité tout entière. Qu'il s'agisse de l'Allemagne, qu'il s'agisse de la France, notre enseignement historique ne voilera, tendancieusement, aucune partie de la vérité. Plus ces gens-là auront menti, plus nous continuerons à dire la pleine vérité. (La vérité combat éternellement pour la France.) L'indignation, la légitime indignation, devant tant de faussetés et d'atrocités, n'obscurcira d'aucune éclipse, dans cette Sorbonne, l'esprit critique.

Vous avez lu ce manifeste des intellectuels allemands, où, sur l'ordre de leur empereur, par un mensonge officiel, aussi conscient qu'énorme, ils nient les faits les plus certains, sans essayer l'ombre d'une démonstration. Il y a eu des réponses en France, et diverses, et éloquentes. Ce qu'il faut dire surtout, c'est que si, plus tard, nos soldats, étant entrés en Allemagne, se voyaient accusés, à leur tour, d'atrocités, il n'est pas un savant français qui n'aimerait mieux que sa main ne se séchât, plutôt que de signer sans enquête, sans critique, sans discussion, un démenti à ces accusations. Mais il est une réponse encore plus décisive : ce sera, dans les Universités françaises, l'exemple d'une imperturbable continuation et progression à servir l'histoire par la méthode critique, une fidélité plus zélée encore que par le passé à cet esprit historique et scientifique que les Allemands viennent de trahir et de renier si honteusement.

A la Sorbonne, pour la plupart des disciplines et même pour beaucoup des enseignements historiques, le professeur aura à faire l'héroïque effort de chasser de son esprit, pour un instant, les soucis et les nouvelles de la défense nationale, par exemple de ne pas mêler notre

temps présent au passé grec, au passé romain. Cette abstraction, pour l'histoire des événements dont l'accomplissement est achevé, fait partie des conditions essentielles de la science historique.

11 n'en est pas de même de l'histoire de la Révolution française.

C'est que la Révolution française n'est pas un événement accompli ³.

Ce qui reste à faire, dans l'ordre économique et social, pour achever la Révolution française, est considérable. Mais je ne veux pas, aujourd'hui, définir ce gros reliquat. Je veux dire que, si notre révolution est inachevée en tant que purement française, elle est encore plus inachevée en tant qu'européenne, en tant qu'internationale ; je veux dire que ce droit des nations, ou droit des gens, qu'elle a proclamé, loin d'être victorieux, se trouve mis en échec, dans cette guerre de 1914, par l'Allemagne prussianisée.

Ce qui est en cause, comme l'atteste le martyre de la Belgique, c'est le droit des peuples à l'indépendance ; ce qui est en cause, comme l'atteste la servitude de l'Alsace-Lorraine, de la Pologne, de la Bohême, c'est le droit des peuples à disposer librement de leur sort.

Or, ce droit est fondé sur les principes mêmes et sur les actes de la Révolution française.

La défense de ce droit est le véritable objet de la guerre que nous soutenons en ce moment contre l'Allemagne ⁴. Cette guerre, à la fois pour la France et pour l'humanité, c'est la continuation de la Révolution française en lutte contre les retours offensifs du passé, en lutte contre ce prétendu droit de la force que le militarisme prussien a substitué, dans l'âme allemande, au droit de la raison jadis proclamé par Kant et les penseurs allemands, à la suite des penseurs français.

Entre la guerre actuelle et la Révolution française, il n'y a pas seulement connexité, ressemblance ou rapport de

cause à effet : c'est le même événement qui se développe et qui semble aboutir, en une lutte suprême, à son achèvement.

Mais cet événement a revêtu aujourd'hui d'autres formes, qui en masquent partiellement l'identité, si bien qu'il y a, à la fois, dans cette continuité, ressemblances partielles, dissemblances partielles.

De même que, dans une tragédie, le premier acte fait comprendre le dénouement, et réciproquement, de même l'histoire de la Révolution française jette des lumières sur la guerre de 1914, non seulement sur les causes, mais aussi sur l'avenir de cette guerre, et la guerre de 1914 fait mieux comprendre la Révolution française.

J'ai tout de suite insisté, dans mon cours, sur ce dernier point de vue.

J'ai montré comment le patriotisme actuel de nos soldats nous faisait mieux comprendre, ou plutôt sentir, le patriotisme des Français de 1792 et de 1793, la puissance de la force morale dans les batailles et aussi les raisons pour lesquelles il y a tant d'emphase dans le style et les gestes des hommes de la Révolution. Ou plutôt il n'y avait point réellement d'emphase. Des circonstances énormes inspiraient des gestes énormes, un style énorme. Quand l'énormité des circonstances eut disparu, l'énormité des gestes et du style subsista, dans les monuments écrits ou figurés, et cette énormité, séparée des circonstances, parut emphatique. De même, nos gestes et notre style actuels paraîtront emphatiques, en l'an 2014, aux Français délicats du XXI^e siècle, qui jouiront de la paix que nous leur aurons procurée ⁵.

Notre génération, héroïsée par les circonstances actuelles de guerre, sent mieux comment des circonstances analogues avaient héroïsé la génération de 1793, si bien que cette génération de 1793, pourtant de qualité

moyenne, comme la nôtre, a paru être une génération de géants.

Surtout les soupçons et les colères de notre patriotisme exaspéré nous expliquent les soupçons et les colères des patriotes de 1792 et de 1793. Si nous avons, comme eux, à combattre, non seulement les Prussiens et les Autrichiens, mais des émigrés français en armes contre la patrie et, à l'intérieur, les complices masqués de ces émigrés, nous aussi nous n'hésiterions pas à établir, contre ces Français traîtres, une véritable terreur, et c'est ainsi que la guerre actuelle nous fait sentir la cause psychologique de la terreur de 1793, du gouvernement révolutionnaire, du tribunal révolutionnaire, de la loi des suspects ⁶.

Je montrerai ensuite comment les péripéties et le succès final de la défense nationale pendant la Révolution nous expliquent les péripéties et nous font prévoir le succès final de la guerre actuelle.

Mais surtout j'insisterai sur la formation, le caractère, le développement du patriotisme français à l'époque de la Révolution. Je montrerai cette unification spontanée des peuples de France en un seul peuple. Je montrerai la France actuelle sortant du mouvement des fédérations en 1789 et en 1790. Ces fédérations furent un pacte national, un véritable contrat d'union et de fraternité.

Aucune des provinces de France qui a juré ce pacte ne peut admettre qu'on l'arrache au groupement national français.

Voilà pourquoi les Alsaciens-Lorrains n'ont pu supporter d'être enlevés à la France. Voilà pourquoi la France n'a pu se résigner à la perte de l'Alsace-Lorraine. Voilà pourquoi la guerre actuelle tend à faire rentrer l'Alsace-Lorraine dans la famille française. Voilà quelles sont les bases historiques du droit que nous revendiquons.

Ce droit historique servira de principe aux nations alliées pour refaire la carte de l'Europe, en libérant les peuples

esclaves, du moins ceux qui par une initiative nette auront rendu possible cette libération, de manière que nous fassions alors un acte pratique pour la pacification générale, et non un geste de don-quichottisme chimérique et imprudent.

Telles sont les vues sur le passé, telles sont les vues sur l'avenir qui, cette année, dans les circonstances de guerre, forment l'objet du cours d'histoire de la Révolution française à l'Université de Paris.

P.-S. — Cette première leçon, que j'ai ainsi résumée pour la Nation de New-York ⁷ a été faite à la Sorbonne, le 2 décembre 1914.

Dans les leçons suivantes, j'ai cru pouvoir ou devoir, au début et avant d'aborder le sujet même du cours, commenter historiquement quelques événements ou incidents actuels.

Ainsi, dans la seconde leçon, 9 décembre 1914, j'ai lu, dans la Frankfurter Zeitung du 8 septembre 1914, un dialogue imaginaire entre un pacifiste et un guerrier, où on voit bien l'actuel idéal de l'Allemagne. Puis j'ai montré comment la guerre de la Révolution faisait comprendre l'esprit et les chances de la guerre actuelle.

La troisième leçon (16 décembre) a eu pour objet Kant disciple de la Révolution française, surtout comme théoricien du droit des gens.

Dans la quatrième leçon (23 décembre), à propos du discours et du projet de loi de M. Viviani (22 décembre) sur un crédit de 300 millions pour venir au secours des Français envahis, j'ai lu et commenté le décret du 11 août 1792 par lequel l'Assemblée législative régla « les indemnités à accorder aux citoyens qui ont perdu, dans le cours de la guerre, tout ou partie de leurs propriétés ». Puis j'ai parlé des Allemands illustres, autres que Kant, qui avaient glorifié la pensée française du XVIII^e siècle, et j'ai

montré que la Prusse, de nos jours, avait mis l'Allemagne en révolte contre le véritable génie allemand.

La cinquième leçon (6 janvier 1915) a débuté par un hommage aux deux petits-fils de Garibaldi, tués au service de la France, et par un bref exposé du rôle du grand patriote italien et de l'armée des Vosges, dans la guerre de 1870-1871. Puis, abordant plus directement le sujet du cours, tel que l'affiche l'avait indiqué : Le patriotisme et la Révolution française, j'ai commencé à expliquer les origines du patriotisme révolutionnaire, et j'ai esquissé l'histoire du sentiment patriotique en France jusqu'à Louis XIV inclusivement.

Sixième leçon (13 janvier) : 1° Commentaire de l'étrange manifeste d'intellectuels espagnols, publié dans le Journal de Genève du 9 janvier. — 2° Le patriotisme au XVII^e siècle.

Septième leçon (20 janvier) : 1° Commentaire historique sur la neutralité de l'Italie et éloge de la loyauté de cette nation. — 2° Le patriotisme au XVIII^e siècle.

Huitième leçon (27 janvier) : 1° Lettre francophile d'un lettré bulgare, ancien élève de la Sorbonne, et considérations sur l'attitude de la Bulgarie. — 2° Le patriotisme au XVIII^e siècle (suite).

Neuvième leçon (3 février) : 1° Vues historiques sur cette période de six mois de guerre. — 2° Le patriotisme au XVIII^e siècle.

Dixième leçon (10 février) : 1° Remarques historiques sur l'attitude actuelle de la Grèce, de la Serbie, de la Roumanie et sur l'opinion publique en Bulgarie et en Espagne. — 2° Le patriotisme dans les cahiers des Etats généraux.

(Révolution Française de janvier 1915.)

III

Après six mois de guerre. Si c'était à recommencer...

4 février 1915.

Si bonne que soit notre situation militaire après ces six mois de guerre, si bonne que soit notre situation diplomatique, les étrangers peuvent s'imaginer qu'il y a peut-être des Français qui, en pensant aux maux subis, à nos huit départements envahis, à nos villes détruites, à nos soldats tués, à tant de paisibles habitants assassinés, en viennent à se poser, dans le silence de la méditation, cette question, cette douloureuse question : « La France a-t-elle bien fait de s'exposer à cette horrible guerre ? Si c'était à recommencer, recommencerions-nous ? »

Il faut répondre que, même si notre situation militaire était moins bonne, même si, au lieu de huit départements, l'ennemi en occupait vingt, même si l'Allemand était descendu jusqu'à la Loire ou plus bas encore, même si, au lieu de cette sympathie des neutres qui nous encourage tant, de nouvelles menaces se préparaient contre nous, il faut répondre que, même dans ce cas, il serait avantageux pour la France d'avoir préféré son devoir et son honneur au genre de paix qui lui était offert, il y a six mois, par l'Allemagne.

L'Allemagne, en effet, aurait certes consenti à ne point nous déclarer alors la guerre, si nous avions faussé compagnie à la Russie, si nous avions manqué à notre parole, si nous avions trahi l'alliance.

Matériellement, nous pouvions agir ainsi ; il nous était physiquement possible de laisser la Russie se défendre seule contre l'Autriche et l'Allemagne.

Sans doute, c'eût été la ruine de notre honneur ; c'eût été la ruine de notre situation morale dans le monde, l'irréremédiable discrédit de la République française parmi les nations ; car la Russie avait raison : elle ne pouvait laisser écraser ainsi la Serbie sans perdre tout prestige, son propre avenir, sa propre existence.

Mais peut-être ainsi, dira-t-on, en abandonnant la Russie, aurions-nous, aux dépens de notre honneur, sauvé notre peau : parfois, la lâcheté se croit prudence, parfois l'égoïsme poltron se décerne un brevet de longue vie.

Eh bien, ces six mois de guerre, en démontrant la force de l'organisation militaire allemande, nous ont enseigné, par une expérience terriblement éloquente, que si la Russie avait été seule à soutenir à la fois le choc allemand et le choc austro-hongrois, elle n'eût sans doute pas pu n'être pas vaincue.

La Russie n'aurait même pas eu le temps de faire appel, contre l'envahisseur, au général Hiver.

Surprise au début ou plutôt à la veille de sa mobilisation, assaillie par une masse de huit millions d'hommes, à qui il aurait suffi des deux mois de belle saison, août et septembre, pour s'avancer jusqu'à Pétrograd, jusqu'à Moscou ; culbutée par une avalanche avant d'avoir eu le temps de mettre ses armées sur pied, l'alliée que nous aurions abandonnée se serait vue contrainte à demander la paix au bout de quelques semaines Et quelle paix ? Une paix allemande, c'est tout dire : Varsovie et la Pologne, Riga, Revel, Helsingfors, peut-être Pétrograd cédés, une lourde indemnité de guerre à payer, l'activité européenne de la Russie annihilée pour un demi-siècle, voilà quel eût été le résultat de la défaite de notre alliée, si notre abstention se fût produite.

Ainsi victorieuses de la Russie, grandes moralement et physiquement par cette guerre, l'Allemagne et l'Autriche, que la commune victoire aurait comme soudées en un Etat triomphant sous le kaiser, auraient fait de la France ce qu'elles auraient voulu.

Nous n'aurions pas pu résister à cette masse victorieuse, à cette masse que c'eût été véritablement le cas d'appeler colossale. Ni l'héroïsme du peuple français, ni le génie d'un général, ni l'ingéniosité du désespoir, rien, peut-être, en ce cas, n'aurait pu nous sauver de l'écrasement. Attristés et ironiques, les neutres auraient assisté, sans bouger, à l'effondrement d'une nation discréditée par son infidélité à l'alliance russe et par son imprévoyante lâcheté. Qui sait même si, à l'heure de la curée, ces neutres n'auraient pas participé au dépècement de la France ?

L'Angleterre, alors, restée seule contre l'Europe germanisée, aurait-elle pu prolonger indéfiniment sa résistance ? N'aurait-elle pas succombé à son tour ?

Ainsi, notre manquement à l'alliance russe n'aurait pas été seulement le suicide de la France : le rêve du kaiser s'en fût trouvé réalisé, et le monde, par notre faute, serait devenu allemand.

Voilà la réponse de l'histoire ou de la raison à la question que j'ai supposée, mais qu'en réalité aucun Français ne formule sérieusement : car pour tous les Français, il est d'une éclatante évidence que leur gouvernement a sagement agi en décrétant cette mobilisation générale qui a donné à l'empire allemand motif ou prétexte à déclarer la guerre à la France, il y a juste aujourd'hui six mois.

Ce faisant, l'empire allemand a fait précisément ce qu'il ne voulait pas faire, ce qu'il espérait éviter, ce que Bismarck lui avait conseillé d'éviter à tout prix, à savoir de coaliser contre lui la France, la Russie et l'Angleterre, dans l'abstention et la neutralité de l'Italie.

11 a dû renoncer à l'espoir d'écraser ses adversaires l'un après l'autre.

Dans cette situation difficile, le kaiser a, vu les lenteurs de la mobilisation russe, cru avoir le temps d'écraser la France d'abord, cette France dont il connaissait, mieux peut-être qu'on ne la connaissait à Paris, l'insuffisante préparation. L'héroïsme actif de la Belgique et de son roi ont fait manquer le début même de cette opération, nous donnant ainsi le temps de mobiliser. Puis la gigantesque armée d'invasion, dont l'avancée sur notre sol semblait irrésistible, a été arrêtée net, à la Marne, non par un hasard militaire, mais par un subit effort de la France, effort voulu et réfléchi, effort suprême et victorieux, effort issu des profondeurs de notre histoire, effort organisé par un Français qui s'est trouvé, à ce moment-là, résumer en lui les vertus solides de notre génie national.

Oui, quand cette armée française, inférieure en nombre et dans l'épreuve même d'une retraite précipitée, se retourna tout d'un coup, fit tête, força l'armée allemande, beaucoup plus nombreuse, à rebrousser chemin, à fuir jusqu'à l'Aisne, le monde vit, dans cette manœuvre étonnante, la France même signifiant, prouvant qu'elle ne périrait pas, qu'elle vivrait, plus forte que jamais en génie et en volonté, plus utile que jamais à l'humanité.

S'il s'est trouvé dans les rangs allemands, comme jadis à Valmy, un Goethe clairvoyant, c'est en 1914, plus encore qu'en 1792, qu'il a eu raison d'écrire sur ses tablettes : De ce jour date une ère nouvelle dans l'histoire du monde.

En 1871, après six mois de guerre, la France, que les fautes du gouvernement impérial avaient isolée, était vaincue, à terre. Paris venait de capituler. Le démembrement de notre nation était décidé. C'était le désastre.

En 1915, après six mois de guerre, la France, malgré les maux d'une invasion partielle, est plus forte qu'au début des hostilités. Son armée est plus forte, peut-être du double

plus forte. Son outillage de guerre est plus fort. Ses alliés sont plus forts. Ces neutres, qui, en 1871, étaient pour la plupart malveillants ou dédaigneux, font des vœux pour la France : ils comprennent que la défaite de la France serait la défaite de la liberté, la défaite du droit des gens, et chaque jour qui survient, en nous apportant une sympathie nouvelle, nous apporte une force morale nouvelle, de même que chaque jour nous apporte, à nos alliés et à nous, un surcroît de ressources militaires.

Nous pouvons dire que nous marchons au combat au milieu de la sympathie et de l'applaudissement de l'humanité civilisée, dont nous sommes les champions.

Quelle gloire ! Quelles espérances ! Quelles souffrances fécondes ! Quel illustre rôle joué par la France, par les nations alliées, dans cette tragédie, la plus terrible dont l'Europe ait été le théâtre, et d'où enfin la sagesse de notre victoire fera sortir la paix du monde, une paix française, c'est-à-dire une paix sincère, non d'hégémonie, mais de liberté et d'équilibre !

Ah ! oui, si c'était à recommencer, comme nous le disions plus haut, la France recommencerait !

Et l'autre, le kaiser, si on lui posait la même question dont nous venons de faire l'hypothèse, si on lui disait : Sire, si c'était à recommencer... — quelle serait sa réponse ?

Un jour, tout à la fin de juillet 1914, au bord même de l'abîme, l'Autriche, inquiète de l'attitude et de l'insistance de la Russie, dans une brusque vision de cette guerre générale qu'elle ne voulait peut-être pas, se demanda si, malgré les assurances prussiennes, l'Angleterre et la France n'allaient pas former tout de suite leur coalition contre les ambitions du germanisme ; elle hésita, elle recula d'un pas, elle admit la possibilité de soumettre l'affaire de Serbie à une conférence. C'était la paix, la paix certaine. Personne n'en doutait. Le kaiser n'en douta pas ; il en douta si peu qu'aussitôt (tant il voulait la guerre !) il adressa à la Russie, sans tenir compte de la tardive mais

nette velléité pacifique de François-Joseph, l'ultimatum qui brisa la paix et déclencha la guerre.

Ah ! il doit se le rappeler avec effroi, avec dépit, comme dans un perpétuel cauchemar, ce geste d'ultimatum qui, en une seconde, jeta son empire dans le péril de mort ! Ah ! ce geste, si Guillaume II pouvait le révoquer, l'abolir, comme il s'empresserait de réparer la destinée, de repousser le spectre de la défaite, dont ses nuits sont hantées ! Ah ! non, il ne recommencerait pas ! Ce ne sont pas seulement les faits qui le prouvent, ce n'est pas seulement sa difficile situation militaire, sa difficile situation diplomatique, l'issue fermée, non à des succès partiels, mais à toute victoire générale et décisive : ce qui prouve surtout que le kaiser ne recommencerait pas, si c'était à recommencer, c'est le perpétuel mensonge par lequel il trompe son peuple sur les causes de la guerre, en répétant (comme un futur vaincu) que l'Allemagne a été attaquée, alors que le monde sait que c'est lui, le kaiser, qui a voulu et déclenché la guerre, l'abominable guerre, la plus sanglante et la plus atroce que l'Europe ait vue.

Oui, guerre abominable, guerre sanglante, guerre atroce, mais aussi guerre glorieuse, guerre émancipatrice, parce qu'elle brisera le militarisme prussien, rendra l'Alsace-Lorraine à la France et organisera l'Europe sur la base du droit des gens.

Que cette conviction, si elle doit gonfler nos cœurs, n'amollisse pas nos volontés. Que notre allégresse, qui vient de notre bonne conscience opposée à la mauvaise conscience de l'Allemand, qui vient aussi et surtout du sentiment que la force est mise chaque jour davantage au service du droit, que cette allégresse, ennoblie par la mort et la souffrance, ne nous cache à aucun moment l'importance, la difficulté de l'œuvre qui reste à accomplir. Ces six mois de guerre écoulés, ce n'est pas la fin de la guerre qui s'annonce à bref délai ; combattants et non-combattants, il faut bien nous dire que nous avons à tendre

toute l'énergie de notre courage, que nous avons à affermir toute notre puissance de patience pour vaincre définitivement un ennemi encore debout, encore robuste.

La victoire finale n'est possible qu'à la condition de l'arracher au destin par un redoublement d'action et de sacrifice. Mais disons-nous aussi — et c'est là la vraie leçon de ces six mois de guerre — qu'à ce prix la victoire finale est certaine.

(Journal du 4 février 1915.)

IV

Sagesse italienne

10 février 1915.

M. de Bülow, le foudroyant diplomate teuton, s'était trop pressé de coiffer du casque à pointe la tête de sphinx de M. Giolitti, l'habile grand homme d'Etat en disponibilité. D'un revers de main, M. Giolitti s'est décoiffé ; le voilà recoiffé à l'italienne, un peu souriant, un peu vexé, gentiment ambigu.

Dans cette lettre, qui fait couler des flots d'encre à Turin, à Milan, à Florence et à Rome, il assure que s'il a rencontré M. de Bülow, le diplomate « 420 », c'est par hasard, en déambulant sur la place du Triton, et que, s'il lui a fait visite, ce n'est qu'une fois, pour un échange de propos académiques.

Or, chacun sait qu'en Italie comme en France, il est impossible de causer et de s'entendre par intermédiaire.

M. Giolitti et M. de Bülow n'ont donc pas concerté leur action, et le renversement du ministère Salandra est loin de leur pensée. Surtout M. Giolitti ne veut pas que l'opinion italienne le prenne, lui, Giolitti, pour un compère de Bülow, encore moins pour sa dupe.

Il a raison : un tel homme, si fin et lucide, n'est ni compère ni dupe. Soyez bien sûr qu'il a su causer sans s'engager, et qu'il a su faire parler le malin Allemand, qui, tout frotté qu'il soit, n'est qu'un pataud à côté de M. Giolitti.

Or, de la lettre même de M. Giolitti, du passage où il dit qu'il n'est pas impossible que l'Italie obtienne quelque

morceau sans coup férir, on peut déduire aisément que M. de Bülow a fait miroiter le Trentin aux yeux non éblouis de son interlocuteur.

M. Giolitti fait miroiter, à son tour, le Trentin, sans y croire, tâte l'opinion, se dit neutraliste, se dit interventionniste, repousse avec horreur l'idée d'une guerre, sourit aussitôt à la même idée de guerre, en murmurant avec grâce le titre du roman italien : Peut-être que oui, peut-être que non.

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il profitera des fautes de M. Salandra, si M. Salandra en commet, et si M. Salandra, en traînant trop, met son pays dans le cas de se trouver, la paix conclue, Gros-Jean comme devant, — et plus que devant —, rien dans la lettre à facettes de M. Giolitti ne le gênera pour reprocher à M. Salandra d'avoir perdu l'Italie en prolongeant trop sa neutralité.

Cependant, par-dessus le bruit du canon, Rome a entendu un cri de colère autrichien, un vieux cri classique : « Nous ne céderons rien aux Italiens, ni Trente, ni Trieste, ni Pola, rien, rien, rien ! »

Dans une interview, M. de Bülow a conté que M^{me} de Bülow, Italienne de naissance, s'est si bien germanisée qu'à la nouvelle de l'avancée allemande en France, après Charleroi, elle avait senti une volupté d'allégresse, comme à ouïr du Wagner, aux premiers coups d'archet.

M. de Bülow se vante peut-être, mais il est sûr que le bon François-Joseph aurait, dans ses tristesses de macrobite, un petit moment d'agrément, s'il pouvait faire des villes d'art italiennes ce que le kaiser a fait de Malines, de Louvain et de Senlis.

Les Autrichiens ont une haine aussi féroce que méprisante pour les Italiens, et ils ont leur Autriche irredenta : c'est la Vénétie, c'est la Lombardie, c'est Florence, c'est Parme, ces joyaux autrichiens qu'avec l'aide de la France corrompue Victor-Emmanuel déroba si

iniquement — et si prestement — à la couronne de Sa Majesté Apostolique, qui s'intitule toujours « grand-duc de Toscane » et plus que jamais « seigneur de Trieste ».

Cela étant, M. Giolitti sait aussi bien que M. de Bülow que la neutralité, si elle se prolonge trop, perdra l'avenir de l'Italie.

Victorieuse, non seulement l'Autriche ne donnera rien à l'Italie, mais elle tombera sur elle, pour la punir de sa neutralité, et lui reprendra une partie des territoires jadis autrichiens.

Vaincue, l'Autriche n'aura rien à donner à l'Italie, ou plutôt, dès qu'elle aura reconstitué son armée, elle tombera sur l'Italie avec plus de fureur encore que si elle avait été victorieuse.

Ce n'est pas à un Français à dire ces choses, surtout quand ce Français, pénétré lui aussi d'égoïsme sacré, n'en aime pas moins l'Italie. Aussi n'est-ce pas moi qui parle ainsi, c'est un Italien, c'est M. Mussolini, dans son journal *Il Popolo d'Italia*, organe des socialistes dissidents, organe des socialistes interventionnistes.

Ecoutez cet Italien : « Cultiver encore des illusions, dit-il, serait périlleux et coupable. La guerre est inévitable, et ce sera la guerre contre l'Autriche et contre l'Allemagne. Le jeu allemand est clair : il vise à nous imposer la « neutralité abso-

« lue » jusqu'à la fin de la guerre. Or, l'Italie peut-elle enchaîner sa liberté d'action jusqu'à la fin du conflit ? Ce serait folie ». Nous approchons du moment critique. L'Allemagne ne pouvant duper l'Italie, la menace déjà : « Elle a intérêt, dit M. Mussolini, à nous prévenir. Aujourd'hui l'Italie est préparée. Dans deux mois, elle serait très préparée. Il sied à l'Allemagne de couper court et de poser le dilemme : ou la neutralité absolue, ou la guerre immédiate. »

Mais, conclut M. Mussolini, appuyée sur la Triple Entente, l'Italie ne doit pas s'effrayer et ne s'effraie pas des

menaces austro-allemandes. « Elle peut être l'arbitre de la situation. »

Ainsi discourent, ainsi raisonnent, ainsi discutent les Italiens. Les Français n'ont point l'indiscrétion de les conseiller. Ce sont des sages qui hésitent devant une formidable destinée, et qui ont raison de prendre leur temps (sans le perdre !), de se préparer à fond, de ceindre soigneusement leurs reins.

Le monde a admiré, dans cette crise difficile, la loyauté de l'Italie ; il a admiré son sang-froid dans le conseil et son effort pour s'armer : il admirera, quand l'heure aura sonné, son héroïsme.

(Information du 10 février 1915.)

V

Comment l'Alsace se donna à la France

25 février 1915.

Le manifeste socialiste de Londres a paru mettre en doute la qualité de Français des Alsaciens-Lorrains et soumettre leur rentrée dans la mère patrie à une consultation plébiscitaire préalable.

M. le président du conseil a saisi cette occasion de déclarer à la tribune que l'« Alsace-Lorraine a préparé elle-même, par son héroïque fidélité, le retour à la patrie », et que ce sera, non pas une « conquête » mais une « restitution ».

Quel est donc le point de départ, quelle est l'origine de la fidélité des Alsaciens à la France ?

Cette fidélité n'est point issue des conquêtes et réunions opérées jadis par Louis XIV, elle n'est point issue d'une violence ou d'une intrigue, mais d'une libre adhésion, la plus spontanée et la plus cordiale qui se soit jamais vue.

C'est en 1790, quand se produisit en France ce grand mouvement de fraternisation, que les Alsaciens voulurent être Français par le cœur, et non plus par la force des traités et des victoires de Louis XIV.

Le 22 mai 1790, la municipalité de Strasbourg vota « le projet d'une confédération de la garde nationale de cette ville avec la garnison et les gardes nationales des départements voisins ».

Ce fut la Fédération du Rhin ou Confédération de Strasbourg.

Donc, le 11 juin 1790, des pavillons aux couleurs de la nation furent placés « sur les quatre tourelles et sur la pointe de la superbe flèche de la cathédrale », aux acclamations générales.

On vit arriver les confédérés.

D'abord des délégués des troupes réglées d'Alsace, et aussi de Dôle.

Puis des gardes nationales, représentées par des députés : Jura, Loire-Inférieure, Marne, Haute-Saône, Doubs, Meuse, Meurthe, Moselle, Vosges, Haut-Rhin, Bas-Rhin, au total 2.281 députés. Des adhésions étaient venues, en outre, de nombreux départements.

Cette « armée confédérée » prit pour général M. de Veitersheim, colonel de la garde nationale de Strasbourg.

C'est le 13 juin qu'eut lieu la cérémonie, à la « plaine des Bouchers », où on avait élevé une butte de gazon surmontée d'un autel de la patrie, « également en gazon ».

Deux vastes amphithéâtres contenaient une foule de Strasbourgeois.

On vit apparaître sur la rivière d'Ill une flottille pavoisée de drapeaux tricolores, portant plus de 400 citoyennes, qui demandaient à prêter le serment civique. « Aussitôt le général envoya un détachement pour les recevoir. On voyait parmi elles les épouses de plusieurs officiers municipaux, des femmes de militaires, et grand nombre de citoyennes. Toutes étaient vêtues de blanc, ayant au bras gauche un ruban aux couleurs de la nation. Les jardinières de la cité, vêtues de blanc, avec un corset vert, grossissaient leur cortège... »

Puis arriva, de l'hôtel de ville, un autre cortège, précédé du drapeau de la fédération, qu'une jeune citoyenne de Strasbourg avait passé cinq semaines à broder. Ce cortège était formé d'un détachement de vétérans, de la municipalité, des chefs de l'armée, et, en arrière-garde, d'un bataillon d'enfants de la patrie, adoptés par la garde nationale.

Bénédiction des drapeaux, messe (où, à l'élévation, les seuls catholiques furent tenus de mettre un genou en terre), discours patriotique d'un ministre de la confession d'Augsbourg, discours patriotique d'un ministre calviniste, hymne chanté par des jeunes filles luthériennes, tels furent les premiers gestes de la concorde strasbourgeoise.

Ensuite fut prêté le grand serment, le serment d'être Français. On jura, « à la face du Dieu de l'Univers », d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, surtout « d'être inséparablement unis, et de voler au secours les uns des autres, pour notre bonheur commun ».

En des fêtes de trois jours, sur cet autel de gazon, les Strasbourgeois évoquèrent, virent et adorèrent la figure même de la Patrie.

Quand un décret de l'Assemblée constituante achemina vers Paris toutes ces fédérations régionales, c'est d'un cœur joyeux que les délégués des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, avec les délégués du département de la Moselle, confirmant leur serment français de la plaine des Bouchers, jurèrent au Champ-de-Mars, le 14 juillet 1790, avec tous les délégués de la France, « de demeurer unis à tous les Français par les liens de la plus indissoluble fraternité ».

Voilà le pacte qui fait que l'Alsace est française.

Ce pacte, les Alsaciens, tout comme les Messins, y ont été joyeusement fidèles jusqu'en 1870, héroïquement fidèles depuis 1870. On peut même dire qu'ils ne se sont jamais sentis plus français que dans la période où le traité de Francfort (aboli aujourd'hui par l'Allemagne elle-même) les a tenus éloignés de la France. Leur amour de la France a été fortifié par la haine de l'Allemand, qui a lui-même, par sa sottise et sa brutalité, cultivé les fidélités françaises en Alsace.

Demander aux Alsaciens, quand le drapeau tricolore flottera sur la cathédrale de Strasbourg, si par hasard ils ne voudraient pas redevenir sujets du kaiser, quel affront ne

serait-ce pas ? Demanderons-nous aux citoyens du département des Ardennes, quand nous aurons chassé les Allemands de leur sol, si par hasard ils ne voudraient pas retomber sous le joug des Allemands ?

Occupés par l'ennemi depuis quarante-quatre ans, comme le département des Ardennes l'est depuis six mois, les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin rentreront dans la patrie française de la même manière, et nous ferons alors, dans Strasbourg, une fête de fraternité nationale qui sera la glorieuse suite de la glorieuse « fédération du Rhin » du 13 juin 1790.

(journal du 25 février 1915.)

VI

Sympathies argentines

9 avril 1915.

Parmi les nations neutres, une des plus intéressantes est, sans contredit, la République Argentine.

Elle fait honneur à la race latine par la puissance et les succès de son activité. Mais ce n'est pas seulement la richesse du peuple argentin qu'on admire : c'est aussi son intelligence, sa haute culture.

Cette culture est surtout française.

Notre langue, nos livres, nos idées sont en honneur dans l'Argentine, et on se rappelle avec quelle sympathie nos conférenciers y ont été écoutés, applaudis.

Mais les Allemands ont, depuis longtemps, avec leur ténacité méthodique, entrepris la conquête économique de l'Argentine, comme ils ont entrepris la conquête économique de toute l'Amérique du Sud. Ils ont même entrepris, en un certain sens, une sorte de conquête militaire, en essayant de germaniser l'esprit et les méthodes de l'armée argentine. On m'assure que beaucoup d'officiers argentins sont ou étaient germanophiles.

Ces germanophiles mènent, ont mené grand bruit. Ils déchantent, maintenant que l'Allemagne voit s'évanouir son rêve de domination mondiale. Les sympathies françaises s'affirment plus nettement à Buenos-Ayres.

Mais il faut qu'on sache qu'elles ne se sont jamais tues.

Nous sommes heureux de signaler l'amitié qui est témoignée à la France par le grand journal démocrate de Buenos-Ayres, El Diario, amitié désintéressée s'il en fut :

car la République française se borne à avoir raison et laisse aux Allemands d'autres moyens de capter la bienveillance de la presse.

Certes, à être francophile aujourd'hui que la victoire finale des alliés n'est pas douteuse, il n'y a pas de mérite.

Mais le Diario a prédit la victoire de la France à l'heure sombre et louche, quand les Allemands marchaient sur Paris.

Dans son numéro du 9 septembre 1914, alors qu'il ne pouvait connaître la victoire de la Marne, le Diario a pris parti pour la France, qu'il compare à Athènes, contre l'Allemagne, qu'il dénonce comme étant « sans morale, sans justice, sans liberté, sans humanité ».

Après avoir fait l'éloge de la Révolution française et de notre démocratie, l'écrivain argentin salue « cette France grandiose, celle des grands jours de l'histoire, qui, si elle se laisse déprimer par les catastrophes et les infortunes, se relève bientôt, inespérément vigoureuse (inesperadamente vigorosa), superbe et radieuse, l'étonnement de son siècle. Ainsi, elle se débat superbement et repousse le terrible monstre germanique déjà sous Paris. La désolation, la mort et l'incendie sont dans tout le Nord-Est : mais elle oppose à la formidable invasion des nouveaux barbares ses trois millions de soldats-citoyens, aidés par des Anglais, des Belges et des Russes ». Au moment où Paris se hérise de canons et de fusils pour sa défense, le télégraphe apprend au Diario que la ville « superbe et enchanteresse », en vraie cité athénienne, « n'oublie pas la sauvegarde du plus beau morceau de marbre que le ciseau humain ait sculpté : elle a blindé la Vénus de Milo !... Ne reconnaît-on pas la France à ses traits typiques d'Athènes ? Ne la voit-on pas avec son aréopage de savants de l'Institut Pasteur, de l'Académie, de la Sorbonne, de Saint-Cyr, avec son parlement, ses artistes, sa gracieuse hospitalité et son altruisme généreux et humanitaire ?... La France de Voltaire et de 89 est l'Athènes de Périclès. Sa gloire

mondiale est attachée à la Déclaration des Droits, à son drapeau tricolore et à sa Marseillaise, émancipatrice de tous les opprimés de la terre. Les premières paroles de son hymne immortel : Allons enfants de la Patrie, élèvent les déchus vers la liberté, tandis que Deutschland uber alles, abaisse les nations... ».

Conclusion :

« La cause d'Athènes et de la France est la cause de la civilisation et du droit. C'est pourquoi elle triomphera au milieu d'applaudissements unanimes. »

Eloquent en soi et par sa forme, cet acte de foi en notre nation est encore plus éloquent par sa date. C'est quand la France semblait écrasée que l'écrivain argentin a salué sa vie et prédit sa victoire.

Cet écrivain argentin, qui a si admirablement pris le parti de la France, c'est M. Barroetavena, professeur à la Faculté de droit de Buenos-Ayres, ancien député, démocrate ardent et éclairé (car dans toutes les nations latines ce sont les hommes de progrès qui sympathisent avec la France).

Ces sympathies argentines, si noblement exprimées, nous remplissent de joie et de fierté.

(Guerre Sociale du 9 avril 1913)

VII

Pourquoi ont-ils tant d'ennemis ?

11 avril 1915.

Un journal viennois, la Zeit, a institué une sorte de referendum pour répondre à la question : Pourquoi l'Allemagne a-t-elle tant d'ennemis dans le monde ?

Ce n'est point aux ennemis de l'Allemagne, qui seraient pourtant si compétents pour y répondre, que cette question est posée par notre confrère autrichien : c'est uniquement aux Allemands eux-mêmes et aux germanophiles.

Les réponses sont instructives, mais autrement que ne le croient les célébrités consultées.

Elles nous font voir un état d'orgueil pathologique.

Le musicien Humpudinck, de Berlin, est si fier de la haine générale qu'excite l'Allemagne qu'il oublie de répondre à la question et se borne à s'écrier : Oderint dum me tuant ! Qu'ils nous haïssent pourvu qu'ils nous craignent !

D'autres, plus posés, consentent à expliquer cette haine.

Le germanophile norvégien Nordenskjöld croit que la haine vient de la jalousie que cause le grand développement économique de l'Allemagne contemporaine.

Voici une actrice, M^{me} Hansi Niese, fort populaire à Vienne, qui répond : « Si l'Allemagne a tant d'ennemis, c'est parce que tout le monde meurt d'envie devant elle. »

Le feld-maréchal Rieger a un plus beau style : « Si l'Allemagne, dit-il, a tant d'ennemis, c'est parce qu'elle excelle au-dessus des autres. Le monde, comme dit Schiller, aime à obscurcir ce qui brille et traîne dans la poussière ce qui est élevé. C'est ainsi que Socrate dut boire la ciguë,

Christophe Colomb fut jeté en prison, Jésus-Christ fut mis en croix. »

O l'agréable enquête de la Zeit ! Sans elle, qui aurait su que l'Allemagne prussianisée ressemble à Socrate, à Christophe Colomb, à Jésus-Christ ? Sans elle, qui aurait su que, si l'Allemagne prussianisée est haïe, c'est justement parce qu'elle est digne d'amour, c'est justement parce qu'elle est parfaite et que sa perfection offusque la bassesse d'âme du monde ?

Moins lyriquement fantaisiste, l'historien Friedjung compare l'Allemagne à Napoléon. On la hait à cause de ses victoires passées, présentes et futures. Mais elle sera plus habile, plus sage que Napoléon : montée au sommet de la gloire et de la puissance, elle saura n'en pas descendre. Une fois triomphante, elle aura moyen de supporter toutes ces inimitiés : « Il y aura peut-être quelque chien qui aboiera plus fort que les autres, mais peu importe. »

On dira sans doute que ces réponses à la question de la feuille autrichienne sont superficielles, ou à côté, ou fausses ou mensongères. Moi, je les trouve éloquentes, admirablement éloquentes. Elles disent ou plutôt elles font sentir merveilleusement bien pourquoi les Allemands sont haïs dans le monde. Inspirées par un orgueil grossier et, si on me passe le mot, bête, elles expriment, elles étalent, en des formes dont le ridicule est significatif, toute la grossièreté et toute la bêtise de cet orgueil.

En montrant une fois de plus à quel point ils sont des tyrans et des sots, ces Allemands ont bien montré pourquoi l'Allemagne est haïssable, pourquoi elle est haïe.

Dans quelques mois, j'espère que le journal viennois voudra bien instituer un autre referendum et poser à ses lecteurs éminents cette autre question : Pourquoi l'Allemagne a-t-elle été vaincue ? Ce referendum sera facile : les réponses à la question d'aujourd'hui pourront aider à répondre à la question de demain.

(Information du 11 avril 1915.)

VIII

Jaurès dans l'Union sacrée

2 juin 1915.

Jean Jaurès n'était pas seulement le partisan militant qu'on a connu, et dont la politique a pu être, à certains égards, critiquée : esprit ouvert et orné, tel qu'on n'en avait pas vu en France depuis Mirabeau, il était philosophe, il était historien. Ses thèses et sa soutenance de doctorat à la Sorbonne furent très remarquées (j'étais membre du jury et je me rappelle fort bien ce grand succès). Il a écrit, depuis, une histoire de la Révolution française, qui est une œuvre aussi forte que belle. Enfin, un des plus précieux services qu'il ait rendus aux études historiques, ç'a été, il y a onze ans, la création, au ministère de l'instruction publique, d'une commission de l'histoire économique de la Révolution française.

Aidée de comités départementaux, cette commission a entrepris une enquête sur les principaux faits d'ordre économique, d'ordre social, et elle a déjà publié toute une bibliothèque de recueils et de documents : vente des biens nationaux, subsistances, comités des assemblées, cahiers des Etats généraux, etc.

C'est là, dans ce pacifique atelier historique, dont il était le chef et où je collaborais de mon mieux comme contremaître, c'est là que j'ai pu, pendant dix ans, voir à l'œuvre un Jaurès inconnu du public, un Jaurès à l'impartialité sereine, un Jaurès à l'objectivité scientifique, un Jaurès organisateur du travail historique collectif, un

Jaurès incitateur des esprits, conciliateur des bonnes volontés et des amours-propres.

Je crois qu'il n'y avait presque point de collectivistes dans la commission, et que bien peu d'entre nous auraient voté, comme citoyens, avec Jaurès. Comme historiens, il nous avait tous entraînés dans une sorte d'unanimité d'esprit critique, de méthode et de zèle.

Touchées par la baguette magique de son talent, les plus techniques, les plus ingrates, les plus rébarbatives questions d'érudition historique se transfiguraient aussitôt elles devenaient belles, larges, humaines, non par un poétique ou fantaisiste effort, mais par une vue philosophique du lien des choses.

Nous étions là, sous cette présidence de Jaurès, une petite phalange de travailleurs, professeurs d'Université, membres de l'Institut, archivistes, sénateurs, députés, hommes de lettres, fort divers par les opinions et les tendances, non seulement en politique, mais en histoire. Eh bien, Jaurès avait établi entre nous une véritable « union sacrée » au service de la vérité.

Samedi dernier, c'était la première séance plénière de la commission de l'Histoire économique de la Révolution depuis la mort de Jaurès, et j'avais, en ma qualité de vice-président, à saluer le successeur de Jaurès à la présidence.

Ce successeur, c'est M. Louis Barthou, ancien président du conseil des ministres, qui, lui aussi, comme Jaurès, est chef de parti, chef militant et qui, lui aussi, dans la conduite de nos travaux historiques, s'élèvera sans effort à l'impartialité objective. Historien de Mirabeau (et, dans son livre, le savoir est aussi solide que le talent est éclatant), M. Barthou connaît bien la Révolution, et il la connaît par son véritable homme de génie.

Notre nouveau président, qui prépare un travail sur l'œuvre historique de son prédécesseur, m'avait demandé de dire quelques mots sur la présidence de Jaurès, dont je m'étais trouvé être, plus que lui, le témoin.

Alors, en évoquant la figure de Jaurès, si odieusement assassiné, je n'ai pas vu seulement cette figure dans le passé : je l'ai vue dans le présent et dans l'avenir, et je n'ai pu m'empêcher de parler, non seulement de l'historien qu'aurait continué à être Jaurès, mais du citoyen, du patriote qu'il aurait été dans la défense nationale.

Cette « union sacrée » où il nous avait ralliés pour le service de la vérité historique, il en aurait été un des chefs pour le service de la patrie attaquée par la tyrannie allemande.

Brutalement dissipées par la réalité, les illusions du socialiste-poète sur la bonne foi et la bonne volonté allemandes, auraient fait place à la colère de l'honnête homme, et le patriotisme de Jaurès, éclairé, déchaîné, armé, aurait été redoutable à l'Allemagne, dont il aurait d'autant plus haï les crimes qu'il avait lui-même été davantage dupe de son hypocrisie.

J'entends d'ici la voix de Jaurès dénonçant au monde l'assassinat de la Belgique, le torpillage du Lusitania, la lâcheté traîtresse des sozial-démocrates impériaux.

Ce n'aurait pas été seulement, au service de la défense nationale, un cri du cœur, un geste de tribun : c'eût été, dans les conseils du gouvernement, l'utile effort méthodique d'un cerveau prodigieusement organisé.

L'union sacrée ! Le cadavre de Jaurès, à peine refroidi, en a été comme l'initiateur, puisque c'est devant sa tombe qu'en des paroles d'une spontanéité sublime, a été proclamé, scellé le pacte de la démocratie ouvrière pour la défense de la patrie.

A voir ce que le cadavre d'un homme a pu faire pour l'union des Français, on peut présumer ce que cet homme eût fait, s'il avait vécu, et si, désabusé de sa chimère d'indulgente confiance en l'Allemagne, il avait pu consacrer sa parole, son geste, son action, tout son génie à la défense nationale.

Oui, Jaurès eût été dans l'Union sacrée, et au premier rang !

Voilà ce que nous disions samedi, à la commission d'Histoire économique de la Révolution, et voilà les idées auxquelles M. Barthou, qui avait trouvé jadis en Jaurès un âpre adversaire politique, a donné son assentiment avec une cordialité éloquente, faisant, lui aussi, un beau et sincère geste d'union sacrée.

(Guerre Sociale du 2 juin 1915)

IX

Le Prussien Blücher et les Belges

5 juin 1915.

C'est dans quelques jours le centième anniversaire de la bataille de Waterloo, et il est naturel qu'un historien français relise les documents relatifs à ce grand événement.

Là, les rapprochements avec la guerre actuelle s'offrent en foule à sa curiosité, mais plus encore les contrastes.

Il en est qui ne sont pas seulement instructifs, mais vraiment piquants, vraiment ironiques.

Ainsi, feuilletant l'Ambigu, ce journal que l'émigré Peltier publiait à Londres, et qui n'est pas seulement un pamphlet antinapoléonien, mais aussi un recueil de faits et de textes, j'y trouve cette proclamation que le maréchal Blücher adressa aux Belges peu de jours après cette bataille de Waterloo où il avait joué un rôle décisif :

LE PRINCE BUCHER AUX BRAVES BELGES

Mon armée étant sur le point d'entrer sur le territoire français, nous ne saurions quitter le vôtre, braves Belges, sans vous faire nos adieux, et sans vous témoigner notre vive reconnaissance pour l'hospitalité que vous avez donnée à nos soldats. Nous avons eu l'occasion d'apprécier vos vertus. Vous êtes un peuple brave, loyal et noble. Vous avez beaucoup souffert du fait de l'irrégularité qui régnait dans le service des vivres, mais vous avez supporté avec

patience les réquisitions dont il a été impossible de vous exempter.

Votre situation m'a touché vivement, mais il était hors de mon pouvoir de l'alléger. Dans le moment du danger qui semblait vous menacer, on nous a appelés à votre secours. Nous sommes accourus, et c'est bien malgré nous que nous nous sommes vus forcés, par les circonstances, d'attendre si longtemps le commencement d'une lutte, que nous aurions désiré voir s'engager plus tôt. La présence de nos troupes a été onéreuse à vos contrées, mais nous avons payé de notre sang le tribut de reconnaissance que nous vous devons, et un gouvernement bienveillant trouvera les moyens de dédommager ceux de vos compatriotes qui ont le plus souffert par les logements militaires.

Adieu, braves Belges ! Le souvenir de l'accueil hospitalier que vous nous avez fait, ainsi que celui de vos vertus, sera gravé éternellement dans nos cœurs. Que le Dieu de la paix protège votre beau pays ! Qu'il en éloigne pour longtemps les troubles de la guerre ! Soyez aussi heureux que vous méritez de l'être ! Adieu.

Merbes-le-Château, le 21 juin 1815.

Le maréchal-prince BUCHER.

Je ne sais pas si ce document est connu, ni si les historiens belges l'ont signalé. Mais je trouve qu'il était à propos de relater, en 1915, cette promesse d'éternelle amitié faite aux Belges en 1815 par ce Blücher qui de tous les soudards prussiens fut le plus soudard et le plus prussien, mais qui cependant, si brute qu'il fût dans le fond, vivait en un temps où la violence arborait encore le masque de la philosophie et de la générosité.

L'hospitalité qu'en 1815 les Belges donnaient à l'armée de Blücher n'était pas volontaire : la Belgique, alors ballottée d'une patrie à l'autre, ne formait pas une nation

indépendante et n'avait pas d'armée à opposer à l'envahisseur. Les Belges ne méritaient donc pas cette gratitude de Blücher. Mais l'affiche où il l'exprime grossit utilement le tas de chiffons de papier où sont inscrites les paroles d'honneur de la Prusse, — c'est-à-dire ses mensonges.

(Excelsior du 15 juin 1915.)

X

Spécialistes et Embusqués sous la Convention Nationale

7 juin 1915.

Cette question des « embusqués » et cette question des « spécialités » — deux questions connexes, car c'est surtout sous prétexte de spécialité qu'on s'embusque — occupent et inquiètent l'opinion publique, qui s'en trouve saisie plus particulièrement par le projet Dalbiez.

A l'époque de la Révolution française, dans la crise de la défense nationale, ç'avait été déjà une des préoccupations, une des inquiétudes de la Convention et du Comité de salut public.

Le célèbre décret du 23 août 1793 ordonna la levée en masse.

On y lisait : « Dès ce moment, jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées. »

Mais on avait surtout besoin de fusils, de canons, de boulets, de poudre. Il fallait, alors comme aujourd'hui, quoique dans des proportions moindres et dans des conditions autres, un grand effort scientifique, industriel. On lit dans les Mémoires sur Carnot : « Le Comité de salut public sentait qu'il n'avait qu'un moyen de triomphe, c'est-à-dire de salut pour la France : l'enthousiasme dirigé par la science. »

Le même décret du 23 août 1793 chargea le Comité de salut public de « prendre toutes les mesures nécessaires

pour établir sans délai une fabrication extraordinaire d'armes de tous genres, qui réponde à l'élan et à l'énergie du peuple français ». Le Comité fut autorisé « à former tous les établissements, manufactures, ateliers et fabriques qui seront jugés nécessaires à l'exécution de ces travaux, ainsi qu'à requérir pour cet objet, dans toute l'étendue de la République, les artistes et les ouvriers qui peuvent concourir à leur succès ». L'établissement central de cette fabrication extraordinaire devait être fait à Paris.

C'est Prieur (de la Côte d'Or) qui fut (sans le titre) le « ministre des munitions » d'alors, mais avec la collaboration de ses collègues du Comité de salut public, surtout Carnot, Robert Lindet, Prieur (de la Marne).

Jamais l'amour de l'égalité n'a été plus vif, ni plus soupçonneux, ni plus irritable qu'à cette époque du sans-culottisme.

Eh bien, le Comité de salut public n'hésita pas à soustraire aux obligations du service armé tous les citoyens que leur compétence rendait utiles à l'organisation scientifique ou industrielle de la défense nationale.

Son premier soin fut de rechercher tous les ouvriers compétents dans la fabrication des armes, et qu'ils fussent sous les drapeaux ou non, de les réquisitionner à cet effet. Mais le nombre des ouvriers directement compétents ne suffisait pas, vu l'énorme quantité d'armes dont la défense nationale exigeait la fabrication subite, la fabrication improvisée. Le Comité réquisitionna, en outre, tous les artisans dont la spécialité avait quelque rapport, même lointain, avec l'art de fabriquer les armes et les munitions : par exemple, les horlogers de Paris furent requis pour fabriquer certains éléments délicats. D'une façon générale, le Comité réquisitionna tous les ouvriers en fer. Dirigés, instruits par des savants, ces ouvriers firent vite et bien ; la seule manufacture de fusils de Paris dut fournir mille bois de fusils par jour. Quant aux canons de fusil, l'idéal du

Comité était d'en fabriquer, rien qu'à Paris, également, mille par jour.

Le Recueil des actes du Comité de salut public, que je publie, est rempli d'arrêtés, soit collectifs, soit individuels, pour réquisitionner des ouvriers d'élite, c'est-à-dire pour les enlever au service armé et les employer aux fabrications utiles à la défense nationale.

Si ce gigantesque et admirable effort d'improvisation industrielle réussit et sauva la France, c'est surtout parce que la Convention fut convaincue de la primordiale et indispensable nécessité qu'il y avait d'appliquer chaque individu à la besogne de défense nationale à laquelle il était le plus propre, de faire produire ainsi à chaque Français son maximum d'utilité.

C'est de la sorte, par cet effort méthodique, scientifique, que la Convention se rendit assez victorieuse pour obtenir cette paix de Bâle, cette éblouissante paix de Bâle, qui nous promit la rive gauche du Rhin et couronna ainsi toute l'histoire de France.

Et les embusqués ?

Il y en eut, certes, en 1793 et en 1794, jusque dans les bureaux du Comité de salut public, et même parfois des embusqués « contre-révolutionnaires », à demi-traîtres. Mais il y en eut peu. La Convention aima mieux risquer d'avoir quelques soldats de moins plutôt que de risquer de manquer de munitions ou d'armes. Il y eut çà et là des récriminations, auxquelles Carnot fit allusion dans son rapport du 13 brumaire an II. Mais l'opinion approuva, soutint, encouragea le gouvernement dans cet appel constant et méthodique qu'il fit aux compétences, aux spécialités pour la fabrication des instruments de défense nationale.

C'est cette sélection, aussi hardie que judicieuse, qui, continuée avec une intelligente obstination, permit d'organiser une défense nationale, à la fois scientifique et enthousiaste, devant laquelle la coalition recula.

(Information du 7 juin 1916.)

XI

Exemple du Comité de salut public

12 juillet 1915.

Dans son éloquent article : Des canons ! des munitions ! où il demande une simplification des rouages administratifs pour la défense nationale, M. Charles Humbert a bien voulu invoquer mon témoignage d'historien.

Il est sûr que c'est en simplifiant l'administration française en général, et l'administration de la guerre en particulier, que le Comité de salut public, en l'an II, sauva la France.

Ce Comité de salut public, organe de la Convention, c'était le véritable « ministère » d'alors, tout comme notre ministère d'aujourd'hui, organe des deux Chambres, est ou doit être le Comité de salut public de la France luttant pour son existence. Robespierre, qui en avait la présidence réelle, était un ministre sans portefeuille, comme l'est M. Viviani, et, tout comme M. Viviani, mais avec une éloquence de qualité moins fine, il exprimait à la tribune l'idéal et l'unité du gouvernement.

Dans ce gouvernement, la défense nationale était surtout dirigée, administrée par Carnot, vrai ministre de la guerre, par Prieur(de la Côte-d'Or), vrai ministre de l'artillerie, par Robert Lindet, vrai ministre de l'intendance, par Jeanbon Saint-André, vrai ministre de la marine, qui avaient à faire alors ce que font aujourd'hui MM. Millerand, Thomas, Thierry, Godard, Augagneur.

Eh bien, ces hommes, en qui nous voyons des géants, quoiqu'ils ne fussent point d'une stature exceptionnelle

(sauf peut-être Carnot), ces illustres sauveurs de la patrie en l'an II, faillirent, au début, être paralysés par la bureaucratie, par la paperasserie.

Le 10 octobre 1793, au nom du Comité, Saint-Just dit à la Convention :

« Vous devez diminuer partout le nombre des agents, afin que les chefs travaillent et pensent. Le ministère est un monde de papier. Je ne sais point comment Rome et l'Égypte se gouvernaient sans cette ressource. On pensait beaucoup, on écrivait peu. La prolixité de la correspondance et des ordres du gouvernement est une marque de son inertie ; il est impossible que l'on gouverne sans laconisme. Les représentants du peuple, les généraux, les administrateurs sont environnés de bureaux comme les anciens hommes de palais. Il ne se fait rien, et la dépense est pourtant énorme. Les bureaux ont remplacé le monarchisme ; le démon d'écrire nous fait la guerre, et l'on ne gouverne point. » Ainsi parla Saint-Just, et la Convention l'applaudit.

Mais si le Comité de salut public s'était borné à des plaintes ou à des aveux, si les conventionnels n'avaient ambitionné d'autre gloire que d'ajouter des pages au Conciones, la bureaucratie aurait continué, en compliquant tout, à annihiler l'effort de défense nationale, à stériliser l'héroïsme du peuple.

Les hommes de l'an II ne se bornèrent pas à bien parler : ils surent vouloir, ils surent agir, ils surent oser.

Ils firent contre la bureaucratie un grand coup révolutionnaire.

Détruisant la fiction constitutionnelle de la séparation des pouvoirs, ils supprimèrent ces ministères qui, sous le nom de Conseil exécutif provisoire, n'étaient que la vieille bureaucratie, complexe, tyrannique et impuissante. Ils érigèrent le Comité de salut public en véritable ministère et, sous ses ordres, ils créèrent, de toutes pièces et tout d'un coup, avec le nom de Commissions exécutives, douze

organismes administratifs aux ordres du Comité, absolument et entièrement à ses ordres.

Ces commissions étaient composées chacune seulement d'un commissaire ou deux, avec quelques chefs de bureau, en tout petit nombre, quelques expéditionnaires, en tout petit nombre. Mot d'ordre : célérité, et simplification.

Par exemple, si Prieur (de la Côte-d'Or) faisait prendre un arrêté sur la fabrication des munitions, — et il ne le prenait qu'après s'être entouré de toutes les lumières, de tous les conseils compétents, — jamais, dans aucun cas, cet arrêté n'était remis en question par qui que ce soit ; il n'y avait nul conflit de compétences ou d'incompétences : le commissaire de la Commission des armes et poudres faisait exécuter l'arrêté sur-le-champ.

Et comment s'assurait-on que cette exécution se faisait, à la manufacture d'armes, dans les conditions voulues, dans le temps voulu ? Chargeait-on les bureaux de ce contrôle ? Non : on envoyait un représentant en mission, à Saint-Etienne par exemple, et ce représentant assurait effectivement la fabrication, la livraison au jour dit, étant armé de pleins pouvoirs, de pouvoirs illimités, pour lever les difficultés, passer par-dessus les règlements, punir la négligence (la prison, ou cinq ans de fers, ou parfois l'échafaud), récompenser le zèle, en un mot pour faire aboutir.

On aboutissait, parce qu'on agissait révolutionnairement, comme il le faut dans un pays envahi, c'est-à-dire par d'autres procédés qu'en temps de paix, par des procédés simples, énergiques, des dictatures individuelles à la tête de chaque grand service ; peu d'employés, pas de paperasserie, des sanctions immédiates et inéluctables, sanctions de gloire ou d'infamie.

La guerre est chose révolutionnaire : vouloir la faire avec les formes et les moyens de la paix, c'est folie.

Révolutionner, c'est simplifier. Simplifier, c'est aboutir.

Aujourd'hui comme en l'an II, c'est seulement par cette simplification des rouages de la défense nationale que sera hâtée la victoire du peuple français.

(Journal du 12 juillet 1915.)

XII

La Censure sous Robespierre et sous Napoléon

15 juillet 1915.

La suspension de la liberté de la presse en temps de guerre n'est pas une nouveauté : les Français ont vu cette suspension sous la dictature du Comité de salut public, puis sous la dictature napoléonienne.

Ce sont faits connus, mais qu'il est instructif de rappeler en ce moment.

Proclamée par la Déclaration des Droits de 1789, à l'exemple des Anglo-Américains, la liberté de la presse fut comme un dogme politique, et les journaux jouirent de la liberté jusqu'à la chute de Louis XVI, jusqu'à l'époque où la France, en lutte contre la coalition, dut faire passer le souci de son indépendance avant le souci de la liberté et se défendre contre l'étranger par des mesures révolutionnaires.

Nos pères n'estimèrent pas qu'il fût possible de vaincre l'Autriche, la Prusse, la Hollande, l'Espagne, l'Angleterre, tous nos ennemis d'alors, en permettant aux journaux de tout dire.

Sans suspendre en forme la liberté de la presse, ils l'annihilèrent par le droit commun, — un droit commun terrible.

Chose curieuse, ils ne songèrent pas à prohiber la divulgation des nouvelles militaires, et les journaux, en annonçant des mouvements de troupes, furent évidemment (à leur insu) utiles à l'ennemi. C'est Napoléon qui, le premier, interdit, et rigoureusement, la publication de

nouvelles militaires et diplomatiques autres qu'officielles. Cette discrétion lui permit de faire ces surprises foudroyantes, qui lui donnèrent si souvent la victoire.

Pendant la Terreur, sous Danton, comme sous Robespierre, c'est surtout la liberté politique qui fut ôtée aux journaux par une législation générale. Peine de mort contre quiconque proposerait le rétablissement de la royauté. Peine de mort contre quiconque proposerait de rompre l'unité de la République. Peine de mort contre les partisans de loi agraire. Peine de mort contre quiconque proposerait la violation des propriétés. La censure fut exercée, non seulement par les Comités de salut public et de sûreté générale, mais par le peuple lui-même dans les sections, dans les clubs de Jacobins, dans les comités révolutionnaires. Plus d'un journaliste (ainsi Hébert, Camille Desmoulins) monta à l'échafaud, non comme journaliste, mais comme contre-révolutionnaire.

Ce n'est cependant qu'aux derniers temps du régime robespierriste que la presse se laissa mettre en esclavage. Il y eut longtemps bataille d'idées, vif et noble mouvement d'opinion, lutte acharnée entre les journaux girondins et les journaux montagnards, puis entre les journaux hébertistes, dantonistes, robespierristes. C'est l'époque du grand élan de la défense nationale, de la démocratie armée contre l'ennemi du dehors et du dedans.

Danton une fois guillotiné, c'est pendant trois mois, de floréal à thermidor an II, l'omnipotence de Robespierre, l'éclipsé presque complète de toute liberté de la presse.

Mais alors la presse n'était ni le seul ni le plus puissant organe de l'opinion. C'est surtout dans les sociétés populaires ou clubs des Jacobins que l'esprit public s'organisa, s'exprima, influa, dirigea. Là fut le brûlant et fécond foyer du patriotisme militant. Là s'élaborèrent, se développèrent les éléments moraux et matériels de la défense nationale, l'enthousiasme (vivre libre ou mourir !), les offrandes, le zèle des ouvriers à fabriquer les armes, la

recherche du salpêtre, l'application de tous ces moyens scientifiques et révolutionnaires qui sauvèrent la France.

Le Comité de salut public, en sa dictature de défense nationale, s'appuya ainsi sur l'opinion populaire, comme sur une vague qui le souleva et le porta vers un but précis : l'expulsion de l'étranger, la victoire de Fleurus.

Napoléon agit presque au rebours. Se croyant sûr de rester quand même l'idole du peuple, il supprima les organes de l'opinion, d'abord et surtout les sociétés populaires comme les assemblées élues, voulant être, lui seul, tout l'organe de l'opinion, l'unique représentant et interprète de la nation.

Quant aux journaux, d'abord et au début du Consulat, vu l'état de guerre, le premier Consul réduisit à treize le nombre de ceux de Paris. Ces treize furent surveillés, tracassés, traqués, par la plus vexatoire des censures.

Pour un rien, non seulement pour un mot taquin, mais même pour un silence, Napoléon les supprimait.

Il finit par n'en laisser vivre, à Paris, que trois, en dehors du Moniteur, à savoir la Gazette de France, le Journal de Paris et le Journal des Débats, à qui il avait imposé le nom de Journal de l'Empire.

Le Journal des Débats avait parmi ses rédacteurs Etienne, l'auteur comique célèbre, qui était pourtant un admirateur de Napoléon. Un jour, en 1810, Etienne omit d'insérer une pièce de vers sur le mariage de l'Empereur. En punition, le ministre de la police lui confisqua les deux tiers de son traitement du mois et le mit aux arrêts pendant vingt-quatre heures !

Finalement, Napoléon chargea le ministre de la police de diriger lui-même, de faire rédiger lui-même les journaux.

Conclusion et résultat : quand, en 1814, la situation militaire étant devenue mauvaise, Napoléon voulut faire appel à l'opinion pour lever les Français en masse contre l'envahisseur, comme au temps de la Révolution, l'opinion ne lui répondit pas : elle était engourdie, elle ne savait rien,

elle ne voulait rien, elle se laissa aller, et tout le génie de l'Empereur échoua devant l'invasion, parce que l'opinion, atrophiée par la perte de ses organes nécessaires, ne le soutint pas.

On peut donc dire que l'enseignement de l'histoire confirme l'idée du simple bon sens, à savoir : 1° que la liberté illimitée de la presse est incompatible avec la défense d'un pays, surtout envahi ; 2° qu'il est indispensable qu'une guerre nationale, en ses vicissitudes, ait la constante collaboration de l'opinion, d'une opinion avertie, informée, protégée contre les pièges de l'indiscrétion et de la malveillance, mais libre dans son élan, et efficacement directrice ou réparatrice, quand elle est la voix même de la nation.

(Information du 15 juillet 1915.)

XIII

Napoléon et Guillaume

17 août 1915.

L'empereur allemand est hanté par l'image de Napoléon. Elle l'obsède, elle l'attire dans les steppes de la Russie. Il ne s'agit pas seulement d'égaliser Napoléon : il faut le dépasser ; il faut réaliser tout son rêve d'ambition européenne et conquérir l'Europe ; il faut même réaliser un plus grand rêve, que le vainqueur d'Austerlitz n'eut pas, un rêve d'ambition mondiale, et conquérir le monde.

Notre Napoléon voyait grand : leur Guillaume voit colossal.

Je ne sais pas si le pédantisme falsificateur des généalogistes berlinois a trouvé des origines boches à la famille des Bonaparte, mais je vois que les courtisans du kaiser évoquent volontiers Napoléon, tantôt pour flatter leur maître, tantôt pour objecter à notre idéalisme libéral les conquêtes tyranniques de l'empereur des Français, son culte de la force.

Ce napoléonisme des sophismes barbares — napoléonisme à deux fins — se trouve tout réfuté par la plus superficielle vue historique.

Et d'abord, si Napoléon n'a été, comme le veulent ces gens-là, que le héros de la force, il doit plutôt, par son infortune finale, inspirer au kaiser des pensées de modération, puisque, malgré toutes ses victoires, malgré Austerlitz, malgré Iéna, malgré Wagram, malgré son génie d'homme d'action, le plus étonnant que les hommes eussent vu, il a été vaincu, vaincu à fond, aplati, écrasé. La

Révolution française lui avait donné la France agrandie, fortifiée de la rive gauche du Rhin : Napoléon a perdu cette naturelle et historique garantie de l'indépendance de notre nation, et il l'a perdue précisément parce qu'il avait trop compté sur la force. Violateur de la liberté des peuples, les peuples révoltés l'ont abattu.

Oui, c'est parce que Napoléon avait fini par trahir l'idéal de la Révolution française, par violer les principes mêmes de liberté et de justice que ses armées avaient répandus, popularisés en Europe, qu'il a été culbuté par des nations que la France elle-même avait armées de cet idéal, armées de ces principes.

Mais, si Napoléon a commis des fautes, mettons des crimes (comme cette guerre d'Espagne, dont notre nation, alors enchaînée, n'est pas responsable), le genre de civilisation que ses victoires apportaient peut-il être comparé à l'odieuse culture germanique ? Peut-on comparer, au point de vue de l'humanité, la façon dont l'empereur des Français faisait la guerre à la façon dont la fait l'empereur allemand ?

Napoléon n'était pas un barbare.

Napoléon ne détruisit aucune ville, ne brûla aucune bibliothèque, ne bombardait aucune cathédrale, ne martyrisa systématiquement aucune population civile.

Quand il entra en vainqueur à Berlin, les Berlinoises rendirent (avec la platitude de cette race) hommage à sa modération en pavoisant, en illuminant. Quand il quitta Berlin, ils le remercièrent de sa bienfaisante et généreuse administration.

Partout où arrivaient les armées de Napoléon, c'étaient des chaînes qui tombaient. Le premier acte du vainqueur était d'abolir la féodalité, d'établir l'égalité, de substituer une administration juste à la fantaisie inique des tyrannaux allemands.

Napoléon couvrit l'Europe de beaux ou utiles monuments, dont les Allemands jouissent encore.

Partout où les Français ont passé, non seulement sous la Révolution française, mais sous le Consulat et l'Empire, ils ont semé des germes de liberté, de justice, de bien-être.

Les inconséquences et les aberrations finales de Napoléon l'ont perdu, nous ont perdus : elles ne font pas oublier qu'il a été, à un moment, l'homme de la Révolution française, qu'il a propagé en Europe l'idée libérale, l'idée démocratique, et qu'à tout prendre il a été un homme de progrès, un serviteur de l'avenir, et non pas, comme son singe actuel, un homme de réaction, un serviteur du passé.

Voilà pourquoi, malgré ses désastreuses défaillances, une fois captif au rocher de Sainte-Hélène, Napoléon a été grand dans l'imagination des hommes. Voilà pourquoi, si jamais un caprice de la fortune déportait l'empereur allemand au même rocher, il y traînerait dans l'oubli ou en petite renommée une existence qu'aucune grande idée humaine n'a inspirée ou ennoblie.

(Journal du 17 août 1915.)

XIV

Faut-il imiter la Révolution française

31 août 1915.

Dans cette crise de la défense nationale, l'exemple, les précédents de la Révolution française s'imposent de plus en plus à notre attention.

Il est sûr qu'en l'an II et en l'an III, c'est-à-dire en 1793, en 1794 et en 1795, nos pères ont réussi à sauver la France envahie, à chasser l'étranger de notre territoire, à envahir l'envahisseur, à conquérir toute la rive gauche du Rhin, à signer les glorieux traités de Bâle.

Il est sûr que les hommes de la Révolution se trouvaient dans des circonstances beaucoup plus difficiles, beaucoup plus périlleuses que celles où nous nous trouvons. Sans alliés, ils avaient à combattre une coalition relativement plus forte que celle que nous avons à combattre. Ils avaient devant eux, sur les champs de bataille, en France même, les Anglais, les Prussiens, les Allemands, les Autrichiens, les Espagnols. La Russie, sans nous faire dès lors une guerre effective, était avec nous en état d'hostilité ouverte. Presque tous les Etats d'Italie nous traitaient en ennemis. Nous n'étions pas alors en butte à la neutralité plus ou moins bienveillante du Saint-Siège, mais à son hostilité déclarée. Nous n'avions presque plus d'amis, sinon parmi les peuples, du moins parmi les gouvernants.

A l'intérieur, guerre civile, ici politique, là religieuse, ailleurs politico-religieuse. Deux Frances s'entre-déchiraient. Les émigrés combattaient, dans les rangs allemands ou anglais, contre les patriotes révolutionnaires.

C'est dans ces effroyables difficultés, dans ces apparentes impossibilités que la Convention nationale sauva la patrie par un miracle de volonté et d'énergie. Héritière de Jeanne d'Arc et de Richelieu, héritière de l'âme de la France, elle sut organiser cette âme pour l'action, pour la victoire, bien moins par des discours que par des actes.

Parmi ces actes, il en est qui, inspirés par des circonstances qui n'existent plus, ne peuvent nous servir d'exemple.

Dans cette « union sacrée » que nos pères rêvèrent sans pouvoir l'obtenir, dans cette concorde des Français, comment songerions-nous à établir cette « Terreur » qui fut alors établie contre les Français ennemis de la France ? Le Tribunal révolutionnaire, la loi des suspects, la guillotine n'ont aucune raison d'être dans une France unanime, dans une France dont tous les fils, sans exception, adorent la France et aimeraient mieux périr que de pactiser avec l'Allemand.

Mais l'exemple à suivre, l'exemple utile à notre activité présente, c'est l'exemple de volonté et d'énergie, de suite dans la volonté, de constance dans l'énergie.

Alors, comme aujourd'hui, le peuple français est décidé à vivre libre ou mourir, et c'est ce thème qu'a éloquemment développé, en son nom, le Président de la République. Le peuple français est aussi héroïque en 1915 qu'en 1793, et il me serait même facile de démontrer qu'il l'est peut-être davantage, que jamais la France n'a été aussi sublime qu'en 1915.

Ce que nos pères surent faire, mieux que nous, c'est organiser cet héroïsme, lui faire produire scientifiquement, méthodiquement, tous ses effets.

Comme nous, ils tâtonnèrent d'abord, mais ils comprirent bientôt que la célérité dans l'exécution, surtout dans la production industrielle (armes, munitions), était l'indispensable condition de la victoire.

Par des décrets successifs, rendus sous la pression des circonstances et de l'opinion publique exprimée par les sociétés populaires, la Convention supprima la hiérarchie compliquée de l'ancien régime et y substitua des organismes simples, forts, dociles, subordonnés au Comité de salut public, obéissant au doigt et à l'œil, obéissant aussitôt, simultanément, efficacement, exactement à l'heure dite.

Cette exécution immédiate des décrets fut procurée : 1° par la réduction du nombre des gens de bureau ; 2° par les missions des représentants, qui arrivaient à l'improviste aux usines et aux armées ; 2° par des sanctions rapides, inéluctables, terribles contre les fonctionnaires négligents.

Peu d'employés, un contrôle incessant, et comme foudroyant, des sanctions non moins foudroyantes, voilà par quels moyens essentiels fut administrée, en l'an II, la guerre de défense nationale.

Ces moyens essentiels furent révolutionnaires par la célérité, par la suppression des formes bureaucratiques, par la suppression de la paperasserie.

Je vis, aux Archives, au milieu de ces papiers du Comité du salut public, et je vois que telle grande mesure, qui a contribué à sauver la France, n'a laissé d'autre trace qu'un petit feuillet où sont griffonnées quelques lignes de la main d'un Prieur (de la Côte-d'Or) ou d'un Barère, — ou d'un Carnot.

On agissait sans écrire, et on ne parlait que pour agir.

Ne vous représentez pas les gens du Comité de salut public comme des tyrans fantaisistes qui gouvernaient par caprice. Ce comité n'était qu'un ministère de la défense nationale exécutant les décrets de la Convention et soutenu par l'opinion des patriotes, gouvernement d'opinion, gouvernement d'exécution.

Ce qu'il faut imiter dans la Révolution française ce n'est pas tel geste, tel costume, telle rhétorique. C'est l'activité

rapide, concertée, efficace, dégagée des formes et formules, inspirée par l'enthousiasme patriotique.

Mais que parlé-je d'imiter ? C'est continuer que je devrais dire. Ne sommes-nous pas, devant la tyrannie aristocratique de l'impérialisme prussien, les continuateurs de la Révolution française, c'est-à-dire les défenseurs de la liberté des peuples, comme des individus ? Innover, simplifier, agir vite, aboutir vite, voilà ce que nous inspirera l'exemple des gouvernants de l'an II, l'exemple du Comité de salut public et la Convention nationale.

Nous valons nos pères : faisons aussi bien qu'eux.

(Information du 31 août 1915.)

XV

Valmy et Rome⁸

S'il y a dans l'année une journée qui, par les événements historiques qu'elle rappelle, mérite d'être dénommée franco-italienne, c'est vraiment la journée du 20 septembre.

Le 20 septembre 1792, à Valmy, les Français, commandés par Dumouriez et Kellermann, firent reculer l'armée austro-prussienne, ces soldats du grand Frédéric réputés invincibles, et assurèrent par cette victoire l'indépendance, la liberté de leur nation.

Le 20 septembre 1870, l'armée italienne, commandée par le général Cadorna (père du glorieux généralissime actuel), s'empara de la ville de Rome, consommant ainsi la grande œuvre de l'unité italienne.

Chacun de ces deux événements a procuré et symbolisé le triomphe d'un grand et noble mouvement national. Par là ils se ressemblent. Mais ce n'est pas assez dire : l'un est la conséquence de l'autre, et quand je pense à la victoire de Valmy, à la prise de Rome, un rapport de cause à effet s'offre à mon esprit.

On connaît le mot que Goethe croyait ou disait avoir prononcé, le soir même de Valmy, sur l'ère nouvelle que la victoire des révolutionnaires français ouvrait dans l'histoire du monde. C'est que cette victoire, par ses résultats et conséquences, ne fut pas seulement française : ce fut la victoire de ces principes de 1789, aussi américains que français, aussi mondiaux qu'européens, principes chers à toute l'humanité libérale, principes odieux à l'humanité de proie. Liberté des hommes ! Liberté des peuples ! Voilà le

cri qui, après notre victoire, retentit en Europe. Oui, le canon de Valmy brisa les chaînes des âmes, parmi les peuples opprimés, ébranla tous les despotismes, donna ou rendit conscience à toutes les nationalités tyrannisées.

C'est au choc de la Révolution française, que l'Italie, morcelée et esclave, reprit le sentiment de son existence propre, et tressaillit d'une fièvre d'unité. Dans ces républiques italiennes que créa la Révolution, puis dans ce royaume napoléonien d'Italie, qui les engloba en grande partie, s'ébaucha la patrie une. Brisée de nouveau en 1815, cette patrie vécut, impérissable et ardente, dans l'âme de l'élite.

Les vicissitudes du mouvement unitaire italien, ainsi provoqué par la Révolution française, sont si illustres qu'il me semble inutile de les rappeler.

La France aida ce mouvement, le fit réussir par une coopération armée, par les victoires de Magenta et de Solferino, l'entrava aussi, le contraria aussi. Mais je m'exprime mal. C'est un gouvernement français, ce n'est pas le peuple français, ce n'est pas la France de 1789 qui s'opposa, pendant un si long temps, à ce que l'Italie obtint enfin sa capitale historique. C'est malgré tous les vrais libéraux que ce gouvernement prit une telle attitude, c'est malgré tous les républicains, malgré l'élite des Français émancipés. A la fin du Second Empire, dans Paris, la jeunesse des écoles (j'en étais, je puis en parler) se montrait unanime à désirer — et avec quelle passion ! — l'entrée des Italiens à Rome, parce qu'elle était unanimement fidèle à l'esprit de la Révolution française.

Hélas ! si le gouvernement français d'alors avait été, lui aussi, fidèle à cet esprit ; si, renonçant à soutenir, contre le vœu populaire, le pouvoir temporel du pape, il avait laissé l'Italie consommer son unité, acquérir sa capitale, c'est l'Italie, c'est l'Autriche qui, aux côtés de la France, auraient combattu, vaincu la tyrannie prussienne, et la France aurait évité ses désastres.

Mais toute récrimination rétrospective, même la plus juste, doit être bannie, en ces jours d'union sacrée. Je dirai seulement que quand, le 21 ou le 22 septembre 1870, dans les rangs de l'armée française, un petit groupe d'étudiants engagés volontaires (dont j'avais l'honneur d'être) apprit par les journaux que les Italiens étaient entrés à Rome, un peu de joie se mêla à la tristesse patriotique de ces jeunes Français libéraux.

La brèche de la Porte Pia n'a pas été faite seulement par les canons du général Cadorna, mais aussi par les canons de Valmy. Ce sont les idées de la Révolution française qui ont contribué à émanciper les sujets du pape, à faire l'unité italienne, comme elles contribueront demain à émanciper toutes les nationalités qui gémissent sous l'esclavage.

Qu'on ne croie pas qu'en faisant voir ce lien entre Valmy et Rome, en indiquant que le 20 septembre 1870 italien est une conséquence du 20 septembre 1792 français, je veuille contester en quoi que ce soit l'originalité du Risorgimento. Après tout, ces idées de la Révolution française, cette Déclaration des droits, même en ses formules américaines, n'était-ce pas, au fond, la sagesse antique, l'héritage spirituel de Rome et de la Grèce ? Quand l'Italie s'ébranla au bruit de ces idées, c'est qu'elle y retrouvait son propre génie, le génie romain et l'hellénisme assimilé jadis par Rome, toute la noble latinité.

Cette conquête de Rome par l'Italie a eu, en outre, ceci de beau, qu'elle n'a pas été sanglante, qu'elle n'a pas mis de larmes aux yeux d'une seule mère, qu'elle a comblé les vœux du peuple romain, las du gouvernement ecclésiastique, et qu'elle n'a eu d'autre résultat que de réunir les membres d'une même famille.

Deux faits montrent à quel point le pape sentait les Romains hostiles à son gouvernement. C'est d'abord qu'il dut se contenter d'un simulacre de résistance, ordonner à son général de se rendre dès que la brèche serait ouverte. C'est ensuite que, quand l'acte de capitulation eut laissé au

pape la Cité léonine, le pape dut demander à l'armée italienne de venir l'y protéger contre les habitants, c'est-à-dire contre ses propres sujets.

Lorsque Victor-Emmanuel II, le 5 décembre 1870, inaugura à Florence la nouvelle législature, il put dire justement : « Nous sommes entrés à Rome au nom du droit national, au nom du pacte qui lia tous les Italiens à l'unité de la nation. »

Et quant à ce difficile problème : faire coexister la Papauté et l'Etat dans la ville éternelle, ce grand prince ajouta, non moins justement ; « Nous resterons à Rome en maintenant les promesses que nous nous sommes faites, solennellement, à nous-mêmes : liberté de l'Eglise, pleine indépendance du Saint-Siège dans l'exercice de son ministère religieux, dans ses relations avec la catholicité. » En ces paroles était contenu le principe même de cette ingénieuse loi des garanties (du 13 mars 1871), qui est le chef-d'œuvre de la sagesse politique. Elle a vraiment réalisé le vœu de Cavour : l'Eglise libre dans l'Etat libre ; elle ne l'a pas seulement réalisé en paroles, mais en effet, par la loyauté conciliante avec laquelle elle a été appliquée.

En peu d'années, grâce à la correction habile et chevaleresque du gouvernement italien, les colères qu'avait soulevées çà et là la chute du pouvoir temporel se sont apaisées ; la protestation du Saint-Siège n'est plus que verbale ; personne ne médite plus (sauf peut-être à Berlin ou à Vienne) de séparer Rome de l'Italie pour y restaurer le gouvernement ecclésiastique. S'il y avait dans notre pays quelque attardé qui songeât encore à rétablir le royaume du pape, il aurait été guéri de ce mauvais rêve par la noble et hardie entrée de l'Italie dans la coalition que les peuples qui veulent vivre libres ont formée contre le germanisme tyrannique. Aujourd'hui, en 1915, les Français sont unanimes à glorifier Rome comme l'intangibile capitale de cette Italie qui, par la reprise de Trente et Trieste, va couronner son unité nationale.

Oui ! Rome intangible ! Le soleil va dorer pour les siècles le grandiose monument blanc que l'Italie a élevé, en symbole de son unité et de son avenir, au flanc de ce Capitole du haut duquel Salandra a tenu au monde le langage des triomphants citoyens de la Rome antique et a proclamé les destinées de sa patrie.

Au milieu de cette guerre à mort pour la liberté des peuples, ce n'est pas le moment d'exprimer aucune joie. Mais, quand l'écrasement des tyrans de l'Europe nous aura rendu la paix, nous célébrerons encore une fois la journée du 20 septembre, ramenée par une année non sanglante, et il nous sera doux de nous écrire joyeusement : Vive la victoire de Valmy ! Vive Rome italienne !

(Révolution française de novembre-décembre 1915.)

XVI

Renforçons l'armée d'Orient

16 novembre 1915.

Toute la pensée de la France se tourne avec inquiétude vers les Balkans, vers notre expédition de Salonique, vers cette armée d'Orient que commande le général Sarrail.

De la conscience de la nation, éclairée par son propre génie et par ses mécomptes, éclairée par l'éblouissante nécessité, sort ce cri : « Il faut renforcer l'armée d'Orient ! Si on ne la renforce pas, quel désastre est à craindre ! Si on la renforce, quels succès sauveurs sont à espérer ! »

Ce cri d'anxiété et d'espoir, les Français de Salonique, dont la colonie est une élite par l'intelligence et par le cœur, s'accordent à le proférer avec les Français de Paris, avec les Français de France. Je les connais bien, nos compatriotes qui habitent Salonique ; je connais leur clairvoyance ; je connais aussi le pays, ce petit chemin de fer de Salonique à Uskub, ce Vardar qui serpente, ces collines sauvages, cette région difficile. Je les crois sans peine, nos amis de là-bas, quand ils m'écrivent que l'armée française, même avec le précieux concours britannique, n'est point assez nombreuse, non seulement pour tenter de grandes opérations, mais même pour être sûre que, si elle se borne à la défensive là où elle s'est portée, les Austro-Allemands, les Bulgares et les Turcs n'arriveront pas, ayant annihilé les Serbes, à la tourner, soit à droite, soit à gauche, et à la cerner dans leur masse.

Mettons que Sarrail, qui sait manœuvrer, ne soit ni tourné, ni coupé. Qui pourrait affirmer que nos ennemis,

étant cinq ou six contre un, ne réussiront pas à le refouler jusqu'à Salonique, pour le jeter ensuite à la mer, avec l'aide de ceux des Grecs qui n'aiment pas les vaincus ?

Qu'on ne me reproche pas d'instruire l'adversaire de notre faiblesse numérique. Le consul d'Allemagne, le consul d'Autriche, le consul de Bulgarie, le consul de Turquie, sur le quai de Salonique, carnet en main, notent homme par homme, canon par canon, obus par obus, tout le détail du débarquement, et, à Berlin, à Vienne, à Sofia, à Constantinople, on sait exactement, au jour le jour, le chiffre réel de nos effectifs.

Sans doute, le général Sarrail a montré, à la bataille de la Marne, qu'il savait vaincre un ennemi plus nombreux, et je le crois aussi habile qu'héroïque. Mais ni l'héroïsme ni l'habileté ne pourraient rien, là-bas, contre une si énorme supériorité numérique.

Certes, les conditions du transport n'ont pas permis de débarquer jusqu'ici plus de troupes françaises et anglaises qu'on n'en a débarqué. Ce que l'opinion demande, ce que la nécessité réclame, c'est que le chiffre des troupes envoyées ne soit pas un maximum, mais un minimum ; c'est que, dès qu'il sera matériellement possible, je veux dire sans perdre une seconde, on débarque des renforts tels que l'armée de Sarrail se trouve assez puissante, non seulement pour ne pas être anéantie en un Sedan oriental, mais pour prendre énergiquement l'offensive utile.

Et maintenant, abordons la question grave.

Peut-on, doit-on, pour les besoins de l'armée d'Orient, diminuer l'armée qui défend le territoire français ?

Le grand Comité de salut public, qui, en l'an II, sauva la France envahie, eut ces perplexités tragiques. Fallait-il enlever des hommes à Jourdan ou à Pichegru pour les donner à Kellermann ou à Hoche ? Fallait-il affaiblir l'armée de Sambre-et-Meuse au profit de celle de Rhin-et-Moselle, ou l'armée de Rhin-et-Moselle au profit de l'armée d'Italie ? Consulté, chaque général se refusait à donner un

homme, disait qu'il ne répondait de rien si on diminuait le nombre de ses soldats. Le Comité de salut public pesait ces raisons dans sa sagesse et dans son audace. Il trouvait très naturel que chaque général voulût garder toutes ses forces, les déclarât toutes indispensables. Mais lui, le Comité de salut public, qui voyait de haut l'ensemble de la situation, qui savait où était, chez l'ennemi, le point faible à frapper, qui savait où était, chez nous, le point exposé à fortifier, ce Comité, dis-je, décidait d'après des vues générales qui échappaient à chaque chef d'armée, et, passant outre aux observations d'un Jourdan ou d'un Hoche, il affaiblissait une armée pour renforcer l'autre. Hoche et Jourdan n'en battaient pas moins l'ennemi, et la hardie décision gouvernementale procurait la victoire finale, totale.

C'est au gouvernement, et au gouvernement seul, à décider ; c'est au gouvernement et au gouvernement seul, à prendre, d'après ses lumières, la grande, la formidable responsabilité. C'est là son rôle et son devoir de gouvernement.

Comme le disait si bien M. Charles Humbert ici même, ou il ne fallait pas entreprendre cette expédition — c'était une politique — ou, l'entreprenant, il faut la réussir.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'alternative. Rembarquer les troupes, ce serait livrer la France à la risée du monde. Les laisser à ce nombre, c'est les vouer à l'inaction ou à l'énervement.

Les porter au chiffre nécessaire, c'est changer la fortune à notre avantage. C'est peut-être forcer la victoire, c'est entraîner ces neutres pusillanimes ou perfides, c'est hâter le dénouement de l'atroce tragédie.

Donc, le salut de la France l'exige : il faut, il faut d'urgence renforcer l'armée d'Orient.

(Journal du 10 novembre 1915.)

XVII

Jeunesse et Victoire à l'époque de la Révolution

18 décembre 1915.

Certes, il serait vain et sot de vouloir imiter, pour l'actuelle défense nationale, les hommes de 1793 et de l'an II. Ces sauveurs de la France envahie n'imitèrent point le passé, et leur exemple nous conseille plutôt l'originalité, la nouveauté, l'adaptation aux circonstances.

Cependant l'étude de leur activité victorieuse peut nous inspirer d'utiles réflexions, nous éviter des fautes, redresser notre bon sens que la brutalité affolante des événements risque parfois de fausser.

S'il y a un de leurs moyens de victoire qui soit applicable à tous les temps, qui soit tiré de la nature même, et si nous oublions ce moyen, l'histoire de la Révolution française peut nous rendre le service de nous ramener à la vérité et à la réalité.

Ainsi, un de ces grands moyens de victoire, à l'époque de la Convention nationale, ç'a été l'emploi prépondérant et presque exclusif de la jeunesse, non seulement pour se battre, mais pour diriger et la guerre et la cité.

Cette terrible Convention nationale, qui sut chasser l'étranger du sol de la France, nous apparaît aujourd'hui, à distance, avec une figure de gravité austère. C'était une assemblée de jeunes gens. On n'y voyait qu'un ou deux septuagénaires, que quelques sexagénaires : la plupart étaient des hommes de 28 à 40 ans, et plus d'un avait moins de 28 ans. C'était une juvénile ardeur qui légiférait et qui dirigeait.

Le ministère de la défense nationale d'alors, c'était le Comité de salut public, innovation et organe de la Convention. A la grande époque de ce Comité, lors de l'effort victorieux, son doyen d'âge était Robert Lindet, âgé de 47 ans ; puis venaient Jeanbon Saint-André, 44 ans ; Collot d'Herbois et le grand Carnot, 40 ans ; Barère et Couthon, 38 ans ; Billaud-Varennes et Prieur (de la Marne), 37 ans ; Robespierre, 36 ans ; Prieur (de la Côte-d'Or), 30 ans ; Saint-Just, 26 ans.

Et aux armées ?

Là aussi, c'était la prépondérance et le triomphe de la jeunesse.

Rares étaient les généraux, commandants d'armées, qui eussent passé la cinquantaine. Je parle des victorieux. Exceptionnellement vieux paraissaient Dumouriez et Kellermann, qui vainquirent à Valmy, celui-là à 53 ans, celui-ci à 57 ans. Rappelez-vous les âges des autres généraux vainqueurs. Bonaparte à Lodi n'avait pas encore 27 ans. Hoche avait 25 ans quand il délivra l'Alsace envahie. Le vainqueur de Fleurus, Jourdan, avait 32 ans. Pischegru fit ses plus brillantes opérations à l'âge de 33 ans. Très jeunes étaient, au début et au plein de leur gloire, les autres généraux, comme Moreau, comme Marceau, comme Kléber...Mais il faudrait tous les citer. Car peu à peu la Convention avait éliminé les vieux généraux pour les remplacer par des hommes âgés de moins de 40 ans.

Ce n'est pas qu'on eût le mépris de la vieillesse. La Convention lui assurait une place d'honneur dans les cérémonies publiques. Le décret sur la levée en masse (23 août 1793) dit que les vieillards se feront porter sur les places publiques pour y donner des encouragements. Mais on les jugeait plus propres au conseil qu'à l'action, et la direction effective de la République et des armées fut confiée tout entière à des hommes jeunes.

C'est donc un fait, un fait historique et incontestable, que c'est la jeunesse qui, alors, gouverna la France dans la

crise de la défense nationale et qui procura à notre nation la victoire, la vraie et décisive victoire.

Qu'on ne dise pas que le genre de la guerre d'alors, simple et facile, tout de fougue et d'élan, était à la portée de jeunes têtes ; non, la guerre était devenu déjà, en 1793, affaire de science et d'industrie. C'est cette guerre scientifique et industrielle où surent vaincre les Carnot et Jourdan.

Qu'en conclure ?

Cette leçon de l'histoire nous conseille-t-elle d'éliminer absolument, nous aussi, les hommes d'âge du gouvernement et du commandement ?

L'exemple du vainqueur de la Marne, qui, bien plus âgé que ce Kellermann, doyen des généraux victorieux de la Révolution, a montré plus d'énergie encore, plus de force d'esprit et de volonté que n'en avait montré Kellermann lui-même, cet illustre exemple, et d'autres, non moins récents, nous font voir ce qu'une longue expérience peut ajouter à la vigueur intellectuelle.

Aujourd'hui, en 1915, la sagesse des gens d'âge est indispensable à la défense nationale, non seulement pour le conseil, mais pour l'action.

Ce qui serait fâcheux, dangereux, c'est si, peu à peu, par le jeu de la hiérarchie ou par l'instinct de la prudence, on en venait à ne confier, non seulement le gouvernement de la cité, mais le commandement des armées, qu'à des vieillards, s'il s'établissait ainsi une gérontocratie militaire.

Pour sauver la France, pour battre l'ennemi et le chasser, la prudence ne suffit pas : il faut surtout de l'audace, un génie d'invention, une ardente initiative créatrice.

Certes, nous le voyons, il y a des vieillards audacieux, inventeurs, créateurs. Mais c'est l'exception. La nature a placé ces dons dans la jeunesse.

Il faut donc que la jeunesse soit appelée, plus largement, à collaborer avec la sagesse des vieilles gens à cette défense nationale qui n'aboutira à la victoire que par un

renouvellement général des méthodes, et qui nous exposerait à une paix dangereuse, si elle s'enlisait dans une routine. A côté de l'expérience, qui est le propre de la vieillesse, plaçons l'audace, qui est le propre de la jeunesse, cette audace sans laquelle, aujourd'hui comme au temps de Danton, il n'y a pas de salut pour la France. (Information du 18 décembre 1915.)

XVIII

Comment la Convention choisissait ses généraux

19 décembre 1915.

Dans le commandement des armées, comme dans le gouvernement de la cité, un grand problème, c'est de découvrir le mérite supérieur, le talent supérieur, et de l'élever aussitôt, surtout en temps de guerre, à la place où il peut être utile à la patrie.

Sans doute, la hiérarchie militaire, en son jeu normal, n'y est pas toujours impuissante : à preuve, l'illustre vainqueur de la Marne et les généraux, ses collaborateurs ; à preuve, le général Sarrail, qui, dans cette région du Vardar si difficile (je la connais !), vient de réussir une retraite que les historiens compareront à la fameuse retraite de Moreau.

Mais les chefs en place peuvent disparaître ou se fatiguer, et, si l'on veut vaincre vite et à fond, il faut organiser un rapide et efficace moyen d'extraire le talent des régions inférieures où la hiérarchie l'a enfoui.

Qui sait ? Il y a peut-être en ce moment, dans l'armée française, un jeune colonel, un jeune capitaine, qu'on ignore ou qui s'ignore, et qui, porté à un des sommets, forcerait la victoire.

Quel œil le découvrira ? Quelle main l'arrachera de l'ombre pour l'élever tout d'un coup à sa vraie place ?

Ne comptons pas, pour cela, sur l'ordinaire méthode, sur l'ordinaire règle. L'autre jour, contre un général dont on parlait pour une haute fonction active, j'entendais dire, non

pas : il a moins de talent que tel ou tel, mais ceci : il y a trop peu de temps qu'il n'était que brigadier !

Voilà une objection qui eût fait bondir les hommes de la Convention nationale et du Comité de salut public, ces hommes qui obtinrent la victoire en bafouant la hiérarchie, les règles d'ancienneté, les convenances de camaraderie, en ne tenant compte que du talent, en élevant d'un bond au généralat les hommes nés chefs, si bas placés qu'ils fussent dans l'échelle militaire.

La Convention nationale n'avait point la naïveté de demander à un commandant d'armée s'il avait sous ses ordres un officier doué de plus de talent que lui-même : elle envoyait aux armées des commissaires, appelés représentants en mission, avec pleins pouvoirs pour rechercher et mettre en place le talent.

Au siège de Toulon, en 1793, ce n'est pas le général Carteaux, commandant de l'armée assiégeante, qui découvrit le capitaine Bonaparte et lui donna le commandement de l'artillerie : ce sont les représentants Gasparin et Saliceti.

Et Hoche ? Il s'en faut de beaucoup que son avancement ait été le fait de ses chefs militaires. C'est le journal de Marat qui signala son talent. Voilà ce capitaine nommé adjudant-général chef de bataillon, le 15 mai 1793. Les représentants Trullard et Berlier le virent à l'œuvre à Dunkerque : ils lui conférèrent le grade d'adjudant-général chef de brigade, le 10 septembre 1793. Trois jours plus tard (13 septembre), le voilà général de brigade. Enfin, Carnot ayant lu au Comité de salut public un mémoire militaire de Hoche, son génie éclata aux yeux du gouvernement, et, dès le 22 octobre, cet homme de vingt-cinq ans était nommé général de division et commandant de l'armée de la Moselle.

Ces jeunes généraux victorieux, qui chassèrent l'ennemi de France et nous donnèrent la frontière du Rhin, furent ainsi découverts, tirés de l'obscurité et des rangs inférieurs

par la perspicacité des représentants en mission, par l'autorité directe de la Convention nationale et de son Comité de salut public.

Une démocratie, qu'elle soit en paix ou en guerre, si elle veut vaincre ou vivre, doit extraire de ses entrailles une aristocratie, aristocratie individuelle et éphémère, aristocratie du mérite, seule capable de gouverner la cité et de commander l'armée. La Révolution française a su produire cette aristocratie du talent. Le Comité de salut public a su découvrir le talent là où il se cachait et le mettre à la tête des armées.

C'est une sélection révolutionnaire qui, au mépris des « droits acquis », au mépris de la hiérarchie, mit en place les Hoche, les Jourdan, les Moreau, les Marceau, et c'est ainsi que leur jeune génie se trouva à même de vaincre la vieille sagesse des généraux autrichiens.

Certes, les circonstances sont autres, et il ne s'agit pas de plagier le Comité du salut public. Ce qu'il faut, c'est s'inspirer de l'exemple de ces gouvernants victorieux, se mettre comme eux à l'urgente recherche du talent, et, comme ils le firent, suspendre à l'occasion les règles de hiérarchie qui empêcheraient aujourd'hui un Hoche ou un Jourdan de mettre leur génie au service de la victoire !

(Journal du 19 décembre 1915.)

XIX

Pas d'illusion ! On ne vaincra qu'en battant l'armée ennemie

25 janvier 1916.

Dire que nous ne vaincrons qu'en battant l'armée ennemie, cela a un air de lapalissade, et cependant c'est une vérité méconnue, une vérité qu'ont voilée, pour les yeux peu clairvoyants, un optimisme officiel, des illusions officielles, si bien que cette lapalissade est devenue presque une nouveauté hardie.

En effet, à la tribune ou dans des proclamations, plus d'un de nos dirigeants a présenté l'affaiblissement économique de l'Allemagne comme une de nos plus sûres espérances et un de nos plus sûrs moyens de vaincre.

On y joint l'usure des hommes, qui, lentement, mais sûrement, entraînerait l'Allemagne dans le désastre.

A entendre ces oracles officiels, il nous suffirait de « tenir » pour avoir, finalement, la victoire.

Je crois que cette illusion nous a causé, depuis la bataille de la Marne, beaucoup de dommages, et que, si nous la gardions, elle nous perdrait.

Il suffit du minimum de clairvoyance, du minimum de bon sens pour sentir que si l'Allemagne est fatiguée économiquement, elle est loin d'être épuisée.

Combien de fois ne nous a-t-on pas dit que notre maîtrise des mers réduirait les empires centraux à la famine ! Or, Allemands et Autrichiens sont seulement réduit à ne plus trop manger, c'est-à-dire que ces boustifailleurs

intempérants se trouvent forcés par la nécessité à suivre un excellent régime d'hygiène physique et morale.

Le change du mark baisse. Qu'à Genève il finisse par descendre de 95 à 50, à 30 même, si vous voulez : ce n'est pas cela qui arrêtera l'activité des usines d'Essen et qui fera tomber les armes des mains du kaiser.

L'usure en hommes ? Oui, elle est indéniable. Mais l'appoint turc, l'appoint bulgare, corrigent en partie cette usure, au moins pour un temps. Et puis, si l'Allemagne n'a plus un réservoir d'hommes aussi bien garni, elle se fortifie chaque jour davantage en canons, en mitrailleuses, en munitions, en gaz asphyxiants, en avions.

C'est une illusion, et la plus dangereuse illusion, de croire que l'Allemagne va tomber à genoux et se déclarer vaincue, faute de nourriture, faute d'armes, faute d'hommes.

Mais je suppose que cette illusion soit ou devienne une vérité. Je suppose que le blocus hermétique, annoncé par l'Angleterre, produise tous les effets espérés. Je suppose que l'Allemagne soit vraiment réduite à la famine. Je suppose que, ne pouvant plus se procurer les éléments indispensables pour la fabrication d'aciers assez résistants, elle se sente impuissante à continuer la lutte. Je suppose, enfin, qu'affamée et démunie, elle se voie forcée de demander la paix.

Eh bien ! je dis que ce serait pour nous le pire péril, la certitude du pire désastre, dans un avenir peu éloigné.

Quelle paix, en effet, pourrions-nous imposer à une nation dont l'armée victorieuse est maîtresse de territoires russes, de territoires français, de presque toute la Belgique, de toute la Serbie, bientôt de tout le Monténégro ?

Nous ne pourrions lui imposer qu'une paix, qui, peut-être, nous rendrait l'Alsace-Lorraine, libérerait la Belgique et la Serbie, rétablirait (sauf pour l'Alsace-Lorraine) le

statu quo ante bellum, mais laisserait subsister, dans toute sa force et dans toute sa gloire, le militarisme prussien.

Oui, dans toute sa gloire ! Entendez-vous, d'avance, le kaiser s'écriant : « Nous n'avons pas été vaincus ; personne n'a pu battre notre armée ; nul de nos ennemis n'a pu nous envahir. C'est la faim, c'est le blocus qui nous ont forcés à déposer les armes. L'honneur militaire étant sauf, notre prestige et notre avenir sont intacts aux yeux du monde ! »

Et le kaiser aurait raison. Sa puissance militaire n'étant pas brisée par nos armes, nous ne pourrions la briser par un traité. L'empire allemand prussianisé subsisterait tel quel, éternelle menace, éternel danger pour la paix du monde. La prolifique Allemagne réparerait vite ses pertes d'hommes, plus vite que la France. Nous, les Alliés, notre stérile victoire négative nous diviserait, et, à bref délai, l'Allemagne, unie, tomberait sur les Alliés, désunis — pour les écraser, cette fois, et définitivement.

Conclusion : nous ne pouvons remporter la vraie victoire, la victoire d'où sorte une paix solide, une paix fondée sur la destruction du militarisme prussien et sur l'équilibre de l'Europe, qu'en battant l'armée allemande, qu'en la brisant, qu'en détruisant sa force et son prestige.

Cette vraie victoire, cette victoire militaire, le nombre et l'héroïsme de nos soldats nous l'assurent, si nous nous procurons les canons, les mitrailleuses, les avions, les gaz asphyxiants nécessaires, et surtout si, dans de plus fortes conditions d'unité et de méthode, un grand et génial effort de talent, d'énergie, de volonté utilise ces admirables soldats et ces excellents moyens.

(Journal du 25 janvier 1916,)

XX

Le général Trochu

29 janvier 1916.

Il y a juste quarante-cinq ans, le Journal officiel publiait la « convention » que, la veille, à Versailles, Jules Favre avait conclue avec Bismarck.

Quelle différence avec la situation d'aujourd'hui !

Le 29 janvier 1871, la France, vaincue et isolée, posait les armes, Paris capitulant.

Le 29 janvier 1916, la France, ni vaincue ni isolée, hausse ses armes pour l'effort prochain qui chassera l'ennemi de son sol, et Paris, libre et intact, est la tête puissante du corps puissant de la nation.

Mais cet anniversaire n'est pas seulement notable par le contraste : il rappelle le tenace héroïsme des Parisiens, des Parisiennes, de toute l'armée assiégée, cet héroïsme qui fit durer de longs mois une résistance que l'orgueil allemand croyait briser en quelques jours, ou du moins en quelques semaines.

Cette obstinée et merveilleuse résistance de Paris, cette obstinée et merveilleuse résistance de toute la France ne sauvait pas seulement l'honneur : elle nous assurait l'avenir en montrant au monde, en nous montrant à nous-mêmes que nous étions toujours le peuple vivace, le peuple viril, le peuple des guerres de la Révolution, le peuple qui tient le serment de vivre libre ou mourir, et qui le tient, non pas en mourant, mais en vivant.

Alors, en 1870, une incapacité traîtresse avait jeté toute l'armée active au filet de l'Allemand. Que d'autres

conditions s'offrissent, et on verrait comment le peuple français se défendrait contre l'envahisseur.

Ces conditions se sont offertes ; on a vu, on voit.

Mais je reviens à ce douloureux anniversaire, à cette capitulation de Paris.

C'est la faim, la faim seule qui força Paris à capituler. Paris, capitulant, garda un tel prestige aux yeux du vainqueur ; le vainqueur, étonné, eut une telle crainte de l'énergique vaincu, que les forts seuls furent livrés et que — fait inouï dans l'histoire des sièges illustres ! — la ville resta inviolée, en armes, et put, du moins jusqu'à la signature de la paix, fermer ses portes aux Allemands.

Le courage des Parisiens n'aurait-il pu avoir un sort meilleur encore ? Cette famine, cette capitulation n'auraient-elles pas pu être évitées ? N'auraient-elles pas pu être retardées de manière à permettre une plus ample et plus forte formation des armées de Gambetta ?

Je me rappelle qu'à l'issue de cette bataille manquée de Buzenval, qui fut la dernière tentative de Trochu, le bataillon où s'étaient engagés un certain nombre de jeunes Normaliens se trouvait, dans la nuit du 19 au 20 janvier 1871, dans une tranchée près de la ferme de la Fouilleuse, pour protéger la retraite de l'armée. Prévoyant, hélas ! le prochain dénouement, nous discussions, les pieds dans l'eau, sur les causes de nos succès.

Comment se fait-il qu'avec peut-être 200.000 hommes de troupes régulières, fantassins et mobiles, avec plus de 300.000 gardes nationaux, avec tant de canons, tant de munitions, toutes ces ressources formidables, avec des âmes brûlantes du plus pur patriotisme français, du patriotisme des soldats de l'an II, comment se fait-il qu'avec ces merveilleuses ressources physiques et morales, Paris n'eût pu, contre l'ennemi assiégeant, qui était moins nombreux, réussir un effort victorieux ?

A cette amère question, nous faisions tous, avec notre bon sens de soldats, la même réponse, non moins amère :

— C'est la faute du commandement militaire, qui n'a pas eu la volonté de vaincre, qui n'a pas eu le talent de vaincre.

Certes, le général Trochu était un honnête homme, un bon soldat, un esprit ouvert et cultivé. En 1867, son livre : *L'Armée française*, avait ému l'opinion par des vérités troublantes. Ce chef distingué était en bonne odeur de loyauté. On voyait en lui une réunion rare de qualités qui n'étaient pas toutes de second ordre et dont l'équilibre n'était dérangé que rarement par quelques tendances intermittentes au mysticisme.

Il manquait à ce galant homme ce qu'avait un Faidherbe, un Chanzy, ou, dans le civil, un Gambetta, je ne dis pas le génie (car les trois hommes que je viens de citer n'étaient pas, à proprement parler, des hommes de génie, au niveau d'un Napoléon ou d'un Richelieu), mais ce talent supérieur, fait d'ingéniosité créatrice, le coup d'œil, l'ardeur, la persévérance dans l'exécution.

C'était un indécis.

Dans ses offensives, ou, comme nous disions alors, dans ses « sorties », qui, à demi-glorieuses, dévoraient l'armée en détail, le ferme courage du soldat se trouvait stérilisé par des incidents que le général Trochu n'avait jamais prévus, tantôt une pluie inopportune, tantôt des ponts trop courts, comme le 30 novembre 1870, quand on eut à passer la Marne. Le 19 janvier au matin, la concentration de l'armée se trouve retardée par quelques pavés laissés en tas sur le pont de Neuilly. Même il arriva que, ce jour-là, Trochu crut et déclara qu'il y avait du brouillard, et que ce brouillard empêchait l'action, quand les survivants se rappellent fort bien que, par un temps très clair, ils avaient la tête au soleil et les pieds dans la boue.

Hélas ! c'est dans le cerveau du général que se trouvait ce brouillard !

Tous ses mécomptes, tous ses insuccès, le gouverneur de Paris les attribuait donc à de fâcheuses circonstances imprévues — ou aux fautes de ses sous-ordres.

Nous avions le sentiment, nous, les combattants, que ces mécomptes, ces insuccès avaient leur source dans le cerveau même du général Trochu, que le sort, comme l'a dit depuis un de ses biographes, « avait placé dans une situation trop haute pour sa capacité, au détriment de la France ».

Jeunes, injustes et violents, nous ne comprenions pas que le gouvernement de la Défense nationale n'eût pas remplacé le général Trochu par un talent plus vigoureux, nous faisons à ce gouvernement un crime — crime contre la patrie — de cette incurie ou de cette imprévoyance.

L'âge, aujourd'hui, me fait mieux comprendre les choses.

Les collègues du général Trochu, gens d'esprit (il y avait là Jules Simon, Ernest Picard), sentaient bien, au fond de leur conscience, qu'il n'était pas l'homme de notre destinée, l'homme qui ferait le grand coup général contre les Allemands. Mais ils estimaient son caractère, sa loyale correction : ils étaient liés avec lui, depuis le 4 septembre, par un pacte d'amitié ou de point d'honneur ; ils ne voyaient pas, pour sa succession, un candidat dont le mérite s'imposât ; et puis, leur choix était borné par les étroites limites d'une ville assiégée ; Faidherbe et Chanzy se trouvaient loin, en province, c'est-à-dire dans un autre monde, monde inaccessible et inconnu. Les gouvernants d'alors se dérobaient courtoisement au roide effort de recherches et de trouvailles — qu'exigeait pourtant le salut de la patrie — et, convaincus au-dedans d'eux-mêmes que le général Trochu ne sauverait pas Paris, ils laissèrent amicalement le général Trochu en place.

Gambetta, lui, aurait eu l'audace et la brutalité nécessaires, comme il avait le flair et le tact pour découvrir et placer les hommes. Mais Gambetta était alors à Tours ou à Bordeaux, et même si un pigeon voyageur eût apporté de sa part un tel conseil, ce conseil eût-il été suivi ?...

Ces souvenirs du siège de Paris et de la capitulation sont-ils décourageants ? Au contraire. Ils nous disent, ils nous

crient que le peuple français de l'an II, que le peuple français de 1871, que le peuple français de 1916, c'est le même peuple héroïque et persévérant, sain et robuste, préférant la mort à l'esclavage, et invincible avec de bons chefs.

Et puis, il ne s'agit plus du siège de Paris, il ne s'agit plus d'étroites circonstances obsidionales, il ne s'agit plus de ces atroces conditions de défaite et d'écrasement. C'est aujourd'hui une nation libre de ses mouvements, une nation forte et riche, forte par sa solide santé physique et morale, riche en moyens de guerre, riche en hommes, non seulement en hommes de courage, mais en hommes de talent (car le talent n'a jamais été plus répandu que dans notre armée actuelle, jusque dans les rangs de nos simples soldats, parfois si instruits) — c'est, dis-je, une nation vraiment maîtresse de sa destinée, qui, avec l'aide de ses nobles alliés, va faire cette destinée, la faire telle que la lui dictent son histoire et son génie, telle qu'elle l'avait rêvée elle-même, il y a quarante-cinq ans, lors des événements douloureux, mais honorables et instructifs, dont nous commémorons, en historien et en citoyen, l'anniversaire.

(Journal du 29 janvier 19J6.)

XXI

Pas d'illusion optimiste Pas d'illusion pessimiste

7 février 1916.

Aussi tenace que dangereuse est l'illusion optimiste, déjà dénoncée par nous, qui fait croire qu'on assiste à l'effondrement économique de l'Allemagne, et qu'il n'y a qu'à attendre, les bras croisés, que l'ennemi, vaincu par sa pénurie, implore la paix.

On s'obstine, par exemple, à prédire que le change du mark, tombant chaque jour plus bas, brisera, par de sûrs effets indirects, la résistance allemande.

L'Allemagne, dit-on, a un indispensable besoin de certaines matières, et, les payant en papier qui perd 25 %, elle les paie 25 % plus cher ; donc il arrivera un moment où, ruinée, elle ne pourra plus se les procurer.

Quand arrivera ce moment ? Dans un an, dans deux ans ? Personne n'en sait rien. Pour sûr, ce sera long, et durer, c'est résister. Donc, je ne vois pas la résistance de l'Allemagne brisée de si tôt par la baisse de son change.

Mais est-il vrai que l'Allemagne a un si indispensable besoin de matières qui ne se trouvent qu'au dehors ? On l'affirme, on le crie, on le jure : on ne le prouve pas. Or, il n'est pas du tout certain que l'Allemagne, s'ingéniant, n'arrive pas à tirer d'elle-même, d'elle seule, ce dont elle a besoin pour continuer la guerre — et l'Allemagne, on ne le voit que trop, sait s'ingénier.

A ceux qui s'imaginent que la baisse du mark va, à bref délai, provoquer un intolérable renchérissement de la vie,

pour l'ouvrier allemand, par exemple, le Journal de Genève vient de démontrer, sans réplique possible, que ce qui est essentiellement nécessaire à la vie de cet ouvrier ne provient pas des importations, que donc ce renchérissement est pour lui faible, qu'il sera longtemps faible.

Et puis, remarquons que le billet de banque allemand a encore, à l'intérieur de l'empire, tout son pouvoir d'achat, absolument comme, en France, le billet de banque français.

On prédit que le billet de banque allemand perdra de ce pouvoir d'achat.

Est-ce que cette perte, je veux dire cette dépréciation du papier allemand à l'intérieur, si elle se produit, forcera l'Allemagne à poser les armes ?

L'exemple de la Révolution française, en guerre contre l'Europe coalisée, et qui vit son papier-monnaie tomber à rien, montre qu'un peuple peut, dans une situation financière qui paraît désespérée, continuer sa résistance et même obtenir la victoire.

Certes, la guerre était, pécuniairement, moins coûteuse alors qu'aujourd'hui. Mais aussi, les nations étaient moins riches, et rien ne prouve que, proportionnellement, les dépenses de guerre (d'une guerre déjà scientifique) ne fussent aussi fortes, aussi lourdes en 1794 qu'elles le sont en 1916.

Eh bien ! c'est en pleine baisse ou chute des assignats que se produisirent, en France, les grands résultats militaires.

En messidor an II, quand la victoire de Fleurus sauva notre indépendance, 100 livres assignats ne donnaient en numéraire, à Paris, que 34 livres. Quand Pichegru conquit la Hollande, en pluviôse et ventôse an III, l'assignat de 100 livres n'en valait plus que 19. Quand, le 16 germinal suivant, la Convention conclut avec la Prusse ce glorieux traité de Bâle, qui prépara l'annexion de la rive gauche du

Rhin, l'assignat de 100 livres ne valait plus que 15 livres. Quand Bonaparte remporta cette étincelante victoire de Lodi, le 21 floréal an IV, savez-vous combien valait l'assignat de 100 livres ? Exactement 5 sols 6 deniers ! Et il y avait déjà plus de six mois que l'assignat de 100 livres valait moins d'une livre.

Assiégée, la France fit ses sorties victorieuses, bouscula l'Europe, avec un papier-monnaie réduit à rien.

Haussons donc les épaules quand les badauds nous prédisent que la baisse du mark tuera, à bref délai, la résistance allemande.

Mais ne sortons pas de l'illusion optimiste pour tomber dans l'illusion pessimiste.

Quand nous disons que nous ne pourrons obtenir la victoire finale qu'en battant l'armée ennemie, des pessimistes voient d'avance une effroyable effusion de sang français.

Leur imagination se représente l'armée française lancée, en un effort éperdu et horriblement sanglant, sur les lignes les plus fortifiées du front allemand en France. Ils se représentent cette armée versant le meilleur de son sang aux pièges barbelés, à ces savantes fortifications de terre, réputées aussi imprenables que les nôtres.

Mais pourquoi faudrait-il que les Allemands fussent attaqués justement là où ils sont le plus forts, là où ils se croient sûrs de repousser l'attaque, là où ils désirent qu'on les attaque ? Dans l'immense théâtre de la guerre, théâtre presque mondial, pourquoi est-ce précisément en France, ou seulement par des Français, que le grand et terrible effort final serait tenté ?

Le bon sens, qui est ou devrait être l'âme de la stratégie, nous crie que c'est aux points où l'ennemi est le plus faible, aux points où notre attaque n'est ni désirée ni attendue par lui, que c'est là, dis-je, que doit être porté le coup qui brisera sa force.

Oui, c'est seulement une action militaire (facilitée, je le veux bien, par les circonstances économiques) qui pourra casser en morceaux le militarisme prussien et établir une paix qui ne soit pas une trêve, — une trêve où nos ennemis prépareraient une nouvelle guerre, plus sanglante encore que celle-ci. Mais cette action militaire, issue du concert des Alliés et d'une équitable répartition des sacrifices entre eux, doit être le résultat d'une stratégie dont le coup d'œil embrassera la carte du monde et d'une tactique dont les moyens scientifiques, plus ils seront efficaces, plus ils économiseront le sang de nos soldats.

Bannissons donc et l'illusion optimiste, qui nous montre faussement l'Allemagne s'usant elle-même, et l'illusion pessimiste, qui nous fait craindre, à tort, qu'une action militaire ne puisse être décisive qu'au prix d'une trop large effusion de ce sang français qui a déjà coulé à si gros flots.

Surtout disons-nous bien que, si la victoire ne peut être obtenue que par l'effort complet et actif des armées alliées, cet effort ne deviendra heureux que sous la direction de volontés brûlantes d'énergie, de volontés puissamment créatrices, sous la direction des talents les plus robustes et les plus originaux que possèdent, visibles ou cachés, les nations qui mènent le combat de vie ou de mort contre le despotisme allemand !

(Journal du 7 février 1916.)

XXII

Une cure de vérité Pour la santé morale du peuple français

12 février 1916.

Admirable de docilité et de confiance, faisant patriotiquement crédit à tous les chefs qu'il s'est donnés ou qu'on lui a donnés, le peuple français éprouve une sorte de malaise à ne pas se sentir plus renseigné sur ses propres affaires, sur les plus graves incidents de sa propre destinée.

Si, dans cette formidable aventure où il joue son existence, on persiste à lui imposer un déprimant régime d'ignorance ou d'erreur, n'est-il pas à craindre que ses poumons finissent par mal fonctionner au milieu d'une atmosphère ainsi viciée, et que sa santé morale ne finisse par en souffrir ?

Le peuple français a besoin d'une cure de vérité.

Ce n'est pas un enfant, et il sait très bien que ni ses chefs militaires ni ses chefs civils ne peuvent lui tout dire, pour la raison bien simple que ce serait tout dire à l'ennemi.

Une règle élémentaire est dans l'esprit de tout homme sensé : Ne rien publier de ce que l'ennemi ignore et aurait avantage à savoir. Publier ce que l'ennemi sait, ce dont l'ignorance peut égarer, tromper, affaiblir l'opinion française.

Exemple : les points de chute des bombes de zeppelins. A empêcher les journaux français de les désigner, on obtient l'avantage de laisser, pour quelques jours ou quelques heures, les aviateurs allemands dans l'incertitude sur les

résultats de leur tir, on leur ôte les moyens de rectifier aussitôt ce tir, on sauve ainsi des vies françaises.

Mais de quel droit et pour quelle utilité nous cache-t-on ce que les Allemands savent ?

Ainsi, à ne parler que d'une affaire vieille de plus de dix-sept mois, pourquoi nos officiels dispensateurs de vérité se sont-ils refusés à informer la nation française que la place de Maubeuge avait été, en 1914, prise par l'ennemi ? Aujourd'hui encore, nous ne savons cet événement que par une sorte d'évidence logique, obtenue en déduisant ou en induisant : aucun communiqué militaire, si j'ai bonne mémoire, ne nous l'a encore appris.

De la sorte, tout effort d'esprit critique, en vue de nous faire une opinion, nous est systématiquement rendu impossible. On se prive ainsi du solide appui d'une confiance raisonnée, la seule qu'on doive demander à un peuple libre. On se réduit au fragile concours d'une confiance toute sentimentale, d'une confiance qui ne vient que du cœur, ou des nerfs, et qui peut s'écrouler tout d'un coup, à une brusque impression, à une nouvelle inattendue.

Certes, ce n'est pas l'opinion publique qui doit décider les opérations diplomatiques ou tactiques, puisque le secret de beaucoup de conditions ou de mesures est, en guerre, nécessaire. Mais il est des cas où la collaboration de l'opinion eût été utile. En voici un exemple.

Une des causes de la prolongation et du développement de la guerre, ce sont les fautes commises par la diplomatie des Alliés dans les Balkans. Or, on nous laissait ignorer tout ce qui pouvait nous faire connaître la véritable situation des esprits et des choses en Grèce, en Serbie, en Roumanie, en Bulgarie, en Turquie. Croit-on que, si nous avions su ce que les Allemands savaient, ce que la presse allemande annonçait, si nous avions connu tout ce plan allemand étalé avec jactance, un courant d'opinion ne se serait pas formé chez nous, qui eût empêché l'irréparable enlisement de notre diplomatie dans l'erreur désastreuse ?

Informé, le bon sens public eût inspiré un peu de son tact et de sa prévoyance aux diplomates.

Ce qui est pire que l'ignorance où on nous plonge, c'est cette sorte de tromperie officielle qui consiste à donner au peuple français, par un choix partial des nouvelles du dehors, une fausse vue générale de la situation.

En ne laissant publier que les faits ou les rumeurs qui dénotent un affaiblissement de l'Allemagne et de ses alliés, en éliminant toutes les nouvelles désagréables à nos espérances, on fait croire à la nation française qu'un très gros effort n'est plus nécessaire, on affaiblit notre énergie morale, on amollit notre volonté, on retarde ainsi la victoire finale.

Je laisse de côté, pour l'instant, une autre tromperie, qui a consisté, pendant longtemps, à nous cacher les fautes de nos divers chefs ou dirigeants, afin d'éviter à des individus une responsabilité, une sanction.

Parmi ces officiels semeurs d'illusions, je ne parle aujourd'hui que de ceux qui, bien intentionnés et naïfs, vont répétant qu'il ne faut pas inquiéter les Français, qui sont si sensibles.

Eh bien ! si jamais le peuple français a eu cette sensibilité enfantine, il s'en est guéri. Il s'est fait des nerfs d'acier. Il s'est ceint le cœur du triple airain dont parle le poète romain. Il a subi sans broncher les pires coups du sort, la retraite de Charleroi, les fautes de ses gouvernants, les fautes de sa diplomatie, tant de mécomptes, tant de désillusions, la perspective d'une guerre infiniment longue, parce qu'il a conscience de sa force, de cette force qui lui donnera sûrement, s'il sait extraire de son sein les hommes de talent et de volonté, la victoire, la victoire totale, la victoire libératrice et réparatrice.

Je dis que nous avons le droit — et le courage — d'en savoir aussi long que nos ennemis en savent. Je dis qu'il est injuste et dangereux que les citoyens de notre République

soient parfois moins éclairés sur leurs propres affaires que ne le sont les sujets du kaiser.

Plus qu'aucune autre dans l'histoire, cette guerre — guerre de peuples — est une guerre d'opinion. Le belligérant qui l'emportera finalement est celui chez qui l'opinion publique restera la plus ferme, la plus hardie, la plus confiante. Voulez-vous que ce soit l'opinion française qui reste la plus ferme, la plus hardie, la plus confiante ? Eclairez-la.

M. Briand a déjà, avec sa clairvoyance, préparé la restauration de l'opinion publique, en atténuant la censure des idées. Il a laissé discuter. Je suis convaincu qu'au fond il comprend l'indispensable nécessité d'instruire l'opinion, sans le concours de laquelle nul gouvernement ne peut gouverner pour la victoire.

Qu'il se décide donc à rendre à la défense nationale, à la santé morale publique, ce grand service, de fortifier et ragailhardir la volonté du peuple français par une cure de vérité !

(Journal du 12 février 1916.)

XXIII

Faut-il créer un Comité de salut public ?

19 février 1916.

Je me mets dans l'état d'esprit d'un lecteur qui, ému par l'article sur la Volonté de vaincre, où M. Charles Humbert, déchirant une partie du voile qui cache au peuple français la réalité, signale, avec sa franchise civique, ce qui nous manque pour obtenir enfin la victoire, et nous le signale, non pour nous décourager, mais pour nous pousser à l'action.

Ce lecteur patriote, que le danger de la patrie a élevé au-dessus des préjugés de coterie ou des passions politiques, ce lecteur qui, en bon état d'union sacrée, ne voit que la France, se dira aussitôt que de grands changements de méthode sont encore nécessaires au succès de nos armes et de notre cause.

Peut-être, alors, ce mot de Comité de salut public, si souvent prononcé dans ces derniers temps, s'imposera-t-il à son imagination, comme un talisman.

Le Comité de salut public est le gouvernement par lequel la Convention nationale chassa l'ennemi de France, battit les rois coalisés, leur imposa une paix qui assura notre indépendance et l'acquisition de la frontière du Rhin.

Un Comité de salut public a sauvé la France en 1793 : créons un Comité de salut public en 1916.

Eh bien ! je crois que, si on prenait la chose à la lettre, ce serait un mirage historique. Je crois que, si nous formions, demain, un Comité de salut public tout pareil à celui que forma la Convention nationale, nous nous éloignerions

plutôt de notre but, qui est d'instituer un centre gouvernemental d'initiative et d'action, un centre puissant, irrésistible par l'énergie inventive : car l'essentielle condition d'une telle institution, c'est l'unité.

Or, un dogme politique, défini par Montesquieu, le dogme de la séparation des pouvoirs, s'imposait alors, presque religieusement, aux Français, et à un point tel qu'une loi constitutionnelle interdit, pendant toute la Révolution, qu'un député pût être ministre.

Il y avait donc, quand la Convention se réunit, un ministère, appelé Conseil exécutif provisoire, formé de six ministres, tous pris en dehors de la Chambre précédente. L'un d'eux, Danton, élu à la Convention, opta pour son mandat de député et dut donner sa démission de ministre.

Quand l'incapacité ou la trahison de généraux eut mis de nouveau la patrie en danger, la Convention n'osa pas encore manquer de respect à l'ombre de Montesquieu. Mais, sentant que ce ministère, pris hors de son sein, n'était pas animé de la flamme dont elle brûlait, elle chargea un Comité de salut public, élu par elle, et où elle plaça Danton, de surveiller et d'accélérer l'action dudit ministère.

Ce rouage se superposa à l'autre, pour le faire aller plus vite. Il y eut encore des frottements. En 1794, le Conseil exécutif provisoire fut enfin aboli et remplacé par des Commissions exécutives, entièrement subordonnées à la Convention, mais formées de non-députés.

Ainsi, il y avait deux pouvoirs exécutifs : l'un, nominal et faible, ministère composé de non-députés ; l'autre, réel et puissant, composé de conventionnels : le Comité de salut public. Ce Comité annihila donc ce ministère, s'y substitua peu à peu, et, en réalité, après bien des tâtonnements, finit par empoigner seul, selon le mot de Danton, la manivelle du gouvernement.

Aujourd'hui, l'ombre de Montesquieu ne nous impose plus ces empêchements, ces tâtonnements. Depuis cent

ans, les ministres sont pris dans le sein du Parlement, et c'est le Parlement qui, tantôt sous un roi, tantôt avec un président de la République, gouverne, par ses délégués, la France.

Il n'y a donc pas lieu de créer un organe nouveau appelé Comité de salut public, puisque la création du Comité de salut public consista en ce que la Convention prit, sous un déguisement, possession du pouvoir exécutif : or, notre Parlement gouverne ouvertement par ses membres, et ce gouvernement est donc — ou devrait être — un Comité de salut public.

Si, croyant imiter la Convention, on créait, par exemple, un grand Comité formé de représentants de la Chambre et du Sénat, qui prendrait l'attitude d'un Comité de salut public, on créerait ainsi deux ministères, deux pouvoirs exécutifs, et ce dualisme d'impulsion, loin de fortifier la défense nationale, lui casserait les reins.

Il faut donc un organe exécutif unique, et cet organe, il existe : c'est le ministère, aujourd'hui nommé par le président de la République, alors élu par la Convention ; mais le président de la République n'étant que l'élu du Parlement, c'est, ou ce devrait être, presque comme si le Parlement nommait les ministres ; en tout cas, il est facile au Parlement d'influer décidément sur cette nomination.

Ce qu'il faut, si on veut organiser la volonté de vaincre, c'est que, sous l'indispensable contrôle et sous l'influence utile du Parlement, le ministère devienne, par son unité, par ses méthodes, par ses résultats, un véritable Comité de salut public, c'est-à-dire un gouvernement capable de vaincre.

Ce ne sont point les formes historiques et surannées du Comité de 1793 et de l'an II qu'il faut restaurer, c'est son énergie indomptable, sa célérité ordonnée et créatrice, son audacieux génie si français ; c'est cela qu'il faut, par quelque grand mouvement d'opinion, installer à la tête du pouvoir et de l'armée.

L'exemple de la Convention nous prêche aussi la sagesse positive avec laquelle il doit être procédé, lorsque c'est nécessaire, aux changements de personnes. Quand le Comité de salut public lui parut, en juillet 1793, être devenu inférieur à sa tâche, la Convention n'hésita pas à le changer, bien qu'elle éliminât ainsi un homme tel que Danton, qui avait rendu de si grands services. Mais Robespierre, quoique moins sympathique, lui sembla, comme nous dirions, plus à la hauteur des circonstances. Alors, aussi, elle introduisit au Comité le grand Carnot, qu'elle ne trouva pas tout de suite, mais après des tâtonnements. Toutefois, la Convention se garda bien d'éliminer ceux des membres du premier Comité de salut public qui avaient fait preuve de talent ou de capacités spéciales : elle garda Barère, elle garda Couthon, elle garda Saint-Just, elle garda Jeanbon Saint-André, elle garda Robert Lindet. L'expérience guida ces choix pour le salut de la patrie.

Si les circonstances viennent à l'exiger, faisons de même, éliminons sans pitié les éléments médiocres, gardons les éléments utiles et éprouvés. Si, par exemple, au moment où le vaisseau navigue entre les écueils, nous avons eu la chance d'embarquer un pilote clairvoyant, qui a du flair et qui connaît bien la passe, ne nous privons pas de ses services à la légère. Mais tâchons de faire en sorte que des éléments de volonté remplacent, dans notre Comité de salut public d'aujourd'hui, ces éléments de noli-tangere qui, sous Louis XVI, désespéraient Mirabeau.

Que notre Comité de salut public tienne, lui seul, la barre ; qu'il garde pour lui seul la direction politique de la guerre, comme M. Briand l'a si bien dit à la tribune ; qu'au nom de la nation, seule souveraine et qui doit être seule maîtresse, il mette la stratégie au service de cette direction politique de la guerre, en laissant à des généraux bien choisis l'entière liberté des opérations par lesquelles ils

réaliseront les vues gouvernementales, c'est-à-dire nationales.

Surtout, que notre Comité de salut public, à l'exemple du grand Comité de l'an II, brise la complication de la bureaucratie, qu'il installe aux grands postes le talent et la jeunesse, qu'il établisse des sanctions aux responsabilités, que l'incurie imprévoyante soit châtiée sévèrement, que ces châtiments soient publics, éclatants, terrifiants, et que le talent heureux, ce talent que trop souvent la hiérarchie étouffe ou calomnie, soit civiquement glorifié, rapidement promu, et suscite ainsi, par le bienfait de l'exemple, d'autres talents utiles à la patrie.

Enfin, que notre Comité de salut public, si nous en avons un, vienne bientôt dire à la tribune, non pas : Je vais faire, je vais étudier, voilà mon dossier ; mais : J'ai étudié, j'ai décidé, j'ai fait, voilà mes résultats !

Ah ! ce jour-là, la France, ayant des chefs tous dignes de son héroïsme, pourra enfin se dire que sa volonté de vaincre est organisée, qu'elle possède un véritable Comité de salut public, un gouvernement qui saura remporter de nouvelles victoires de Fleurus et signer un nouveau traité de Bâle, c'est-à-dire sauver l'indépendance de la France et lui assurer ses frontières !

Journal du 19 février 1916.

XXIV

La volonté facteur essentiel de la Victoire !

29 février 1916.

Si nous demandons, pour la santé morale du peuple français, une « cure de vérité », nous sentons aussi que ce peuple n'aurait pas moins besoin, en cette crise de vie ou de mort, de respirer, partout et toujours, une atmosphère de volonté, comme on la respire dans cette région de Verdun, où notre volonté tient si héroïquement tête à la volonté allemande.

C'est l'atmosphère même qui, comme la vérité, est indispensable à l'activité de son libre et agissant génie.

Ce peuple, que les malveillants et les badauds croient léger et faible, est, en réalité, et si on regarde son histoire, un peuple de volonté.

La volonté a été le trait distinctif de ses grands dirigeants : Louis XI, Richelieu, Louis XIV, Danton, Gambetta.

Mais la volonté, la volonté audacieuse, persévérante, triomphante, n'a pas été seulement, dans notre France, le don de quelques individus éminents ; c'est, aux heures de grandes crises, la qualité maîtresse du peuple français lui-même, soit qu'il se personnifie en Jeanne-d'Arc, dont la prouesse est un miracle de volonté, soit qu'il insuffle son âme à ses délégués, comme en 1793, au temps de la Convention nationale.

A nos indécis, à nos ajourneurs, à nos pessimistes stériles, à nos optimistes apathiques (plus dangereux encore que les pessimistes), à tous ces abouliques qu'une

mauvaise sélection a mis en place, opposons le souvenir d'un effort français de volonté, le plus illustre et le plus grandiose qui ait été offert à l'admiration du monde.

Cet exemple français de volonté presque surhumaine et prodigieusement efficace, c'est celui de la Convention nationale, à un moment où tel était le désastre, qu'il semblait que la France fût sur le point de se dissoudre, de s'effondrer.

C'était en juillet 1793. Nous étions envahis ; l'ennemi s'était emparé des places de Condé et de Valenciennes ; la Vendée faisait rage ; la Bretagne s'insurgeait ; la Lozère s'insurgeait ; près de soixante départements entraient dans la révolte girondine ; Lyon, Toulon, Marseille, Bordeaux se levaient contre la Convention. Il semblait que la Convention ne fût plus maîtresse que de l'ancienne Ile-de-France.

Eh bien ! le miracle de volonté que Jeanne d'Arc avait accompli, la Convention le renouvela.

Elle voulut.

Par la terreur, par l'échafaud, par la science, par l'enthousiasme, par le mépris de la mort, par le châtimement des égoïstes et des indécis, par le fer, le feu et le sang, la volonté de la Convention sauva la patrie, força la victoire, chassa l'ennemi du sol national, assura l'indépendance de la France et fixa ses frontières au Rhin.

Le peuple de France reconnut sa volonté dans la volonté de la Convention. Lui aussi, il voulut vivre et vaincre, et, mené au combat par des chefs dignes de lui, semblables à lui, il vécut, il vainquit.

La volonté de ce peuple a-t-elle dégénéré ? Ah ! non, ne le croyez pas ! C'est le même peuple, c'est la même volonté : voyez plutôt nos héros de Verdun.

Si le peuple français sent qu'une volonté pareille à la sienne, aussi hardie et aussi efficace que celle des dirigeants de 1793, préside à ses efforts, il accomplira les mêmes prodiges de victoire qu'au temps de la Révolution.

Cette tradition française de volonté, ce n'est pas moi qui la retrouve et qui l'exalte ; elle a été invoquée, glorifiée par tous les Français qui, en temps de paix, ont eu à préparer la guerre, à faire l'éducation de notre armée.

C'est le général Foch, qui, dans son cours à l'Ecole de guerre, disait : « Victoire égale volonté. »

C'est le capitaine Folliet, dans son récent et beau livre intitulé : Vouloir !... où il a si diligemment colligé les hauts faits de la volonté, les méfaits de l'indécision.

Mais, que dis-je ? C'est le règlement même sur la conduite des grandes unités (service des armées en campagne qui, avec une autorité aussi impérieuse qu'éloquente, place dans la volonté le facteur essentiel de la victoire.

Lisez-le, méditez-le, ce beau règlement, si français d'esprit et de ton.

Il dit que le but de la guerre est « de faire plier la volonté de l'adversaire ».

Il dit : « Les succès à la guerre ont toujours été remportés par les généraux qui ont voulu et cherché la bataille ; ceux qui l'ont subie ont toujours été vaincus. En prenant l'initiative des opérations, on fait naître les événements au lieu de les subir. Un commandant en chef énergique, ayant confiance en soi, en ses subordonnés, en ses troupes, ne laissera jamais à son adversaire la priorité de l'action, sous le prétexte d'attendre des renseignements plus précis. »

Il dit encore, cet instructif et sage règlement, que « les batailles sont surtout des luttes morales », et que le succès revient donc « à celui dont la volonté est la plus ferme ».

L'intelligence, l'instruction, le talent même ne sont rien sans la volonté. Aujourd'hui, comme en 1793, la France ne sera sauvée que par un grand effort de volonté.

Parmi les qualités utiles au salut de la patrie, c'est donc la volonté qu'il faut mettre au premier rang, c'est la volonté

que, dans l'ordre civil comme dans l'ordre militaire, si on la voit s'éclipser ou faiblir, il faut fortifier ou restaurer.

Gomment ? En faisant davantage appel au concours de la jeunesse.

Savez-vous pourquoi les Conventionnels et leurs généraux ont pu faire, pour vaincre l'ennemi, un tel effort de volonté audacieuse et heureuse ?

C'est qu'ils étaient jeunes.

(Journal du 29 février 1916.)

XXV

Le Canon de Verdun nous révèle la réalité des choses

3 mars 1916.

Le canon de Verdun a crevé le nuage officiel qui cachait au peuple français la réalité des choses.

Voilà la lumière, voilà la vérité, lumière sanglante (mais glorieuse), d'où sort une clarté éblouissante qui oriente et vivifie notre énergie pour l'action.

Maintenant, on voit à plein combien notre pessimisme agissant avait raison de vouloir dissiper cet optimisme du moindre effort, si profitable aux Allemands, si nuisible à la France.

Ces bons sourires confiants — confiants en la baisse du mark — nous endormaient dangereusement dans l'illusion de croire que cette immobilité du régime des tranchées ne prendrait pas fin, et qu'il n'y avait qu'à « tenir » et à répéter : « On les aura », pour sauver la France. Que pensez-vous maintenant des gens qui applaudissaient à l'« usure » de l'Allemagne et qui assuraient doctement qu'il n'y avait qu'à laisser le temps travailler pour nous ? C'est ainsi que, follement, on s'habitua à un état chronique d'immobilité qu'on croyait inexpugnable.

Heureusement qu'il s'est trouvé des hommes de tête, d'ardents patriotes, dont l'obstination civique et inlassable a obtenu la fabrication intense de canons et de munitions, et a mis aux mains de nos armées, et, on le voit, aux mains de cette admirable armée de Verdun, de grands moyens d'offensive et de défensive.

Parmi les milieux et les groupes dont la clairvoyance active a contribué ainsi au salut de la patrie, les historiens de l'avenir salueront cette Commission sénatoriale de l'armée, dont le travail silencieux, digne du travail des grands Comités de la Convention, a tant fait pour les munitions, les canons, l'aviation, le ravitaillement, le recrutement, les chemins de fer de campagne.

Certes, mieux combinés, mieux coordonnés, ces dévouements intelligents, si on avait voulu les encadrer dans une unité d'action, auraient produit encore plus d'effets utiles, et nos armées seraient encore mieux munies qu'elles ne le sont, c'est-à-dire aussi bien munies que les armées allemandes. Mais le tempérament français, par ses coups d'énergie aux heures critiques, compensa l'infériorité de l'armement et, comme on le voit, il fait tête avec maîtrise, dans cette guerre de la liberté, pour l'admiration du monde et de la postérité.

Ce que je veux dire surtout, c'est que le canon de Verdun n'a pas seulement crevé le nuage qui nous dérobait l'effort à faire ; il a, tout d'un coup, élevé les esprits, les cœurs, les volontés, au degré où nous aurions voulu les voir à tous les moments de cette guerre, et surtout dans la période où s'est préparée cette bataille de Verdun.

Oui, dans cette brusque lumière, toutes les âmes françaises se trouvent soudain portées au niveau de la situation.

On sent le danger de la patrie, la question de vie ou de mort, et, loin de s'en alarmer, les clairvoyances s'aiguisent, les énergies se tendent, les cœurs se durcissent pour la lutte. Chaque Français sent que le salut de la patrie réclame tous les efforts, tous les sacrifices, que c'est le moment de tout donner et de tout faire, selon sa capacité, et il sent qu'en donnant tout, en faisant tout, on sauvera tout.

Le canon de Verdun nous montre nos soldats dignes des plus illustres héros de la Grèce ou de Rome, ou de la

Révolution française, ou, pour parler plus justement, dignes d'eux-mêmes.

Le canon de Verdun va dissiper les pusillanimités, les égoïsmes, va débrider tant d'énergies liées par la routine, et, j'en suis sûr, va produire au jour de jeunes talents cachés.

Le canon de Verdun a, j'espère, porté le coup de mort à cette bureaucratie militaire dont les lenteurs et les papiers étouffaient, paralysaient le vieux génie guerrier de la France, qui est fait de rapidité et d'audace.

Le canon de Verdun aura brisé, dans les esprits engourdis par le respect, le culte de la règle et de la hiérarchie, si défavorable à cette jeunesse dont nous avons tant besoin pour la victoire. Ainsi, on m'assure que tel capitaine, âgé de trente-six ans, signalé aujourd'hui par ses actes, ne passe pas commandant « parce qu'il est trop jeune, », ou que tel lieutenant-colonel, un des héros de l'armée française, ne passe pas colonel parce qu'il n'a guère plus d'un an de grade !

Le canon de Verdun, bousculant la routine, va extraire la jeunesse et le talent de l'ombre où la hiérarchie les enfouit, pour les mettre aux premières places.

Oui, j'espère que ce canon de Verdun, comme jadis le canon de Valmy, va ouvrir une ère nouvelle pour l'énergie française, qu'il va déchaîner les initiatives, intensifier — d'une manière surhumaine, mais non « surfrançaise » — la production industrielle et scientifique des moyens techniques de cette guerre, donner au cerveau des chefs l'impulsion créatrice ; qu'il va, enfin, par l'élimination des médiocres, des endormeurs, des indécis, des sophistes, organiser pour la victoire la volonté du peuple français.

Cette volonté, la voilà, par le spectacle même de la force qu'ont encore les Allemands, et de leur croissante fureur, éclairée sur la nécessité d'un effort égal au danger, sur la possibilité, l'heureuse possibilité de cet effort ; enfin, la voilà enfiévrée par la sensation d'une réalité hier ignorée,

et la voilà qui, en pleine maîtrise de sa force, se sent capable de tout faire pour la victoire.

Cette volonté, qui s'offre si irritée et si confiante, les chefs que le peuple français s'est donnés n'ont qu'à se pénétrer de sa vigueur et de son intelligence, et aussi de sa foi, n'ont en un mot qu'à être dignes du peuple français lui-même, pour arriver, quels que soient les incidents fâcheux que cette guerre nous apporte encore, à faire triompher, non seulement la cause de la France, mais la cause des Alliés, la cause de la liberté et de l'humanité.

(Journal du 3 mars 1916.)

XXVI

Place au talent !

9 mars 1916.

Le canon de Verdun a aussitôt fait appel au talent, l'a aussitôt mis à sa place, c'est-à-dire à la première place.

En effet, rompant avec les habitudes d'anonymat, qui, si elles découragent l'ambition intrigante, ont l'inconvénient de refroidir l'émulation, on nous a fait savoir officiellement que c'est le général Pétain qui commande maintenant les armées françaises devant Verdun.

Je ne connais point le général Pétain, je n'avais jamais entendu prononcer son nom avant la guerre. Mais le fait qu'on l'ait appelé ainsi, dans la crise même du danger de la patrie, à commander les troupes qui supportent le principal effort de l'ennemi, le fait qu'on l'ait cru capable de briser le choc formidable des Allemands, ce fait montre en quelle estime le gouvernement et le haut commandement tiennent le général Pétain, et nous dit nettement qu'ils l'ont considéré, dans ces circonstances et pour ce but, comme étant le général qui a le plus de talent.

Or, nous apprenons en même temps que le général Pétain n'était que colonel au début de la guerre. Le voilà donc passé, en moins de deux ans, du grade de colonel au grade de général de brigade, du grade de général de brigade au grade de général de division, puis devenu commandant d'armée, enfin appelé à commander le groupe d'armées qui, en ce moment, a sur les épaules les destinées mêmes de la patrie.

Toute la France approuve le gouvernement et le haut commandement pour la sage hardiesse avec laquelle ils se sont enfin décidés à demander la désignation du talent, non pas à la hiérarchie et aux règlements, mais à l'expérience.

C'est parce qu'ils avaient vu le général Pétain à l'œuvre qu'ils ont compris qu'il avait du talent ; c'est sur ses résultats, sur ses résultats seuls, qu'ils l'ont jugé et choisi.

Voilà la vraie méthode, — et puisse-t-on y persévérer !

Ni les examens, ni les concours, ni le savoir, ni le savoir-faire, ni le bel équilibre des facultés, ni le talent de conversation, ni l'habileté aux théories, ni le succès dans les exercices d'école ne sont une sûre preuve de talent.

Etymologiquement, le talent est le poids qui incline la balance, et ce poids, c'est la volonté, si bien que les philologues nous disent qu'en vieux français, en wallon, en provençal, talent et volonté étaient synonymes. Le talent, c'est la volonté qui a la force de réaliser.

Surtout, disons-nous bien que c'est un don naturel, aussi rare que précieux, et que si les hommes naissent égaux en droits, ils ne naissent point égaux en talent.

Professeur à la Sorbonne, membre de jurys, chargé par fonction de discerner le talent dans la jeunesse studieuse, je vois combien peu nos moyens universitaires suffisent à ce discernement. Aux exercices d'école, souvent les médiocres triomphent ; nos diplômes sont beaux, mais il y a des nigauds qui en sont chamarrés, et que la possession de ces parchemins a installés, dans le monde intellectuel, aux rangs élevés de la hiérarchie officielle.

Ce n'est qu'en voyant les hommes vivre, agir, produire, qu'on juge au vrai s'ils ont du talent, et, pour les chefs militaires, ce qu'on les voit faire en temps de paix ne peut donner que des présomptions sur leur capacité. C'est seulement dans l'action, sur le terrain, au feu, qu'on peut savoir ce qu'ils valent.

De bonnes notes, un excellent dossier, l'universelle satisfaction des supérieurs indiquent un certain mérite,

mais non pas ce mérite efficace, supérieur, créateur, qui s'appelle le talent, ce mérite que l'étude développe, mais ne peut produire, ce mérite dont nous avons un si indispensable besoin pour vaincre l'ennemi et sauver la France.

Le talent !

Sans lui, sans le talent, une armée d'admirables soldats ne peut arracher la victoire au destin.

Les héroïques Français de l'époque de la Révolution, soldats incomparables, auraient-ils vaincu l'Europe, si la Convention nationale, par une sélection dont la méthode était expérimentale, n'avait découvert et mis à leur tête les vrais individus de talent, cachés dans le rang, les Hoche, les Pichegru, les Jourdan, les Kléber, les Marceau ?

Le célèbre tacticien russe Dragomirof, justement féru de cette idée que, sans le talent du chef, la meilleure armée est impuissante, aimait à répéter : « Mieux vaut une armée de moutons commandée par un lion, qu'une armée de lions commandée par un mouton. »

Renouvelée des Grecs, cette énorme boutade du général russe n'a, certes, aucune application actuelle, et, si je vois parmi nous des lions, je n'y vois point de moutons. Mais, pour outré qu'il soit, un tel paradoxe offre à nos méditations une part de vérité. Oui, il vaut mieux trop croire à l'indispensable nécessité du talent que de n'y point croire assez.

Voilà donc encore une leçon, une utile leçon, que nous donne le canon de Verdun. 11 invite, il encourage notre gouvernement à persévérer dans ce bon commencement d'audace expérimentale pour la recherche, l'extraction et l'installation du talent.

Ce n'est plus l'heure de demander à la hiérarchie, à la seule hiérarchie, quels sont les chefs qui ont le plus de valeur. Le salut de la France exige que ces règles, si dangereuses en temps de guerre, soient brisées ou suspendues, de manière que, ne tenant compte que des

actes et des résultats de chaque individu, les chefs soient choisis, non à l'ancienneté, mais au mérite, au seul mérite, de manière enfin que, dans nos armées, l'héroïsme ne soit commandé que par le talent.

(Journal du 9 mars 1916.)

XXVII

Idéal contre Idéal Volonté contre Volonté C'est la force qui décidera

15 mars 1916.

Sous les murs de Verdun, dans la gigantesque bataille, ce ne sont pas seulement deux volontés qui s'entre-choquent : c'est un idéal qui lutte contre un idéal, c'est un idéal qui tâche de tuer un idéal.

L'idéal allemand — non pas le vieil et noble idéal de Kant et de Goethe, mais l'idéal de l'Allemagne prussianisée, idéal à la fois jeune et hideusement suranné, — l'idéal allemand, dis-je, c'est d'établir entre les nations la même hiérarchie que la nature semble avoir établie entre les individus. Ni les nations ni les individus ne naissent, dit le Prussien, égaux en droits, puisqu'ils sont naturellement inégaux en forces. Les petites nations doivent disparaître dans les grandes. Les nations moyennes doivent obéir aux nations supérieures. Or, l'Allemagne est la nation supérieure par excellence. Donc l'Europe, donc le monde doivent obéir à l'Allemagne. Il n'y a ni liberté, ni indépendance, ni droit des gens. Il y a la force, et il n'y a que la force. Malheur aux faibles ! Bonheur aux forts !

C'est un idéal barbare, c'est l'idéal du passé, issu de la nuit de l'histoire, de l'enfance de l'humanité.

L'idéal français, c'est que, nations ou individus, les faibles ont le même droit à vivre et à se développer que les forts ; c'est que les nations, comme les individus, doivent, en leur court passage dans la vie, s'entr'aider fraternellement ; c'est que la Belgique, la Serbie, le Portugal, si ces nations

sont petites par le corps, elles sont grandes par l'âme, grandes par le droit, et qu'il faut à leur indépendance et à leur activité une juste place dans le monde.

Voilà un idéal humain, voilà un idéal moderne, voilà l'idéal de l'avenir.

En réalité, vous le voyez, l'Allemand, pour obéir à un homme et au point d'honneur, se sacrifie à un idéal mort.

Le Français se fait tuer pour le vrai idéal, pour l'idéal vivant, et, comme sa patrie est construite sur cet idéal même, plus il est patriote, plus il sert la vérité, l'avenir, l'humanité.

Formés à ces principes par leurs admirables instituteurs, souvent menés au feu par ceux-là mêmes qui les ont instruits dans leur enfance, les citoyens français ont conscience de servir la vraie cause, et, éclairés par la lumière de l'avenir, les plus modestes d'entre eux, ceux dont la vie semblait le plus humble, se sacrifient en héros intelligents, entrent de plain-pied dans la plus haute gloire, avec la volupté si française d'avoir raison.

Oui, la volonté de nos soldats, inspirée par la vérité, par l'avenir, a une qualité noble que ne peut avoir au même degré la volonté allemande, imprégnée d'erreur, esclave du passé.

Mais, — et c'est là que je veux en venir, — en présence de ces deux idéals qui se combattent, est-il sage, est-il prudent de trop répéter, avec le poète : « Ceci tuera cela » ? Est-il sage, est-il prudent de trop s'imaginer que l'idéal français, qui est la vérité et l'avenir, triomphera, rien que pour cela et par cela, de l'idéal allemand, qui est l'erreur et le passé ?

A se persuader que le droit vaincra uniquement parce qu'il est le droit, on risque de retomber à cette mollesse de l'optimisme apathique, de cet optimisme dont nous avons failli mourir.

Historiquement, il n'est pas vrai que la force brutale ne puisse jamais tuer une idée, je veux dire ne parvienne à la

rendre impuissante, à l'enterrer pendant quelque temps. Les barbares d'autrefois, qui n'avaient que la force, ont détruit la société gréco-romaine, qui avait pour elle l'idée. Par la violence victorieuse des barbares, le trésor de la sagesse antique a été dispersé ou enfoui, et il a fallu des siècles pour retrouver et restaurer ces précieux principes de progrès et d'avenir sur lesquels vit l'actuelle humanité civilisée.

Disons-nous plus que jamais, dans cette lutte contre l'Allemand brutal, que, si la force ne prime pas le droit, ce n'est vrai et sûr que quand le droit a à son service une force suffisamment efficace.

Si nous nous étions bornés à proclamer notre bon droit, à faire entendre au monde un plaintif et continu bèlement sur les atrocités allemandes, il y a longtemps que les auteurs de ces atrocités seraient victorieux. Au lieu de gémir, nous avons fabriqué des canons, des munitions, toutes sortes d'engins de guerre. La République française ne se borne plus à promulguer les droits de l'homme : elle les défend par de bons 75, par de bonnes mitrailleuses, par de bons obus au solide acier, et en tuant le plus d'Allemands possible.

Elle n'en tue pas encore assez ; elle n'a pas encore fabriqué assez de canons, assez d'obus, assez de mitrailleuses. Si, à bref délai, elle en fabrique assez, elle a la certitude de battre l'empire allemand.

Elle tient la victoire dans ses mains, non dans des mains croisées, mais dans des mains actives au combat et à l'industrie de guerre.

Cette force physique, si elle l'a développe, sera décuplée par la force morale. Ce bon droit, qui, sans armes et nu, se verrait bafoué et piétiné par le barbare, devient aussitôt invincible, s'il s'arme d'une artillerie lourde et de mitrailleuses égales à l'artillerie lourde et aux mitrailleuses des Allemands.

Car si le bon droit, sans casque et sans épée, comme une ridicule Minerve désarmée, est à la merci de la force brutale, la force sans le droit, la force servante d'un idéal suranné, ne peut que succomber devant une égale force, servante d'un idéal moderne et vrai.

Voilà donc encore une leçon du canon de Verdun. Quelle que soit l'issue de la bataille, ne comptons pas sur notre seul bon droit, mais armons-nous jusqu'aux dents, et même inventons des armes que n'aient point les barbares, si nous voulons faire triompher la plus noble et la plus juste des causes, notre France, l'humanité ! Cet effort de volonté agissante et créatrice nous donnera sûrement la victoire, et pas seulement la victoire militaire, mais le bien suprême : une paix organisée.

(Journal du 15 mars 1916.)

XXVIII

Place à la jeunesse !

23 mars 1916.

Si le canon de Verdun nous crie : Place au talent ! il nous crie aussi, non moins éloquemment : Place à la jeunesse !

On a vu, on voit, dans la grande bataille, l'ardeur d'initiative, la fougue d'énergie de nos officiers fraîchement sortis du rang, et qui, lieutenants ou capitaines, presque tous jeunes, formés à la guerre par la guerre, ont étonné leurs chefs, ont effrayé l'ennemi par la mordante hardiesse de leurs décisions dans l'offensive, par leur ardente fermeté dans la défensive, par leur immobile solidité sous la pluie des obus monstrueux.

Le jeunesse, introduite enfin, par la force des choses, dans les grades initiaux de la hiérarchie, vient de se montrer ce qu'elle est : la force même, le cœur même de la nation.

Nos jeunes soldats, commandés par de jeunes chefs, ont été invincibles, et ils l'ont été joyeusement, ils l'ont été en chantant, ils l'ont été comme il sied à la jeunesse de l'être, ils l'ont été comme le furent, en 1793, dans une autre guerre de la liberté, leurs aïeux, aussi fougueusement jeunes qu'eux, aussi gaiement héroïques qu'eux.

Certes, leurs prédécesseurs immédiats ou leurs camarades plus âgés avaient été ou sont admirables, et la patrie est fière de tous ces officiers de carrière, dont le retard dans l'avancement a fait des hommes mûrs, parfois presque des vieillards, quand, par le lent mouvement du

temps de paix, ils sont parvenus âgés aux grades qu'ils auraient dû obtenir jeunes.

Ces officiers déjà mûrs, on verra, quand seront publiées les « citations » pour la bataille de Verdun, combien robuste a été leur courage, combien robuste leur intelligence, et quels héros ils ont été, eux aussi.

Mais quel éblouissant concours leur a apporté cette jeunesse nouvelle venue ! Et qu'ils sont nombreux, dans notre armée de Verdun, ces capitaines, ces lieutenants qui ont le jeune âge, la vigueur du Cid, et dont les exploits mériteraient un Corneille !

Je ne m'excuse pas de me répéter. Il est des vérités dont la routine détourne par trop le bon sens public, et qu'il ne faut pas se lasser de redire, pour le bien de la patrie.

Certes, il y a des vieillards audacieux, dont la volonté est énergique et en qui brûle une flamme. Mais les vieillards sont rares qui ont « des matins triomphants ».

On vit, en 1733, Villars, octogénaire, avoir un regain de jeunesse et, mis à la tête de l'armée d'Italie, conquérir, en moins d'un mois, le Milanais.

Oui, un vieillard peut être hardi, et avoir parfois des sursauts de volonté efficace.

Mais c'est une exception. La nature a mis la force dans la jeunesse ; elle y a mis l'audace ; elle y a mis le don de volonté et de décision : c'est donc surtout à la jeunesse qu'il faut demander l'action.

Placez autour d'un tapis vert les vieillards les plus fins, les plus instruits, les plus expérimentés, les plus patriotes : il ne sortira de leurs délibérations que des actes timides, que des gestes indécis, que des résolutions à demi négatives.

Placez autour du même tapis vert, dans le péril mortel de la patrie, de jeunes hommes, si jeunes que leur doyen soit à peine quadragénaire : c'est Saint-Just, c'est Robespierre, c'est Carnot, c'est le grand Comité de salut public. De cette

jeunesse groupée sortiront les actes de volonté créatrice et foudroyante qui sauveront la patrie.

Je vais dire une chose irrévérencieuse : je crois qu'aujourd'hui, quand la patrie est en danger, on devrait honorer la jeunesse encore plus que la vieillesse ; on devrait l'utiliser avant tout, par-dessus tout ; on devrait, en règle générale, réserver à la jeunesse l'action, puisque c'est la jeunesse qui est le réservoir naturel de la force.

Est-il bien sûr que cette vue de la vérité des choses, que ce sens de la nature inspirent toujours ceux de qui dépend le choix des chefs, soit dans le civil, soit dans le militaire ?

Je vois tel député de trente ou trente-cinq ans, vif, allant, énergique. Je dis : « Pourquoi n'est-il pas ministre ? » On me répond : « Vous n'y pensez pas, il est trop jeune. »

Ai-je rêvé ? Je croyais avoir lu que Pitt, quand il devint chancelier de l'Echiquier, avait à peine accompli sa vingt-troisième année.

Qu'ai-je lu aussi ? Que Condé, quand il gagna la bataille de Rocroi, n'avait que vingt-deux ans. Mais je m'excuse d'avoir rappelé ce cas, vraiment scandaleux pour nos habitudes de gérontocratie.

Certes, je ne crois pas du tout que la vieillesse doive être exclue des hautes fonctions, des suprêmes fonctions, soit au gouvernement, soit à la tête des armées. Je crois qu'en ce temps de guerre scientifique et compliquée, un Condé ne saurait, à vingt-deux ans, s'être assez instruit déjà pour commander une armée ; je sais ou j'espère qu'il y a, parmi nos généraux, comme parmi nos ministres, des vieillards au vigoureux génie, et il serait insensé de se priver des services de l'expérience. Mais la nature et le bon sens nous crient qu'une large et prédominante collaboration de la jeunesse est indispensable à l'acquisition de la victoire.

Quand j'entends dire qu'on se met à donner des Croix de guerre à l'ancienneté ; quand j'entends dire que, loin de munir la jeunesse du coupe-file auquel elle a droit pour le service de la patrie, on la ligote de règlements vieux ou

neufs ; quand j'apprends que tel de nos admirables capitaines de vingt-deux à trente ans, si une place de chef de bataillon vaque dans son régiment, se voit préférer un officier estimable et âgé, qu'on fait revenir d'un dépôt pour cela, j'espère que ce sont là pratiques de temps de paix que le canon de Verdun va abolir.

Revenons, si nous voulons conquérir la victoire, au bon sens et à la nature, qui nous montrent que la force de vaincre, comme la force d'agir, est dans la jeunesse. Que ce canon de Verdun laboure de ses obus le sol de la bureaucratie, qu'il en arrache les fils de fer barbelés, qu'il en dissipe les gaz asphyxiants, qu'il en comble les tranchées, qu'il en pulvérise les règlements et les paperasses, et que le terrain soit libre enfin pour la décisive entrée en action de la jeunesse, c'est-à-dire de la force, de la volonté, de la vérité, de la victoire !

(Journal du 23 mars 1916.)

XXIX

Que l'union sacrée soit l'union agissante !

28 mars 1916.

En nous éveillant de la torpeur optimiste, le canon de Verdun a éprouvé et prouvé la solidité de l'union sacrée, et, faisant vibrer la conscience nationale jusqu'au fond, il a fait voir, comme dans un éclair, ce que doit être désormais cette union.

Certes, elle a été jusqu'ici belle et féconde.

Belle, car quel plus beau spectacle pouvait s'offrir au monde que celui de ce peuple français qui, morcelé hier en partis et en sectes, hier se querellant, comme s'il était irrémédiablement divisé, se sent uni tout d'un coup, par le danger de la patrie, en une seule âme fraternelle et virile, en une seule France debout contre l'étranger, en une seule France décidée à vivre libre ou à mourir ?

Féconde, car elle a produit, cette union sacrée, une chose illustre pour l'éternité, la merveille de l'histoire de France, la bataille de la Marne, où se brisa l'invasion barbare. Elle a rendu possible, cette union sacrée, les gigantesques et improvisés travaux de guerre qui, malgré des tâtonnements et des fautes, arrêtent encore une fois l'Allemand dans sa ruée.

Mais il faut bien le dire, cette union sacrée, en certains esprits, sous certaines influences, sous certaines illusions, tendait à dégénérer, à n'être plus que l'union des sentiments et des espérances.

On la voyait ou on la voulait trop souvent en forme d'une confiance irraisonnée, d'une obéissance crédule, d'un

enthousiasme réglementé et inactif, d'un patriotisme passif, d'une abnégation silencieuse.

Que le peuple laissât les ministres gouverner, les généraux commander, les soldats se battre, et qu'il se contentât d'attendre, d'admirer, d'applaudir, d'espérer, d'ignorer, de se taire.

Il semblait même que, pour les représentants du peuple, le devoir d'union sacrée fût de ne plus représenter le peuple. On les convoquait solennellement à Bordeaux, mais pour n'y rien faire. Il y eut un étrange intermède. Plus de contrôle du Parlement, plus de contrôle de l'opinion. Le silence, la foi, l'immobilité, de bons journaux, une bonne censure.

Fausse et antifranaçaise conception de l'union sacrée !

Sous l'aiguillon du péril, le bon sens se réveilla, et malgré tant d'endormeurs publics, l'union pour l'immobilité commença à faire place à l'union pour l'action.

C'est le Parlement qui, enfin réuni, prit l'initiative, donna l'exemple de la collaboration de tout le peuple à l'œuvre de défense nationale. Ressaisissant son droit ou plutôt son devoir de contrôle, dans ses commissions, à l'abri des regards et des oreilles des Allemands, il se remit à exercer ce contrôle. Comme de longues vacances lui avaient été imposées, comme des fautes étaient à réparer, comme il y avait péril, ce contrôle du Parlement se fit impulsif, si impulsif qu'on le sentit créateur. Grâce à ce concours, la France commença à être dotée de cette artillerie lourde, de ces mitrailleuses, de ces munitions, de ces avions, de ces engins de guerre sans lesquels le droit eût déjà succombé sous les coups de la force.

L'opinion publique se réveilla aussi, en même temps. Elle aussi, elle s'essaya, malgré ses entraves, au devoir de contrôle. Un courant commença à se produire en vue d'un effort d'énergie général et concerté. L'union sacrée, presque immobile jusqu'alors, se mettait en mouvement.

Puis, tout d'un coup, une grande lueur sanglante, élevée au-dessus de Verdun, éclaira tout l'horizon, fit apparaître, nue et éclatante, la formidable réalité, imposa aux yeux les plus myopes, aux cœurs les plus égoïstes l'image de la PATRIE EN DANGER, que nos pères avaient déjà vue, proclamée, sauvée en 1793.

Nous sentons maintenant se faire en nous totalement et s'exprimer impérieusement la véritable union sacrée, c'est-à-dire l'union de tous, non pour la docilité, mais pour l'initiative, non pour le cantonnement de chacun en son service spécial du temps de paix, mais pour l'émulation de tous les citoyens et de toutes les citoyennes à servir la défense nationale et à exterminer, chacun à sa manière, chacun selon son pouvoir, les hommes et les idées de l'empire de proie.

L'union sacrée, c'est d'être tous frères dans l'action pour être frères dans la victoire ou dans la mort. L'union sacrée, c'est que, entre la nation armée et la nation non armée, il n'y ait aucune solution de continuité ; c'est que, depuis le soldat sur la ligne de feu jusqu'à la pauvre femme qui, sous sa lampe, tricote pour les poilus, depuis le général qui va lui-même aux tranchées et, sous les obus, vérifie en personne si ses ordres sont exécutés, jusqu'au vieil instituteur qui, en enseignant aux enfants ce que c'est que la France, défend aussi la France, il y ait émulation et collaboration de tous à la guerre de la liberté. L'union sacrée, c'est de châtier terriblement et publiquement les coupables d'incurie, de négligence, d'égoïsme. L'union sacrée, c'est de se maintenir en état d'ardente fidélité au génie français, c'est de rivaliser de civisme et d'audace en hommes libres. L'union sacrée, c'est que chaque Français, tendant à fond son énergie et se vouant tout entier à la patrie en danger, jure de ne se reposer que dans le triomphe ou dans la tombe.

Oui, la bataille de Verdun nous le montre : l'union sacrée, c'est l'action de tous, et l'action de tous, c'est la victoire.

(Journal du 28 mars 1916.)

XXX

Union sacrée des Français Union sacrée des Alliés

2 avril 1916.

Ce n'est pas seulement pour les Français que les leçons de la bataille de Verdun sont éloquemment instructives et inspiratrices ; c'est aussi pour nos Alliés ; je dirai presque : c'est surtout pour nos Alliés.

Par ses vicissitudes, par notre regrettable échec initial, par notre victorieuse résistance finale, cette bataille leur montre, elle nous montre à tous, que l'Allemagne est encore très forte et comme au plus haut point de sa vigueur militaire, de sa vigueur de volonté ; elle leur montre aussi que cette force allemande est impuissante à écraser la force française ; elle leur montre, enfin, elle leur montre surtout que, si l'Allemagne, après tant de pertes et de fatigues, a pu tout de même donner un si puissant coup de bélier contre notre mur, c'est que le manque de concert entre les Alliés lui a permis de concentrer sur un point des forces qui, si les Alliés s'étaient efficacement entendus, auraient forcément été dispersées.

La nécessité, l'indispensable nécessité de ce concert, proclamée depuis longtemps par la logique, par le bon sens, a donc été enfin imposée, non seulement à la raison, mais à la volonté des Alliés, par cette leçon de choses que la grande bataille enfonce dans les crânes les plus durs.

Les obus incendiaires lancés sur Verdun par la rage malfaisante des Allemands ont eu pour effet principal d'éclairer la conférence de Paris, d'imposer aux huit

nations qui combattent pour la liberté des peuples l'unité d'action militaire, l'unité d'action économique, l'unité d'action diplomatique.

Quelles mesures ont été prises ou annoncées ? J'espère que des actes prochains vont nous l'apprendre, et il faut que les Allemands ne connaissent les décisions de la conférence que par les résultats.

Ce qu'ils voient et sentent dès maintenant avec dépit, ce que nous voyons et sentons dès maintenant avec joie, c'est que, tout comme les Français s'étaient unis entre eux, dès le début de la présente guerre, en état d'union sacrée, les nations alliées se mettent aussi entre elles, toutes les huit, dans le même état d'union sacrée.

Formulée en France dans le message présidentiel du 4 août 1914, cette union sacrée avait eu pour moyen et pour effet de suspendre, d'ajourner, entre Français, toutes les querelles, toutes les dissensions sur les questions qui nous divisent le plus : questions politiques, questions sociales, questions religieuses.

Tout spontané, vraiment populaire, ce mouvement de concorde des citoyens français devant l'ennemi a fait aussitôt d'eux tous, et principalement aux armées, mais aussi dans la masse de la population, un peuple de frères.

C'a été non pas du tout un effort d'abnégation attristée, mais une joie du cœur, une volupté d'esprit, de serrer la main à l'adversaire politique, ou religieux, ou social de la veille, de s'apercevoir, à la rencontre et comme au contact des âmes et des regards, qu'il y a de nobles caractères et des talents exquis dans tous les milieux français, que tel catholique ou tel libre-penseur, que tel socialiste ou tel conservateur, qui s'étaient si atrocement entre-injuriés dans la discorde de la paix, se sentent frères dans la concorde de guerre, frères par la noblesse morale, frères aussi et surtout par la France. Quelle jouissance sublime de communier tous ensemble dans cette religion qui, aujourd'hui, en nos consciences vibrantes, se superpose à toutes les

autres religions, sectes ou opinions, je veux dire de communier dans la religion de la patrie, de l'humanité, de la liberté !

Le choc dont le canon de Verdun a ébranlé toutes les consciences nationales qui, dans le monde, ont su s'élever au-dessus de la barbarie, ce choc terrible et bienfaisant a précipité l'accord des nations alliées pour une union sacrée toute pareille à celle des Français.

Spontanément, le même lien de fraternité s'est formé entre les huit nations qui, inégales par la stature physique, égales par la stature morale, combattent pour la liberté des peuples et pour l'équilibre du monde contre la barbarie tyrannique des Allemands, et qui sont les champions de l'avenir contre les champions du passé.

Si les Français, entre eux, ont eu joie du cœur, volupté d'esprit, à voir tomber les voiles et les préjugés qui les cachaient les uns aux autres, et à se sentir frères, n'est-ce pas même joie du cœur, même volupté d'esprit pour les peuples alliés qui, à la lueur du danger de mort, sentent s'effacer leurs anciennes querelles, leurs anciens préjugés les uns contre les autres, et se voient, eux aussi, frères, — frères dans la grande famille de l'humanité civilisée ?

Par exemple, l'Italie, l'antique et jeune Italie, mère du droit, et qui porte tout un avenir dans son flanc, a vu dans les yeux du Japon la même volonté de vivre pour le droit et pour l'avenir, et ces deux nations, qui se croyaient séparées par des barrières de race, de langues et de mœurs, se sont senties sœurs par une commune noblesse de génie et d'action.

Comme les Français entre eux, les nations alliées entre elles ont l'idée qu'au-dessus de leurs intérêts particuliers, de leurs intérêts proprement nationaux, il y a l'intérêt d'une cause qui leur est commune et que l'existence de chacune d'elles est liée à l'existence de toutes les autres. Voilà, dans son essence même, la « communauté de vues »

et la « solidarité » que la conférence des Alliés vient de proclamer.

Nous, Français, nous espérons bien qu'après la guerre notre union sacrée subsistera entre nous, non pas pour une concorde apathique et stérile, mais pour une concorde agissante et discutante, pour une utile et noble émulation. Il est bon que, de même, les Alliés aient le sentiment que l'union sacrée subsistera entre eux après la guerre, non pas pour que leurs personnalités nationales s'absorbent en je ne sais quelle unité inféconde, mais pour que, dans la diversité des génies et des avenir nationaux, il subsiste une émulation fraternelle pour faire en commun de bonnes et belles choses, des choses justes et utiles à l'humanité, une paix organisée et d'équilibre.

L'union sacrée des nations entre elles, comme l'union sacrée des Français entre eux, n'est donc pas seulement une alliance pour la guerre, mais une alliance pour la paix ; elle n'a pas seulement pour but de repousser la mort par les armes, mais d'organiser la vie par l'amitié, de pacifier le monde par la justice.

Belges, Anglais, Russes, Français, Italiens, Japonais, Serbes, Portugais, par cette union sacrée qui fait de nous, en ce moment, l'aristocratie agissante et militante de l'humanité, nous voilà frères, non seulement pour la guerre, non seulement pour la victoire, mais aussi — et, j'espère, à jamais — pour la paix.

(Journal du 2 avril 1916.)

XXXI

Cherchons auprès des vrais combattants la vraie vérité

11 avril 1916.

L'héroïque et heureuse résistance de nos troupes de Verdun à la vigoureuse attaque des Allemands — attaque si vigoureusement préparée — nous montre que c'est au peuple même des tranchées, c'est-à-dire à l'élite armée dont l'énergie nous a sauvés, qu'il faut demander quels sont les besoins, quelles sont les lacunes, quels sont les motifs d'espérer ou de craindre, quels sont les efforts, pratiques à faire, quelle est la réalité physique et morale.

Captons la vérité vraie à sa source, et n'attendons pas qu'en passant par les canaux compliqués de la hiérarchie elle s'affadisse, s'atténue, s'altère, se transfigure ou se défigure pour devenir ce je ne sais quoi d'insignifiant, de décevant qui s'appelle la vérité officielle.

Allons aux vrais combattants, c'est-à-dire aux hommes qui vivent dans la réalité de la guerre, qui la teignent de leur sang, cette réalité, ou plutôt qui la font.

Je viens d'avoir le grand honneur de passer quelques heures au milieu d'un des bataillons qui ont le plus efficacement contribué à la défense de Verdun, et j'ai joui de la fraternelle hospitalité de ces officiers qui, amis autant que chefs de leurs soldats, ont si intelligemment dirigé leur héroïsme.

Ah ! que j'aurais voulu, en dépit de la fameuse affiche ministérielle, que les oreilles ennemies nous écoutassent ! Ah ! que j'aurais voulu qu'un espion du kaiser pût noter les

propos familiers de ces citoyens français, et lui fit connaître ainsi, jusqu'en leurs replis intimes, ces grands cœurs, ces vigoureux esprits, ces volontés robustes !

A voir ce fond même de l'âme militaire française, ce fond si sain, si solide, ce fond si redoutable, le tyran pâlirait d'inquiétude.

Pour moi, je me suis avidement instruit au contact de ce bon sens si ferme et si avisé des défenseurs de la patrie, de ce bon sens qui, aux yeux de l'historien, a la même originalité, la même robustesse qu'au temps de Louis XIV ou au temps de la Révolution, mais avec plus de lumière et plus d'horizon.

C'est ce bon sens français qui, dans la conversation intime où j'ai tant profité, inspirait à ces combattants leurs critiques, leur confiance, leurs vues d'action, leurs sympathies, leurs indignations.

Quand on dit à ces soldats que leurs poitrines ont, sous Verdun, servi de rempart à la patrie, et que, sans ménager leur sang, elles ont victorieusement fait obstacle à la ruée allemande, ils sourient modestement. Si on les traite de héros, leur simplicité ingénue s'étonne beaucoup et s'effare un peu.

Leur tranquillité est admirable.

J'avais pour voisin de table un lieutenant blond, de haute stature, aux yeux bleus et décidés. Je remarquai son grand air de calme. Le commandant me dit : « Ce que vous voyez en ce moment n'est rien : il est encore bien plus calme sous la mitraille. » J'appris que ce lieutenant, en pleine bataille de Vaux, était monté sur le parapet de sa tranchée et y était resté, droit et immobile, sous la pluie de marmites, pour mieux voir et pour être mieux vu.

De chacun de ses camarades, j'appris des exploits analogues, et, en aucun cas, je ne les appris de l'intéressé.

Mais ils parlaient peu du passé. C'est l'avenir qui les occupait, cet avenir prochain dont ils seront les artisans, et dont, avec une critique souple et juste, ils discutaient les

difficultés, les possibilités, les péripéties probables, les résultats qu'ils disent certains, si tous les Français font, comme eux, tout ce qu'ils peuvent et doivent pour sauver la patrie.

Journalistes, nous dissertons sur la volonté, sur la jeunesse, sur le talent, sur l'énergie, comme si ce n'étaient que des entités qui n'auraient encore d'existence qu'en nos cerveaux. Mais les voilà en chair et en os, les voilà en pleine action, dans toute la gloire de leur force, cette volonté, cette jeunesse, ce talent, cette énergie. Les voilà : ce sont ces officiers qui vivent dans le combat, dans la tranchée. Interrogez cette jeunesse qui se bat : elle vous dira la vérité. Utilisez cette jeunesse qui se bat, utilisez-la pour le commandement : elle nous donnera la victoire.

Je reviens de cette visite à des soldats de l'armée qui nous a sauvés, de cette visite que, historien et citoyen, je n'oublierai jamais, j'en reviens l'esprit rempli de vraies vérités, les unes joyeuses, les autres douloureuses, toutes utiles, et en qui est l'avenir même de la France, sa vie ou sa mort.

Puisse-t-on se décider enfin à puiser directement à cette source, et à demander aux vrais combattants, aux hommes des tranchées, les moyens pratiques pour une vraie méthode d'action, pour une vraie méthode de victoire !

(Journal du 11 avril 1916.)

XXXII

Qu'aucune règle ne fasse échec à la jeunesse et au talent

16 avril 1916.

Le problème de l'avancement et du commandement, dont tant d'incidents de la bataille de Verdun montrent l'importance capitale, a été, non pas résolu, hélas ! mais posé et discuté éloquemment, dans cette séance de la Chambre où fut ajourné un projet de loi qui, sans doute, abaissait un peu la limite d'âge des officiers généraux, mais ne semblait pas faire une part assez large à la jeunesse.

La jeunesse ! Elle a eu les honneurs de cette mémorable séance. Puisse-t-elle avoir aussi, et enfin, les honneurs de la réalité !

Personne n'a été injuste pour la vieillesse. Personne n'a contesté qu'il n'y eût des vieillards triomphants. Mais on a dit ce que nous avons dit tant de fois ici même, à savoir : que cette jeunesse des vieillards est l'exception, — exception dont la défense nationale doit faire son profit, exception qu'il serait contraire à la nature et désastreux à la patrie d'ériger en règle.

Qu'un esprit s'enrichisse d'idées et d'expérience en avançant en âge, c'est l'évidence même. Mais il est infiniment rare qu'une volonté se fortifie avec les années ou même qu'elle ne s'affaiblisse pas. Peu nombreux sont les hommes qui ont plus ou autant d'initiative, plus ou autant d'audace à soixante ou soixante-dix ans qu'ils en avaient à trente ans ou à quarante. Raison de plus, certes, pour utiliser et glorifier ceux qui offrent ce phénomène, d'autant

plus admirable et extraordinaire qu'il est contraire à la nature.

Oserai-je dire à M. le ministre de la Guerre que l'hommage qu'il a rendu, lui aussi, à la jeunesse, ne m'a pas paru enthousiaste ?

Les jeunes généraux de la Révolution et de l'Empire ne lui disent rien qui vaille pour les conditions et les circonstances de la guerre actuelle.

Selon lui, si Napoléon Bonaparte vivait aujourd' hui, il serait inutilisable, non à cause de sa folle ambition, qui nous fit perdre la frontière du Rhin, mais à cause de sa jeunesse.

« Napoléon, dit M. le ministre, tenait le champ de bataille sous sa lunette, il attendait les mouvements, il les voyait s'exécuter et faisait marcher sa garde au moment voulu. Y a-t-il vraiment, à l'heure actuelle, quelque chose de semblable ? Est-ce possible, alors qu'un front s'étend depuis la mer jusqu'aux Vosges ? »

J'avouerai que je ne me sens pas convaincu par un raisonnement qui tend à dire que plus le champ de bataille est vaste, plus le général doit être vieux.

Je me permettrai même de douter que jamais Napoléon ait pu « tenir le champ de bataille sous sa lunette » ni à Austerlitz, ni à Iéna, ni à Eylau, ni nulle part. A un moment même, l'horizon de sa guerre s'étendit de Cadix à Moscou, comme il s'étend aujourd'hui de Salonique à Nieuport.

La vraie leçon de l'histoire, c'est que ni le Comité de salut public ni Bonaparte n'observèrent, en temps de guerre, pour le choix des chefs militaires, les règles du temps de paix, et qu'ils bousculèrent tout obstacle légal à la promotion de la jeunesse et du talent.

Sous la Révolution, la loi avait institué un système d'élection des chefs militaires par leurs subordonnés. Ni Carnot, ni les représentants en mission, ni la Convention nationale n'hésitèrent à suspendre ou violer cette loi pour un perpétuel rajeunissement du commandement. Napoléon

suivit cet exemple, avec sa brusquerie tyrannique, mais si génialement clairvoyante.

Gambetta fit de même.

Le 13 octobre 1870, dans la crise terrible d'une défense nationale presque aussi désespérée que la nôtre est sûre du succès, Gambetta suspendit, pour la durée de la guerre, « toutes les lois qui règlent les nominations et l'avancement dans l'armée », et ce décret du gouvernement de la Défense nationale fut pris « vu les circonstances exceptionnelles créées par l'état de guerre », et « considérant qu'il importe de susciter l'émulation dans tous les rangs de l'armée, et de faire appel aux jeunes talents », considérant aussi « que c'est en rompant violemment avec la tradition que la première République a pu réaliser les prodiges de 1792 ».

Cet « appel aux jeunes talents » permit, non pas de sauver l'intégrité du territoire (c'était peut-être, hélas ! impossible alors), mais de sauver l'honneur, de maintenir intacte, par une merveilleuse résistance, la personnalité morale et historique de la France.

Même la commission que le décret du 8 août 1871 chargea de reviser les grades, si elle critiqua, au point de vue politique, certains choix de Gambetta, ne critiqua pas l'idée et le principe de la suspension des règles de paix en temps de guerre.

Aujourd'hui, au plein de cette guerre pour l'existence de la France, quoique le décret du 2 janvier 1915 permette en somme de faire ce qu'on veut, on dirait que l'avancement est encore réglé par la loi du 14 avril 1832 et par l'ordonnance du 16 mars 1838.

En vérité, sont-ce ces règles du bon et pacifique Louis-Philippe qui doivent présider à la défense nationale en 1916, à une heure où le danger de la patrie réclame si impérieusement la jeunesse et le talent ?

(Journal du 16 avril 1916.)

XXXIII

Comment stimuler l'esprit d'initiative ?

22 avril 1916.

Surtout en sa première phase, la bataille de Verdun a fait voir de quelle importance est l'esprit d'initiative dans l'action défensive comme dans l'action offensive.

Si bien préparée que soit une défense, si bien préparée que soit une attaque, il y a, même dans une guerre à forme scientifique comme celle-ci, une part d'imprévu presque aussi forte qu'au temps de Hoche ou au temps de Napoléon. Cet imprévu exige des improvisations ; il exige donc des initiatives.

C'est un enseignement constant de l'histoire militaire que les généraux ont parfois manqué d'initiative.

Je ne sais si M. de Freycinet se souvient d'une lettre qu'il écrivit, de Bordeaux, le 14 décembre 1870, à Gambetta, qui se trouvait alors à Bourges :

« J'ai reçu aujourd'hui, disait-il, le chef d'état-major de Bressolles. C'est prodigieux, même chez nos généraux les plus intelligents, le manque d'initiative ; il y a une foule de détails que j'ai réglés en un trait de plume qui auraient pu l'être aussi bien il y a trois semaines et qui retardaient l'organisation indéfiniment. On peut espérer maintenant que, dans quelques jours, cette armée sera prête, mais c'est plus long que cela aurait dû l'être, et je m'attendais à mieux. »

Je crois qu'il s'agissait de l'organisation de l'armée de l'Est, de la préparation de ce coup d'audace qui aurait pu

sauver la France, et qui, même manqué, reste un titre de gloire pour Gambetta et pour Freycinet.

Ce sont les habitudes du temps de paix qui, dans l'armée, affaiblissent l'esprit d'initiative des chefs.

J'ai connu, dans mon enfance, un vieux général retraité, qui avait fait sa carrière sous Louis-Philippe et sous Napoléon III, et dont je puis bien citer le propos, puisqu'il s'agit d'un régime antérieur à celui où se sont formés les généraux actuels. Il aimait à dire : « Dans ma longue existence d'officier, je n'ai pas toujours été irréprochable. On m'a vu parfois, souvent même, paresseux, négligent, fautif. Eh bien, jamais cela n'a nui à mon avancement. Deux ou trois fois, j'ai voulu prendre une initiative pour faire le bien ; j'ai voulu réparer une injustice, redresser une erreur, essayer une nouveauté, évidemment utile : aussitôt, j'ai reçu sur les doigts et mes retards à avancer ne sont jamais venus que de mon zèle actif. »

Ce n'est pas seulement dans le militaire qu'il en est ainsi, et je ne vois guère de carrière où le conseil fameux : Pas de zèle ! ne soit le mot d'ordre.

Mais c'est surtout dans le militaire, où l'indispensable discipline a forcément pour base l'obéissance, que, plus on avance dans la hiérarchie, plus on sent s'affaiblir en soi l'esprit d'initiative.

Cet esprit d'initiative, Napoléon, qui excellait à manier les hommes, s'il l'endormait par l'obéissance automatique qu'il exigeait parfois, et en tyran, savait aussi l'éveiller, chez ses généraux, par l'émulation et par la gloire.

Nous parlons, comme d'une indispensable nécessité, de sanctions terribles aux défaillances, aux négligences, à l'incapacité. Nous avons raison. Mais prenons garde que, seul employé, ce moyen ne soit plus propre à endormir l'esprit d'initiative qu'à l'éveiller. Il ne faut pas qu'un général, qu'un colonel, un chef quelconque se dise seulement : « Si j'échoue, je serai frappé. » Il faut qu'il se dise aussi : « Si je réussis, j'aurai la gloire. » Non pas la

gloire lointaine, à la paix, dans l'histoire, mais la gloire immédiate, la gloire le soir même de la bataille, la gloire tout de suite après l'exploit.

Cette gloire, qui est le plus efficace stimulant (même pour un philosophe), cette gloire aussitôt accordée que méritée, l'habitude d'anonymat dans les récits officiels, par une fausse conception de la modestie civique et républicaine, l'avait rendue, à quelques exceptions près, impossible, inabordable.

Je vois avec joie qu'on renonce peu à peu à cet anonymat. Maintenant on dit souvent au public le nom du chef dont le talent et l'initiative ont fait échec aux Allemands.

Me sera-t-il permis d'exprimer le vœu que ces noms de nos sauveurs soient toujours et aussitôt publiés, même si l'unité qu'ils commandent est moins importante que l'exploit qu'ils ont accompli ?

Il faut aussi que le chef qui risque un coup d'initiative puisse se dire qu'au cas où l'élément de hasard qu'il y a dans toute action militaire se retournerait contre lui, son insuccès, si c'est l'insuccès du courage et du talent, ne lui vaudra pas la défaveur de l'opinion et qu'il y a de glorieux échecs.

Il faut enfin, et surtout, que les services de l'arrière se disent bien que les belles et heureuses initiatives ne sont possibles, sur le champ de bataille, que si ces services ont fourni à temps le nécessaire. Je suppose un de ces commandants de compagnie ou de bataillon, dont le talent a si fortement contribué à l'échec des Allemands sous Verdun, un de ces commandants dont l'initiative a vraiment, aux heures critiques de la bataille, sauvé la France : s'il n'avait pas eu à temps soit les fusées éclairantes, soit le bois pour consolider les tranchées, soit le fil de fer barbelé pour les protéger, en un mot les indispensables engins, à quoi aurait servi son talent ou même son génie d'initiative ?

Oui, c'est par la gloire, par cette pure et ardente gloire de sauver la patrie, qu'il faut stimuler l'initiative dans les âmes citoyennes des chefs de l'armée de la République ; c'est aussi en mettant chaque jour davantage à leur disposition les moyens matériels et techniques indispensables à l'action de leur talent, ces moyens sans lesquels, ou s'il ne les a pas à profusion, le plus vigoureux, le plus audacieux des capitaines, des chefs de bataillon, des colonels, des généraux aurait la douleur torturante de se voir réduit à l'immobilité au moment même où il se sentirait, ainsi que ses soldats, dans sa plus chaude veine d'initiative et d'énergie.

(Journal du 22 avril 1916.)

XXXIV

Mobilisons contre l'ennemi toutes nos forces morales

28 avril 1916.

Si la bataille de Verdun, avec une éloquence tragique, nous a montré l'importance vitale de posséder assez de munitions, assez de canons, elle nous a fait voir aussi, avec non moins d'éloquence, quel rôle a joué la force morale, cette force morale qui, sous le plus épouvantable bombardement qu'on vit jamais, put soutenir et maintenir nos soldats en état de résistance victorieuse.

Cette force morale, c'est l'amour de la patrie.

Non pas l'amour d'une patrie qui, comme celle des Allemands, ne consiste que dans le bien-être matériel, dans le bien manger, le bien boire, le bien s'enrichir, sous un maître et en obéissant, mais dans une patrie qui repose essentiellement sur la liberté, sur la justice, sur la fraternité.

Que la patrie, c'est aussi la liberté ; que la guerre, pour la France, c'est la guerre pour la liberté : voilà ce que sentent ou doivent sentir jusqu'au fond du cœur tous les Français, soldats ou civils, qui défendent l'existence nationale contre les Allemands.

J'admire avec sympathie ces nouvelles illustrations du Bulletin des Armées de la République, où, au milieu de drapeaux, se dressent, comme en l'an II, les faisceaux surmontés du bonnet de la Liberté.

J'admire, dans le premier numéro de la nouvelle série de ce Bulletin, cette lettre du général Gallieni au général en

chef (10 mars 1916), où il est dit : « L'artiste... a symbolisé les liens qui unissent les armées de la République et celles de la Révolution. Ainsi, grâce au Bulletin, apparaîtra mieux encore aux yeux de nos combattants qu'ils luttent pour la liberté en défendant la patrie. »

Oui, nous défendons la liberté, c'est-à-dire à la fois notre indépendance nationale et nos institutions démocratiques, contre l'ambition tyrannique d'un Etat encore féodal, qui, n'ayant ni su ni voulu organiser la liberté chez lui, veut la détruire chez les autres.

Ce sentiment de défendre notre liberté française est une de nos grandes forces morales. Mais une autre force morale, non moins grande, c'est l'intention où nous sommes, comme au temps de la Révolution française, d'aider les autres peuples, les peuples plus faibles, à défendre leur propre liberté contre l'Allemagne prussianisée.

Disons-nous bien que la connaissance qu'a le monde de cette intention est un de nos moyens de victoire.

Disons-nous bien que, plus le monde connaîtra ces intentions, plus vite se créera une atmosphère où l'air respirable manquera au militarisme despotique.

Mais avons-nous réellement assez fait pour édifier le monde sur notre idéal, sur nos forces morales ?

Sans doute, ce principe de la liberté des peuples a été proclamé, en plus d'une occasion, par plus d'un des gouvernements alliés. La France l'a proclamé souvent. En Angleterre, M. Asquith le proclamait avant-hier. En Italie, hier, M. Sonnino prédisait « une victoire assurant une ère, non de haine dominatrice, comme nos adversaires la veulent, mais de justice et de liberté pour tous les peuples ».

Sans doute, cette idée et cette promesse sont implicitement contenues dans la déclaration de la Conférence de Paris.

Mais les Alliés ne doivent perdre aucune occasion, soit dans leurs déclarations particulières, soit dans leurs déclarations communes, d'être plus explicites encore, de répéter, d'illustrer par des gestes, de confirmer par des actes, de faire pénétrer dans les oreilles, dans le cœur, dans l'imagination des petits peuples neutres, comme des peuples foulés par le kaiser, ces promesses de liberté, d'indépendance, d'équilibre.

Ne nous contentons pas de dire que les faits, la raison défendent assez, au point de vue moral et intellectuel, l'idéal de notre cause, et qu'il n'y a qu'à laisser agir les faits, la raison. C'est une illusion dangereuse. Le mensonge allemand ne se repose jamais, lui : il s'ingénie infatigablement, il s'infiltre sans cesse, tantôt reculant, tantôt avançant, serpentant, empoisonnant jusqu'au bon sens, dérobant la vérité en des gaz nauséabonds.

Nous avons, certes, fait quelque chose pour la diffusion de la vérité, pour la diffusion de notre idéal : ce n'est rien au prix de ce que nous pourrions, de ce que nous devrions faire. Sans doute, la maladroite brutalité des Allemands assourdit et choque, aux Etats-Unis, en Suède, en Espagne, ailleurs encore, les oreilles délicates. Mais les autres oreilles, c'est-à-dire les plus nombreuses, écoutent ceux qui font le plus de bruit, et, trop souvent, n'entendent qu'eux. Il faut assurément que la vérité parle avec plus de tact que le mensonge, mais il faut qu'elle parle aussi haut ; il faut qu'elle entre, impérieuse, aux oreilles les plus distraites.

De même que nous mobilisons tous les hommes valides, mobilisons non seulement en France, mais dans le monde, toutes nos forces morales, qu'aucune de ces forces morales ne reste au repos, à l'arrière, inutilisée, embusquée. Qu'une fois mobilisées, ces forces soient armées, organisées, concentrées, lancées sur l'ennemi, en même temps que les hommes et les obus. Que, s'ajoutant à nos moyens physiques et les décuplant par cette addition, elles entraînent, à l'assaut de l'empire féodal, l'opinion des

peuples civilisés, l'opinion des peuples qui, petits ou grands, veulent rester ou devenir libres, et qui, petits ou grands, ne resteront ou ne deviendront libres, indépendants, que si l'Allemagne, enfin vaincue, est forcée de renoncer au rêve barbare d'asservir le monde.

(Journal du 28 avril 1916.)

XXXV

La Patrie est toujours en danger ⁹

6 mai 1916.

Pour nos incurables optimistes, la leçon de la bataille de Verdun, c'est qu'il ne faut plus tant s'inquiéter, c'est que nous voilà tirés d'affaire, puisque les Allemands n'ont pu prendre Verdun : il n'y a, selon ces optimistes, qu'à attendre, avec un sourire de certitude, la victoire totale et finale.

Patience, confiance, obéissance, satisfaction de soi-même et des autres, inertie docile, et cette victoire nous tombera du ciel, comme alouette rôtie en bouche bée de gourmand.

Je vois déjà reparaître les phrases d'antan sur l'usure de l'Allemagne, et c'est avec une allégresse orgueilleuse qu'un de nos confrères cite le menu d'un mauvais repas à 5 marks dans une auberge allemande. Un autre, que je croyais plus ferme de bon sens, s' imagine que nous en sommes au quatrième acte de la tragédie, et applaudit déjà à la beauté du dénouement.

Eh bien, je me permets de dire que, si cet optimisme endormeur se répandait dans les esprits, détendait l'effort d'énergie où s'est tendue la volonté française pour briser l'ennemi, ce serait plus funeste à la France que ne l'eût été la prise même de Verdun.

Ah ! Français que nous sommes ! Une nouvelle nous abat ; une nouvelle nous relève. C'est bien, c'est élastique, ce peut même être salubre, mais à la condition que nous ne sortions d'abattement que pour nous ingénier à sauver la patrie par l'action.

Nos héroïques soldats, dont les poitrines ont fait rempart, et qui ont trouvé enfin, dans le général Pétain, un chef dont le talent a été égal à leur héroïsme, nos héroïques soldats, qui ont touché la réalité de la main, et qui l'ont rougie de leur sang, savent et nous répètent que c'est le moment, non de se congratuler, mais de redoubler d'énergie farouche et surhumaine, pour chasser et tuer l'ennemi.

Inutile serait la mort de tant de citoyens français sous Verdun, inutile serait ce coup de talent et de volonté que leur chef a réussi, si ce n'était là le point de départ d'un redoublement d'action, d'une plus intensive énergie du génie français.

En 1792, dans un péril analogue, quand les Austro-Prussiens foulaient le sol de la patrie, une grande bannière flotta sur l'Hôtel de Ville de Paris, avec ces mots en lettres énormes : Citoyens, la patrie est en danger !

En 1916, nous n'avons besoin ni de bannière, ni de décret, — encore qu'il fût plus convenable de lire sur nos murs, au lieu de cette devise humiliante : Taisez-vous, méfiez-vous, la formule de la Révolution : La patrie est en danger, formule non d'effroi ou de résignation, mais d'action et d'audace.

Vous me dites : « Ils ne prendront pas Verdun. Ils ne prendront pas Paris. Ils ne captureront pas les armées françaises. Ils ne seront pas vainqueurs. Donc, ne nous mettons pas martel en tête. »

Je pourrais vous répondre qu'ils ont conquis, sur le sol national, une ou deux lieues de plus, et que c'est beaucoup trop.

J'aime mieux vous répondre que je ne crois pas qu'en effet ils prennent Verdun, que je suis convaincu qu'ils ne prendront pas Paris, que je suis assuré qu'ils ne captureront pas les armées françaises ; mais, j'ajoute aussitôt que, si nous ne brisons pas leur force, si nous ne les chassons pas de France et de Belgique, si nous n'écrasons pas le militarisme prussien, si nous ne cassons

pas les dents aux empereurs de proie, une paix bâclée, une paix boiteuse, une trêve, leur permettra de préparer une autre guerre, meilleure pour eux, et qu'en 1925 ou en 1930, étant plus forts qu'aujourd'hui et nous plus faibles, ils prendront Verdun, ils prendront Paris, ils prendront nos armées, ils prendront la France.

Nous avons cette grande et belle chance que nos destinées sont dans nos mains. Ce dénouement de la tragédie, nous n'y assisterons pas en spectateurs inertes. C'est nous qui le ferons, il sera ce que nous le ferons, il sera ce que nous le voudrons. Nous serons les artisans de notre destinée.

Au temps de Gambetta, le succès était au-dessus de nos forces, et notre héroïsme devait être, non certes inutile, mais impuissant.

Aujourd'hui, avec nos soldats et nos armes, alliés à l'élite des nations, nous sommes sûrs, absolument sûrs de vaincre, de vaincre à fond, de vaincre pour la vraie paix, si nous voulons au sens complet du mot, non d'une souriante et molle volonté de désir, mais d'une fière et dure volonté d'action, la volonté brûlante, créatrice et formidable d'un peuple qui se bat pour vivre libre ou mourir.

Si cette volonté faiblit, disons-nous bien que les pires désastres sont à craindre, soit pour cette future guerre que notre défaillance aura préparée, soit même peut-être pour la présente guerre.

Entendons-nous maintenir notre volonté à la hauteur de notre destinée ? Entendons-nous forcer la victoire ? Écoutons la leçon du canon de Verdun, qui nous crie, comme l'avait déjà crié le canon de Valmy en 1792 :

— Citoyens, la patrie est en danger ! Redoublons d'énergie, et nous la sauverons !

(Journal du 6 mai 1916.)

XXXVI

L'Expédition d'Orient L'armée serbe est prête à reprendre le combat

11 mai 1916.

C'est avec un intérêt ému que nous avons lu les télégrammes annonçant que les premiers détachements de l'armée serbe reconstituée venaient d'arriver en Macédoine.

Quelle doit être la joie de notre armée d'Orient, de son digne chef, de son état-major ! Quel contraste avec les heures sombres où, matin et soir, arrivaient à Salonique les nouvelles des échecs des Serbes, de leur écrasement progressif, de l'impuissance de leur héroïsme ! Le spectacle de l'agonie d'un noble peuple ami, que nous n'avions pas pu secourir à temps, était une torture morale pour l'armée française de Salonique.

Et puis étaient survenues des nouvelles plus affreuses encore : cette retraite de l'armée serbe à travers les rochers et les neiges de l'Albanie, sans ravitaillement, presque sans vêtements, presque sans chaussures ; ces femmes, ces enfants, ces héros mourant de faim et de froid ; de lamentables débris se traînant jusqu'à Saint-Jean-de-Médua, jusqu'à Durazzo, jusqu'à Vallona, et là, devant cette mer amarissima, que leurs yeux n'avaient jamais vue, ce qui restait des Serbes attendant, sans pain et sans abri, les transports italiens, dont les sous-marins autrichiens retardaient l'arrivée.

« C'est fini ! l'armée serbe est morte ! » Voilà ce qu'alors on se disait tristement à Salonique, à Paris, à Londres. Voilà

ce qu'on se disait joyeusement à Berlin, à Vienne, à Sofia.

Oui, il semblait que l'armée serbe n'eût plus droit qu'à une glorieuse et vaine épitaphe dans le cimetière de l'histoire.

Tout à coup éclata ce miracle de résurrection (dont la Serbie avait déjà, plus d'une fois, à travers les siècles, donné l'exemple), miracle issu du génie serbe, miracle issu du fraternel concours, de l'Italie, hier encore hostile, et de la France toujours amie.

La résurrection de l'armée serbe s'opéra à Corfou, et voilà plus de cent mille hommes bien restaurés au physique et au moral, bien armés, bien équipés, brillants de santé, de courage et d'espoir, qui se substituent à l'héroïque et hâve cohue en haillons.

Déjà quelques centaines de Serbes, qui, après l'évacuation de Monastir, avaient pu joindre notre armée de Salonique, y avaient fait admirer à nos soldats leur beauté de paysans vigoureux et bien bâtis. Ce sont d'aussi beaux hommes qui arrivent en ce moment de Corfou et qui arrivent plus imposants encore, puisque c'est toute une armée.

Et quelle armée ! Aussi vigoureuse d'âme que de corps, le cœur durci par la haine, la volonté trempée au feu de la vengeance, l'énergie d'autant plus ardente que l'abattement a été plus profond, cette armée dont l'élasticité morale est aussi forte que l'élasticité physique, cette armée serbe reconstituée, qui aura profité des leçons de sa glorieuse défaite et qui n'aura plus honte à se plier aux conditions actuelles de la guerre et à se terrer, s'il le faut, dans des tranchées, cette armée, dis-je, fera des choses qui étonneront le monde.

Rien que par sa résurrection, elle réconcilie, au camp des Alliés, à Londres, à Paris, à Pétrograd, à Rome, tous les esprits dans la même grande vue stratégique.

On se rappelle qu'il y avait eu des objections, non seulement anglaises, mais françaises, contre l'expédition

de Salonique. Emanées de bons cerveaux et de cœurs patriotes, ces objections invoquaient l'écrasement même de la Serbie, qui semblait rendre inutile le maintien des troupes alliées à Salonique.

La résurrection de l'armée serbe, en changeant à fond la situation, ruine ces objections, à la grande joie de ceux qui les formulaient, puisqu'ils ne les formulaient que par patriotisme. Maintenant qu'il y a une armée serbe, une belle armée serbe, une forte armée serbe, l'expédition de Salonique n'est pas seulement justifiée : elle devient, dans tout grand plan stratégique des Alliés, un des éléments les plus importants pour le succès général, pour l'issue finale.

Nos amis les Anglais ont un génie pratique qui est sensible aux leçons de choses : à voir débarquer les beaux soldats de l'armée serbe, si prêts à l'action, ils sentiront comme nous que le rôle de l'armée des Alliés en Macédoine n'est pas borné à l'immobilité d'un corps d'occupation, mais que c'est une armée d'offensive, destinée à de grandes opérations.

Cette armée d'offensive orientale, les gouvernements alliés sauront la grossir en hommes et la munir de tous les éléments appropriés à une guerre d'offensive, de manière qu'il ne lui manque rien pour réaliser les amples desseins dont elle sera le glorieux instrument.

C'est de l'injustice faite à la Serbie qu'est sortie la présente guerre. C'est peut-être sous l'impulsion et avec le concours de l'armée serbe ressuscitée que se produiront les plus grands événements de cette guerre, les événements décisifs.

(Journal du 11 mai 1916.)

XXXVII

Bulow le bon apôtre

12 mai 1916.

M. de Bulow est-il encore à Lucerne ? Est-il rentré à Berlin ? A-t-il vraiment été appelé au grand quartier général allemand ? Que veut-il ? Que fait-il ? Je m'en moque, direz-vous. Mais le kaiser ne s'en moque pas, et, si les agences télégraphiques qu'il inspire nous parlent constamment du prince de Bulow, de son séjour en Suisse, de ses intrigues, c'est que Guillaume veut que le monde n'oublie pas qu'il a en réserve, pour les circonstances futures, un grand diplomate, le plus fort des diplomates vivants, un diplomate kolossal, ou, comme disaient les journaux allemands, quand on l'envoya à Rome, un « diplomate 420 ».

Napoléon avait Talleyrand : Guillaume a Bulow.

Napoléon se fâchait, se réconciliait avec son Talleyrand : le kaiser se fâche, se réconcilie avec son « cher Bernard ».

Mais que le Bulow du kaiser est supérieur au Talleyrand de Napoléon pour la fidélité et l'obéissance ! Insolent, plat et peu sûr, le prince de Bénévent savait, à l'occasion, mettre son pied boiteux dans le camp de Napoléon et son autre pied dans le camp adverse. Supérieur par la docilité, Bulow égale-t-il l'illustre diplomate français par le génie, par le tact, par le bonheur ? Le demi-insuccès de sa mission à Rome donne lieu d'en douter, encore qu'il ne s'y soit pas montré si grossièrement maladroit qu'on l'a dit. Mais il eut la contrariété d'avoir affaire à des gens beaucoup plus

perspicaces que lui, et c'est là une mésaventure qui n'arriva jamais à Talleyrand.

Je crois bien, cependant, qu'avec ses qualités et ses défauts, le prince de Bulow est le meilleur ou le moins mauvais des diplomates allemands actuels. S'il avait à violer un traité, ce viol ne lui répugnerait en rien ; mais, en violant, il ne dirait pas : « Je viole. » Ce n'est pas un lourdaud, comme ce cynique et ce naïf Bethmann-Hollweg, et jamais on ne l'eût entendu dire : « Chiffon de papier », ou : « C'est contraire au droit des gens. »

Il a de la tenue et du sang-froid.

Le jour où l'Allemagne aura à négocier la paix, il est évident que c'est M. de Bulow qui, comme automatiquement, remplacera le médiocre Bethmann, et, alors, je l'entends d'ici s'adressant à la France, la main sur le cœur et avec un sourire boche, pour protester qu'il a toujours aimé et admiré notre nation.

Et il apportera une preuve de sa bonne volonté une grosse preuve, son gros livre : La Politique allemande.

Publié peu de mois avant la guerre, traduit en français, ce livre, mieux composé, plus clair, plus accessible au grand public mondial que ne le sont d'ordinaire les livres allemands, mais où il n'y a ni force de pensée ni originalité, est en réalité une démarche diplomatique, un artifice pour tromper l'opinion, surtout française, pour nous endormir en nous rassurant faussement, pour nous faire croire que l'Allemagne ne voulait que la paix, alors qu'elle ne préparait que la guerre, pour nous dissuader de nous armer un peu mieux, au moment même où, dans le plus grand secret, l'Allemagne s'armait formidablement pour l'écrasement de la France et la conquête du monde.

C'est une Allemagne innocente et laborieuse dont M. de Bulow trace le tableau dans son livre, une Allemagne qui, dans aucun cas, n'aurait intérêt à faire la guerre, qui, au contraire, a tout intérêt à ne la point faire, à ne la jamais faire. L'idée qui se dégage de chaque ligne de ce gros

volume, c'est que l'Allemagne est la plus pacifique des puissances du monde et que la soupçonner de préparer la guerre, c'est un délire de malveillance.

Et si l'Allemagne ne songe pas à asservir le monde par les armes, la Prusse ne songe pas davantage à asservir l'Allemagne, à la prussianiser. L'idéal de M. de Bulow, c'est « la pénétration réciproque du génie prussien et du génie allemand ». « La vie gouvernementale prussienne doit, dit-il, s'accommoder à la vie intellectuelle allemande, et réciproquement celle-ci à celle-là, de telle sorte que les deux se confondent sans s'affaiblir. »

Pacifiques et honorables préoccupations ! Le moyen de croire que, pendant ce temps-là, les usines Krupp haletaient à fabriquer les instruments de mort pour ensanglanter, terrifier et subjuguier le monde !

Mais c'est dans le chapitre : Allemagne et Finance, que l'hypocrisie endormante se raffine le plus ingénieusement.

Avec un air d'impartialité chevaleresque, M. de Bulow, après avoir dit que « la rancune contre l'Allemagne est l'âme de la politique française », ajoute d'un air aimable : « C'est le trait caractéristique du peuple français, que de placer les besoins psychiques avant les besoins matériels. »

Cette humeur irréconciliable de la France est, pour M. de Bulow, un « facteur » que les Allemands sont obligés d'introduire dans leurs calculs politiques ». « C'est une niaiserie malade à mes yeux, dit-il, que de nourrir l'espérance de pouvoir amener la France à une réconciliation réelle et sincère, tant que nous n'aurons pas l'intention de rendre l'Alsace-Lorraine. Et cette intention n'existe pas en Allemagne. »

M. de Bulow déclare que parler ainsi, c'est faire l'éloge du « fier patriotisme d'un grand peuple ». Et il n'hésite pas à dire : « C'est une preuve d'un vif sentiment d'honneur, quand une nation souffre si profondément d'un affront subi par sa fierté, que le désir de la revanche devienne la passion nationale dominante. »

Sans doute, au moment même où il nous complimente ainsi, cet Allemand nous méconnaît. Ce n'est pas la rancune, ce n'est pas un sentiment d'honneur, ce n'est pas une blessure d'amour-propre qui fait que la France n'a pas pu se consoler de la perte de l'Alsace-Lorraine : ce qui a rendu les Français inconsolables, c'est le regret d'être séparés de leurs frères, de ces frères avec qui ils avaient juré, à l'époque de la Révolution française, le pacte national, et avec qui ils avaient si amicalement pratiqué ce pacte jusqu'en 1870 ; c'est aussi la vue des souffrances de l'Alsace-Lorraine sous la tyrannie allemande depuis 1870. Mais une âme allemande a beau s'ingénier, elle ne peut pas comprendre l'âme française.

Cependant, on le voit, le diplomate du kaiser a eu l'habileté de parler de la France d'une façon flatteuse à la veille de la guerre actuelle. Il a voulu ainsi, en nous flattant, nous tromper sur les abominables intentions de son maître, intentions qu'il connaissait parfaitement bien, et dont d'ailleurs une dépêche de M.Cambon avait averti le gouvernement français. Ah ! il n'était pas difficile de nous donner le change : c'est nous-mêmes qui nous aveuglions et nous bouchions les oreilles !

Mais aujourd'hui l'atroce expérience de la fourberie et de l'atrocité du kaiser nous ont ouvert les oreilles, les yeux, l'esprit. Quand, à l'heure des négociations, le Talleyrand allemand essaiera de nous amadouer avec le souvenir de son gros bouquin complimenteur et le miel de son sourire, nous ne serons pas les dupes du serviteur hypocrite d'un maître hypocrite, et ce ne sont pas les mines onctueuses de ce bon apôtre qui nous détourneront d'écraser, pour la paix du monde, le barbare impérialisme prussien.

(Dépêche de Toulouse du 12 mai 1916.)

XXXVIII

Un exemple historique d'énergie et d'action

14 mai 1916

Dans le danger de la patrie, l'histoire de la patrie, surtout aux époques où, envahie, elle chassa l'ennemi, est une source d'espérance, mais surtout une école de volonté, d'énergie, d'action.

On l'a bien vu, hier, à la Sorbonne, dans cette soutenance de doctorat, où M. Labroue a montré à l'œuvre, en l'an II, le patriotisme des citoyens de Bergerac et l'énergie civique du conventionnel Lakanal dans la crise de la défense nationale.

Professeur agrégé d'histoire au lycée de Bordeaux, député de la Gironde, M. Labroue n'est pas seulement un érudit, c'est un patriote d'action : sous-lieutenant de réserve, il a pris part à la bataille de la Marne, et, blessé à Pogny-sur-Marne, il a été promu lieutenant pour sa ferme conduite.

Au doctorat, il y a deux thèses : une petite et une grande.

La petite thèse de M. Labroue nous fait connaître le rôle patriotique de la Société populaire de Bergerac pendant la Révolution : cette société fut, dans la défense nationale, « tout à la fois un foyer d'enthousiasme, un centre d'initiative, une association de secours aux soldats, un organe d'informations ».

Dans la grande thèse est racontée la mission de Lakanal dans la Dordogne en l'an II, mission qui eut pour objets officiels la levée de chevaux, la manufacture d'armes, l'organisation du gouvernement révolutionnaire, mais qui,

en réalité, s'étendit à tous les modes locaux d'activité nationale : affaires religieuses, justice, instruction, fêtes révolutionnaires, assistances, subsistances, taxes révolutionnaires, travaux publics.

Ce Lakanal, qu'on ne célèbre d'ordinaire que pour ses discours et projets en matière d'enseignement, où il ne fut pas exempt d'incohérence, montra, dans cette mission de défense nationale, une activité ordonnée et créatrice, une volonté brûlante et triomphante, une énergie enthousiaste et efficace.

Ce n'était pas un génie, ce n'était pas un héros surhumain, mais un homme de moyenne stature, de courage moyen, de talent moyen : le sentiment du danger de la patrie avait exalté ses facultés à un degré sublime.

L'esprit de la Révolution française, c'est-à-dire l'esprit même de la France, était en lui et lui inspira la force de vouloir et de réaliser.

Alors, comme aujourd'hui, il y eut un moment où les armées de la République manquèrent d'armes et de munitions, et, alors, comme aujourd'hui, on entendit ce cri du patriotisme : Des canons ! Des munitions ! Barère avait dit à la tribune, le 23 août 1793 : « Des armes, des manufactures de fusils et de canons, voilà ce qu'il nous faut pendant dix ans ! » Lakanal écrivait, le 25 floréal an II : « Des fusils, des fusils ! voilà le cri inextinguible de la France en révolution. »

Une manufacture d'armes avait été ébauchée à Bergerac. Essai languissant. Lakanal décida d'en faire une réalité, et, par la puissance de sa fermeté obstinée, par son impulsion tour à tour foudroyante et organisatrice, il créa tout avec rien, en moins d'un mois et demi : fonds, ouvriers et subsistance des ouvriers, matériaux de construction, locaux, matériaux et instruments de fabrication ; le conventionnel trouva tout, procura tout, entraîna toutes les volontés dans le sillage de sa volonté, souleva les obstacles par son énergie, et, dans son rapport du 15 messidor, an II,

où il annonçait l'envoi des cent premiers fusils fabriqués, il s'écria joyeusement : « Vive la République ! Elle seule peut enfanter des prodiges incroyables pour les infortunés courbés sous la verge des rois ! »

Autre exemple de cette énergie révolutionnaire :

Dans la Dordogne, les chemins étaient en affreux état, impraticables, et pourtant une grande partie du ravitaillement des armées devait passer par ce département. Les essais de réparation, par voie administrative et bureaucratique, n'avaient abouti à rien. Lakanal invita les citoyens et citoyennes de la Dordogne à réparer eux-mêmes, en trois jours, les routes et chemins : « Traitons les chemins, s'écria-t-il, comme nous traitons les traîtres, révolutionnairement. Ce mouvement révolutionnaire est déjà réglé par le représentant du peuple et les quatre ingénieurs du département ; les oscillations en sont calculées avec une précision géométrique ; tout est discuté, pondéré... » Ces trois journées de travail furent une « fête républicaine », la « fête de l'égalité », où on vit travailler fraternellement tous les âges, tous les sexes, toutes les conditions. Par ce coup d'énergie, individuelle et collective, voilà les routes en partie réparées, les voilà en partie praticables, utilisables pour la défense nationale !

M. Labroue a, dans son intéressant livre comme dans son éloquente soutenance, illustré d'autres miracles de volonté opérés par ce patriote de l'an II, « grand entraîneur de foules, dit-il, chef de chœur de l'harmonie qui unissait près d'un demi-million de Périgourdens dans le culte commun de la République et de la Patrie ».

J'ai été très heureux, comme président du jury, de dire au jeune professeur, député et lieutenant, que la Faculté le déclarait digne du grade de docteur avec la mention très honorable (la plus haute que nous décernions) ; en même temps, comme citoyen, je lui étais infiniment reconnaissant d'avoir mis en si belle lumière ces admirables et utiles exemples d'énergie patriotique et révolutionnaire.

Le danger de la patrie est le même qu'en l'an II. C'est la même énergie, individuelle et collective, qui, par un effort total, continu, plus vigoureux aujourd'hui qu'hier, plus vigoureux demain qu'aujourd'hui, pourra seule sauver la patrie et assurer, par la victoire, la paix, la vraie paix, la paix des hommes libres et des peuples libres.

(Journal du 14 mai 1916.)

XXXIX

Le Serment de victoire doit être un serment d'action

20 mai 1916.

Dans le danger de la patrie, les paroles que M. le président de la République a prononcées à Nancy sont aussi importantes qu'opportunes.

Le président a déclaré que la France tout entière a entendu la voix de Nancy et de ses sœurs captives ou suppliciées, et que la France leur répond : « Comptez sur moi. Je ne prendrai pas de repos avant l'achèvement de la victoire. Par les héros de la Marne, de l'Yser et de Verdun, je vous jure que vous serez délivrées, je vous jure que vous serez vengées. »

A nos ennemis, qui prétendent nous avoir offert la paix, M. Poincaré a répondu : « Nous ne voulons pas qu'ils nous l'offrent, nous voulons qu'ils nous la demandent ; nous ne voulons pas subir leurs conditions, nous voulons leur imposer les nôtres. Nous ne voulons pas une paix qui laisserait l'Allemagne impériale maîtresse de recommencer la guerre et qui suspendrait sur l'Europe une menace éternelle : nous voulons une paix qui reçoive du droit restauré de sérieuses garanties d'équilibre et de stabilité. Tant que cette paix-là ne nous sera point assurée, tant que nos ennemis ne se reconnaîtront pas vaincus, nous ne cesserons pas de combattre. »

C'est comme un serment de victoire que le président de la République a prononcé au nom du peuple français.

Que sera ce serment dans l'histoire ?

C'est le troisième qu'en trois siècles les chefs de la nation française formulent devant le monde.

Hélas ! c'est un souvenir amer, mais salubre aussi, mais inspirateur d'action et d'énergie, que le souvenir du serment que Jules Favre proféra, au nom du gouvernement de la défense nationale et de la France envahie, quand il crut devoir déclarer, le 6 septembre 1870, que nous n'abandonnerions « ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses ». Il y eut aussi ce serment de Trochu : « Le gouverneur de Paris ne capitulera pas ! »

C'étaient des serments désespérés : la capitulation de Napoléon III à Sedan, la capitulation du traître Bazaine à Metz ne permettaient peut-être de sauver que l'honneur. (Et cependant l'énergie de Gambetta faillit changer la fortune !)

C'est vers l'autre grand serment français, vers le serment heureux et victorieux qu'il faut tourner nos cœurs et nos volontés.

Le 4 juin 1793, dans le pire danger de la guerre étrangère et de la guerre civile, la Convention nationale discutait le projet de Constitution. C'était le chapitre « des rapports de la République française avec les nations étrangères ». Elle avait voté les articles disant que le peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres, qui ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations, mais qu'il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien. Vint l'article 121 : « Le peuple français ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire. » C'était le langage du Sénat romain. Le conventionnel Mercier objecta : « Avez-vous fait un traité avec la victoire ? » Le conventionnel Basire, ami de l'énergique Danton, répondit : « Nous en avons fait un avec la mort ! » L'article fut unanimement voté, et Barère recommanda à la postérité ce « mot sublime » de Basire.

La postérité a recueilli ce mot, et il resplendit glorieusement dans l'histoire. Pourquoi ? parce qu'il a été

réalisé.

La Convention nationale tint le serment qu'elle avait fait. L'ennemi n'occupait plus le territoire français, l'ennemi était chassé, vaincu, brisé, quand, à Bâle, en germinal an III, fut conclu le traité qui établissait une paix, non allemande, mais française, une paix qui assurait l'indépendance de la France, avec sa frontière naturelle, avec l'équilibre de l'Europe.

C'est que ce serment de victoire avait été un serment d'action, un serment d'énergie farouche et formidable, le serment révolutionnaire de vivre libre ou mourir.

Le pacte avec la mort, juré par ce Basire, se trouva être un pacte avec la vie, et jamais on ne vit la France plus vivante et plus vivace que quand elle eut, selon le mot du temps, décidé de préférer la mort à l'esclavage.

Préférer la mort ! Cela ne voulait pas dire que la France s'enveloppait dans son manteau pour succomber aux coups de l'adversité. Cela voulait dire qu'un peuple qu'il faut tuer pour l'asservir est un peuple sûr de vaincre. Cela voulait dire que la France sut tuer ses ennemis pour ne pas être tuée par eux. Cela voulait dire que la France se sauva et vainquit par sa volonté, par sa science, par ses inventions, par l'énergie de ses gouvernants, par le talent et la vigueur de ses chefs militaires, par l'audace et l'obstination, par les viriles vertus du génie révolutionnaire.

Voulons-nous que le serment de Nancy ait, dans l'histoire, la lumineuse place d'honneur qu'y occupe le serment de la Convention nationale ? Réalisons-le par le même effort tenace et victorieux qu'ont accompli les patriotes de l'an II. Que dans nos âmes et dans nos actes, tout, absolument tout, soit subordonné au danger de la patrie ; qu'il n'y ait pas une pensée, pas un geste qui ne soit dicté par ce danger. Que la routine, la camaraderie, l'égoïsme, la crainte des responsabilités, le débile optimisme souriant, l'esprit de parti et l'esprit d'intrigue, l'illusion béate, l'embuscade du moindre effort, la jalousie des sots

dirigeants et des sots dirigés, que tous ces obstacles au salut de la patrie soient balayés par le danger de la patrie. Que du péril de mort sorte, par notre volonté et notre action, la victoire qui, pour le bonheur de l'humanité, fera la France grande.

Disons-nous-le bien : c'est seulement si chacun de nous veut de toute son âme, si chacun de nous agit de tout son être, que le serment prêté par le peuple français, en 1916, de vivre libre ou de mourir, aura le même glorieux succès que le serment prêté par les hommes de 1793.

(Journal du 20 mai 1916.)

XL

Il faut plus que jamais que le gouvernement gouverne

31 mai 1916.

Dans ce danger de la patrie, — danger non pas accru, mais persistant, — c'est plus que jamais le moment, comme disait Danton, d'empoigner d'une main ferme la manivelle du gouvernement, c'est plus que jamais le moment de gouverner.

Mais en temps de guerre, quand la France envahie lutte pour son existence, quand il s'agit de vaincre ou de mourir, les procédés et les allures des gouvernants ne doivent pas être les mêmes qu'en temps de paix.

En temps de paix, le rôle de l'homme d'Etat, dans notre République parlementaire, a été de persuader, de concilier, de temporiser, de calmer les amours-propres, d'équilibrer les passions et les intérêts, et ce rôle demande surtout de la clairvoyance et du tact.

En temps de guerre, la clairvoyance et le tact, non moins utiles qu'en temps de paix, ne sont pas efficaces sans la volonté, et cette volonté doit être d'acier, c'est-à-dire infrangible, c'est-à-dire agissante, entraînante, impérieuse, au besoin foudroyante, toujours réalisatrice.

Dans le danger de la patrie, il faut savoir, au nom de la patrie, parler en chef, agir en chef, décider, commander, être obéi, châtier, récompenser, entraîner toute la France dans le tourbillon d'une activité dirigeante.

L'homme le plus doux, né pour la conciliation, doit trouver dans le danger de la patrie une force d'audace et

d'énergie à laquelle ne puissent résister ni les individus ni les choses.

Gambetta, dans des circonstances analogues, mais pires, a eu cette force. Gambetta, le Gambetta de Tours et de Bordeaux, a su gouverner, au sens plein du mot, et sa vigueur de chef a failli, dans une situation désespérée, changer la fortune.

Mais, pour des circonstances de guerre nationale défensive, le plus splendide exemple d'un gouvernement qui gouverne, je ne me lasserai pas de répéter que c'est le Comité de salut public.

Si Robespierre pérerait et moralisait, plus pontife qu'homme d'action, les autres membres du Comité gouvernaient vraiment la France dans sa lutte pour l'existence.

Carnot, Robert Lindet, Saint-Just, Prieur (de la Marne), Prieur (de la Côte-d'Or), Jeanbon Saint-André péroraient peu, moralisaient peu : ils commandaient, ils se faisaient obéir, ils aboutissaient.

Quand l'un d'eux, dans sa partie, avait dit, au nom de la République : « Je veux, j'ordonne », tout pliait devant cette volonté, tout obéissait à cet ordre. S'il se rencontrait des hésitants, des égoïstes, des malveillants, la peur du Tribunal révolutionnaire les forçait à l'acte d'obéissance.

Aucun de ces gouvernants de 1793 ou de l'an II n'avait peur des responsabilités. Danton disait : « Périssent ma mémoire, et que la France soit sauvée ! »

Dans le danger de la patrie, ces hommes étaient sans pitié, — sans pitié pour tout ce qui n'était pas la patrie.

Les convenances individuelles, les égards dus aux personnes, le respect dû à l'âge, aux services passés, l'indulgence pour la faiblesse, tous les jolis sentiments de sociabilité qui étaient la parure du type français firent place à une inexorable ardeur d'action, à une dureté impérieuse. Ces hommes qui, comme le héros de Shakespeare, avaient sucé le lait de la tendresse humaine,

ces hommes si sensibles se firent pour la patrie un cœur d'airain, se forgèrent une volonté à la romaine. S'étant fixé un but, ils y marchèrent tout droit, sans dévier d'un pouce, écrasant les obstacles, passant au besoin sur le corps de leurs amis, et leur gouvernement farouche, impitoyable, dictatorial sauva la patrie.

Un moins sombre visage convient à nos gouvernants, qui n'ont pas à gouverner un pays en guerre civile, qui ont à gouverner un pays uni fraternellement contre l'ennemi. Mais en 1916 comme en l'an II, c'est une volonté ferme et dure qui doit diriger la défense nationale.

Aujourd'hui comme alors, il faut, sous le contrôle incessant du Parlement, contrôle à la fois cordial et impulsif, il faut un gouvernement qui gouverne.

C'est là le vœu évident du peuple français, c'est là le vœu évident du Parlement.

Jamais le peuple français n'a reproché à son gouvernement, ni en ce temps de guerre, ni même en temps de paix, d'avoir trop gouverné. Toutes les incertitudes de confiance dont ont souffert les ministres d'hier ou d'aujourd'hui sont venues de ce qu'on n'avait pas le sentiment qu'ils gouvernassent assez, qu'ils eussent assez de volonté, qu'ils fussent assez chefs.

Hanté par le souvenir des combinaisons du temps de paix, des anciennes luttes ou intrigues de partis, le gouvernement semble parfois s'intimider, semble ne se rendre peut-être pas toujours bien compte du désir ardent, passionné qu'à la nation de se sentir gouvernée, pour son salut, par une volonté qui, même avec rudesse, se fasse obéir et aboutisse, par une volonté qui ne s'inspire absolument que du danger de la patrie, par une volonté à qui toute considération de personne soit étrangère.

Que le gouvernement, en face de telle mesure capitale à prendre, en face de telle nouveauté hardie à tenter, où il verrait le salut de la patrie, ne se dise pas que l'opinion comprendrait peut-être mal, que l'opinion ne le suivrait

peut-être pas. L'opinion comprendra, suivra, applaudira toute audace utile. Il n'y a que la timidité, la routine et l'hésitation qui la choquent. La France, toute la France sent, avec sa raison et avec son cœur, que la première et indispensable condition pour chasser l'ennemi, c'est que, sans souci des intérêts particuliers, sans pusillanimité et sans hésitation, soutenu par la nation et par le Parlement, la volonté tendue vers le but, le gouvernement gouverne.

(Journal du 31 mai 1916.)

XLI

Encourageons le zèle de nos amis américains

6 juin 1916.

Dans le danger de la patrie, infiniment précieuse, infiniment utile nous est l'amitié des libres citoyens de l'Amérique du Nord.

Je ne dis pas cela seulement à cause des ressources matérielles que nous trouvons, en si grande abondance, aux Etats-Unis, mais aussi, et surtout, à cause de l'aide morale, de la sympathie d'intelligence et de cœur.

Au moment où l'élection présidentielle donne à nos amis d'Amérique l'occasion de manifester cette sympathie et à nos ennemis germains et pro-germains l'occasion de la contrarier, de la tromper par des calomnies ou des insinuations, il est bon de dire hautement combien nous sommes reconnaissants d'une telle sympathie, combien nous avons conscience de ce qu'elle a de noble et de généreux.

Les Américains se plaignent quelquefois, amicalement, de ce que nous les comprenons mal. Parce que quelques badauds à courte vue s'imaginent que le génie américain est uniquement pratique, qu'aux Etats-Unis on ne songe qu'à gagner de l'argent, beaucoup d'Américains croient que les Français en général ont cette idée fausse des Américains. Cela les attriste, cela arrête quelquefois sur leurs lèvres l'expression de leur amitié.

Ne perdons jamais une occasion de faire sentir aux Américains que le peuple français ne porte pas ce jugement superficiel sur le peuple américain. Si le génie pratique de

l'Amérique nous paraît admirable, nous admirons aussi son génie idéaliste.

Jamais cet idéalisme ne s'est exprimé avec plus de franchise, avec plus d'éclat que dans ce récent manifeste où cinq cents « intellectuels » américains, représentants de toutes les élites de la pensée et de l'action, ont apporté à la cause de la France et de ses alliés l'adhésion de leur raison et de leur cœur.

Sans doute c'est l'intérêt des Etats-Unis que l'Allemagne ne triomphe pas : ce triomphe ruinerait la situation économique de la grande République, la forcerait de devenir un Etat militaire et de s'enchaîner à l'alliance d'un autre Etat militaire. Mais ce point de vue utilitaire n'est même pas indiqué dans le noble manifeste des Cinq Cents. Il n'y est question que de justice, de liberté, d'honneur, d'humanité. Il n'y est question que d'idéal.

J'ai voulu m'assurer que je n'étais pas seul à sentir et à admirer l'idéalisme généreux de ce manifeste. J'ai lu et commenté ces paroles américaines en Sorbonne, à mon cours public : aussitôt l'auditoire a éclaté en applaudissements de gratitude et d'amitié. Ah ! oui, la sympathie française répond à la sympathie américaine : elle la sent, elle l'aime, elle en est fière.

Hier, à Paris, M. Whitney Warren, cet Américain dont le talent est si spirituel et si cordial, nous a fait battre le cœur par les vérités amicales et originales que sa conférence a exprimées sur nos deux nations. Une phrase de lui est déjà illustre et historique : c'est quand il dit que le peuple américain « a taillé son berceau dans l'idée du droit ».

Quand le bon peuple de Virginie, complètement et librement assemblé à Williamsburg le 1^{er} juin 1776, déclara que « tous les hommes naissent également libres et indépendants », que « toute autorité appartient au peuple et, par conséquent, émane de lui », que la conscience doit être libre, que la liberté publique a pour « boulevard » la

liberté de la presse, il a construit ce « berceau » dont parle M. Whitney Warren : c'est le berceau de la démocratie, non seulement de la démocratie américaine, mais de la démocratie française.

Par le sang de ses fils, la France a aidé les Etats-Unis à se constituer en nation libre, et aussitôt la liberté américaine a créé la liberté française. Notre révolution s'est faite à la suite et à l'imitation de la révolution américaine, et nous avons emprunté aux Américains les formes de leur Déclaration des droits, dont la philosophie française leur avait inspiré l'esprit.

Français et Américains, nous avons donc été élevés dans le même « berceau ». Fort différemment organisées, parce que leurs conditions historiques différaient fort, la démocratie française et la démocratie américaine sont sorties du même idéal de liberté, de justice, de fraternité.

Eh bien ! c'est pour cet idéal que la France combat contre l'Allemagne prussianisée, et quand des citoyens américains applaudissent à ce combat français, c'est leur propre idéal qu'ils honorent et qu'ils défendent.

Nous pouvons dire sans faux orgueil, et parce que c'est la pure vérité, que si la plupart des Américains ont adhéré de cœur à la cause des Alliés, c'est par amitié pour la France, qui personnifie dans le monde les principes mêmes de leur propre république.

Voilà les véritables sentiments du peuple français pour le peuple américain. Le peuple français considère le peuple américain comme un peuple frère, frère par le « berceau », frère par la démocratie, frère par l'esprit chevaleresque, frère par l'idéal.

En ces jours où les citoyens des Etats-Unis préparent leurs destinées, et un peu celles du monde, par l'élection de leur président, nous leur rappelons amicalement cette communauté de berceau et d'idéal qui lie les destinées de nos deux nations, et qui les lie si étroitement que la victoire des empires despotiques ruinerait dans son principe vital

aussi bien la république américaine que la république française !

(Journal du 6 juin 1916.)

XLII

L'histoire dit comment une coalition peut vaincre

14 juin 1916.

Dans ce danger de la patrie, qui est le danger de toutes les patries alliées contre l'Allemagne, l'histoire nous enseigne en quelles conditions, par quels moyens une coalition de puissances diverses peut triompher d'un adversaire unique et vigoureux.

Qu'on ne dise pas qu'aujourd'hui, dans cette guerre, c'est coalition contre coalition. Il n'y a qu'une coalition, c'est la nôtre, c'est l'union de nations qui ont un but commun, à savoir : de défendre l'indépendance et la liberté des peuples contre la tyrannie allemande, mais qui se sont associées dans une égalité de droits, sans qu'aucune d'elles abdiquât quoi que ce soit de son indépendance, de sa personnalité aux mains d'une autre. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, la Bulgarie ne sont pas une coalition, ne sont pas une alliance : c'est un seul et même empire, l'empire allemand, avec un seul chef, le kaiser, qui est en réalité notre unique adversaire, et qui groupe et mène contre nous, non des alliés, mais des sujets.

Quelle a été, dans l'histoire, la fortune de coalitions comme la nôtre ?

Il y a un exemple illustre, sans cesse rappelé en Allemagne, et qui gonfle tout cœur prussien d'espérance et d'orgueil.

C'est l'exemple de la Prusse elle-même au milieu du XVIII^e siècle, c'est l'exemple de la coalition des deux tiers

de l'Europe contre ce Frédéric II à qui ses contemporains ont donné le nom de grand.

Jamais coalition ne parut plus sûre de vaincre. Jamais guerre n'offrit tant de vicissitudes. Prodigieuses furent, du côté du grand Frédéric, les alternatives de victoires et de revers. Ce prince philosophe connut tous les hauts et tous les bas de la fortune. Le vainqueur de Rosbach perdit Berlin à un moment : cette capitale fut prise, occupée, rançonnée par les Russes. Il vint un jour où le désespoir du roi de Prusse fut tel qu'il songea au suicide.

Finalement, la coalition ne put vaincre Frédéric, et la Prusse obtint non pas la victoire militaire finale, mais précisément cette paix du coup nul dont parlent aujourd'hui les Allemands, une paix où aucun des belligérants ne fut mutilé en son territoire européen, mais d'où est sortie la puissance de la Prusse.

« Qui pouvait prévoir, dit Frédéric lui-même, commentant cette paix dans ses Mémoires, qui pouvait prévoir ou se figurer que la Prusse, attaquée par les forces de l'Autriche, de la Russie, de la France, de la Suède et de tout le Saint-Empire romain, résisterait à cette ligue formidable, et sortirait d'une guerre où tout annonçait sa perte, sans être démembrée d'aucune de ses possessions ? »

Eh bien ! les raisons de ce résultat si imprévu, si étonnant, Frédéric lui-même les trouve non dans son propre génie militaire, qui était pourtant un des plus beaux qu'on ait vus, mais dans les fautes, les défaillances, les incertitudes de la coalition qu'il eut à combattre.

Il déclare formellement que les principales causes pour lesquelles la Prusse ne fut pas vaincue, dans cette guerre de Sept Ans, ce furent — et voici ses propres expressions, si instructives pour nous — « le défaut d'accord et le manque d'harmonie entre les puissances de la grande alliance ; leurs intérêts différents, qui les empêchaient de convenir de certaines opérations ; le peu d'union entre les généraux russes et autrichiens, qui les rendaient

circonspects lorsque l'occasion exigeait qu'ils agissent avec vigueur pour écraser la Prusse, comme ils l'auraient pu faire effectivement ».

Si mou était le lien qui attachait ensemble les puissances alliées contre la Prusse qu'il se desserra avant la fin de la guerre : deux de ces puissances firent avec Frédéric une paix séparée.

Chaque coalisé avait grande envie de vaincre, faisait force dépense en hommes, en argent, en projets. Mais c'était une coalition sans chef, sans unité de direction et d'exécution, ou plutôt une coalition sans tête.

Voilà un exemple de coalition vaincue — à ne pas suivre. Voici un exemple de coalition victorieuse — à suivre.

C'est la coalition contre Napoléon I^{er}, qui voulait se rendre maître de l'Europe et du monde.

Il y eut des vicissitudes encore plus stupéfiantes qu'à l'époque de Frédéric II. A un moment, Napoléon s'imagina avoir réalisé son rêve, quand toute l'Europe continentale sembla tombée à genoux devant lui, quand il épousa une princesse autrichienne, quand il fit de son beau-père un vassal. On le vit maître du monde. Eh bien ! la coalition fut finalement victorieuse, victorieuse du plus grand génie militaire qui ait existé, et victorieuse à fond.

Cette coalition, même quand elle semble brisée par ses défaites, ou dissoute dans la paix napoléonienne, avait une unité de direction et d'exécution, non seulement pour guerroyer, mais pour se préparer, pour se refaire, pour conspirer sans cesse, infatigablement, contre Napoléon.

Cette coalition avait un chef, — l'Angleterre, — chef librement accepté, chef qui laissait à chaque puissance son indépendance, sa personnalité, mais chef indiscuté, chef obéi, chef qui ne substituait pas tyranniquement sa volonté à celle des alliés, mais qui unifiait les volontés diverses et concordantes de ces alliés pour une action commune.

Patiemment, lentement, sûrement, cette coalition, ainsi dirigée et gouvernée, finit par briser un empereur qui, en puissance et en génie, a dépassé dans l'histoire tous les empereurs.

Puisse l'exemple de cette coalition victorieuse encourager, inspirer notre actuelle coalition de peuples libres combattant pour leur indépendance et pour la liberté du monde ! C'est par l'unité de direction, c'est par l'unité de décision, c'est par l'unité d'action que les Alliés, étant le nombre, seront la force, — la force victorieuse !

(Journal du 14 juin 1916.)

XLIII

Ne perdons pas de vue le plan pangermaniste

23 juin 1916.

Le danger de la patrie française n'est pas seulement en France, sur la ligne Nieuport-Belfort, Le danger de la patrie anglaise n'est pas seulement aux rives de la grande île, menacée d'invasion ou de bombardement. Le danger de la patrie italienne n'est pas seulement aux Alpes et en Vénétie. Le danger de la patrie russe n'est pas seulement en son territoire envahi.

Il y a un danger supérieur et général, un danger commun à tous les Alliés, éventuellement mortel pour chacun d'eux, et qui est tellement dominant que, si un des Alliés ne le voyait plus, ce serait sa perte, comme ce serait la perte de tous ses co-alliés.

Ce danger, c'est le pangermanisme.

Si le pangermanisme n'avait pour but que de réunir sous un même sceptre tous les Germains, il serait, certes, périlleux pour la liberté du monde, mais le pangermanisme est bien autre chose et a un bien autre but.

Dans son sens large et théorique, ce mot indique la prétention de l'Allemagne à dominer le monde entier. Dans son sens précis et pratique, il indique un plan dont le but immédiat est d'assujettir à l'empereur allemand certains pays et certains peuples, les pays et les peuples situés entre l'Allemagne et le golfe Persique, à savoir l'Autriche-Hongrie (quoique non allemande en majorité), à savoir les Balkans, à savoir la Turquie, à savoir aussi les provinces baltiques et la Pologne, à savoir enfin la Hollande, la

Belgique, et le nord de la France, sans oublier l'Afrique française, l'Egypte, le canal.

Ce qu'il faut bien voir, c'est qu'en fait, aujourd' hui, ce plan se trouve aux trois quarts réalisé.

Si les Allemands n'ont pas Calais, ils tiennent le Nord de la France et la Belgique. Ils tiennent presque tous les territoires russes qu'ils voulaient. Ils tiennent l'Autriche-Hongrie, leur alliée, ils la possèdent, ils se préparent à l'annexer économiquement, puis politiquement. Ils tiennent la Bulgarie. Ils tiennent la Turquie. Il ne leur manque plus que leur débouché au golfe Persique.

Un diplomate belge qui est un homme de coup d'oeil, M. le baron Beyens, a dénoncé ce plan et ce péril dans son livre : l'Allemagne avant la guerre, que tout bon Européen devrait méditer. Un Français ardent et perspicace, M. Chéradame, a développé cette vue dans un livre non moins utile et plus saisissant encore : Le plan pangermaniste démasqué.

Chaque nation alliée doit sentir profondément que c'est ce plan qu'il faut déjouer par la victoire militaire, et que, quand nous jurons d'écraser le militarisme prussien, c'est ce plan-là que nous jurons d'écraser.

Il faut que la France se dise que, s'il arrive que la ligne Hambourg-Bagdad constitue l'épine dorsale du peuple monstre et maître, il deviendra impossible de récupérer l'Alsace-Lorraine, ou, si on la récupère, de la garder, et c'en sera fait de notre indépendance nationale.

Il faut que l'Italie se dise que, si elle laisse réaliser le plan pangermanique, c'est sa ruine : en ce cas, adieu le Trentin, adieu Trieste, adieu le rêve d'unité, adieu l'Italie elle-même !

Il faut que la Russie se dise que, si l'Allemagne arrive à étendre ses tentacules, ses rallonges, jusqu'au golfe Persique, elle devra, elle, la Russie géante, disparaître de l'Europe.

Il faut que le Japon se dise que le triomphe du pangermanisme organiserait et dresserait contre lui la masse chinoise.

Cette vue de la réalité des choses, de la réalité du danger mondial, de la presque totale réalisation actuelle du plan pangermaniste signifie aux Alliés qu'il n'y a de vraie victoire, de victoire de salut et d'avenir, que celle qui empêchera ce développement en longueur, à travers l'Europe, les Balkans et la Turquie, du gigantesque empire allemand.

Pour nous tous, Alliés, c'est nécessité vitale de couper ce développement.

C'est le bon sens le plus sûr qui avait inspiré l'idée de cette expédition des Dardanelles, si mal réussie, et le sentiment populaire, qu'une fois Constantinople prise, la guerre finirait vite, était la vérité même, la raison même.

Voilà pourquoi l'expédition de Salonique, en tant qu'elle vise à rompre le contact de l'Allemagne avec l'Asie, pourra être, si on l'organise bien, un grand moyen de victoire.

Voilà pourquoi cette avance russe, qui, menaçant la Hongrie, menace le pangermanisme à son centre même, est saluée avec enthousiasme par l'opinion publique, non seulement en Russie, mais en France, en Italie, en Angleterre.

La France veut-elle vaincre l'Allemagne à fond, pour une paix qui soit vraiment une paix ? Les Alliés veulent-ils sauver leur propre indépendance et la liberté du monde ? Qu'ils visent surtout à casser pour toujours, économiquement et politiquement, le bloc germano-austro-bulgaro-turc. La destruction définitive de ce bloc formidable et tyrannique, voilà la vraie victoire. Une victoire qui laisserait subsister ce bloc ou la possibilité de le reconstituer, voilà la fausse victoire, c'est-à-dire la défaite et le désastre pour demain ou après-demain, c'est-à-dire l'asservissement du monde par l'Allemagne !

(Journal du 23 juin 1916, édition départementale.)

XLIV

Faut-il envoyer des commissaires aux armées

27 juin 1916.

Dans l'actuel danger de la patrie, et au moment où la Chambre vient de décider d'instituer une délégation de contrôle, on parle beaucoup de ces commissaires aux armées, de ces représentants en mission qui, en 1793 et en l'an II, jouèrent un si grand rôle dans la défense nationale.

Pour bien comprendre ce que fut ce rôle, il faut se rappeler quel était le régime gouvernemental et militaire d'alors.

Il n'y avait pas de généralissime, et ce fut même un principe constitutionnel qu'il ne devait pas y en avoir. Ce n'était pas seulement parce que les Français du temps de la Révolution considéraient comme dangereux pour la liberté de remettre aux mains d'un seul homme la conduite de toutes les armées de la République : c'était aussi, et surtout, parce qu'ils estimaient que la haute direction de la défense nationale était l'affaire du gouvernement, qui est seul à posséder toutes les notions politiques et diplomatiques sans lesquelles on ne peut former un plan stratégique rationnel.

Durant toute cette immortelle campagne, qui aboutit à la victoire de Fleurus et qui sauva la France en lui donnant la frontière du Rhin, le généralissime des armées françaises ce fut le gouvernement de la République, ce fut le Comité de salut public.

Dans ce Comité, si Carnot eut la plus grande influence, si ses avis prévalurent le plus souvent, il ne fut ni dictateur ni

même seul pour la direction générale de la stratégie. Le gouvernement tout entier participa aux grandes décisions, travailla aux moyens de victoire.

En de telles conditions, et quoique le Comité laissât aux généraux une liberté tactique, il était indispensable qu'il envoyât des agents, des inspecteurs aux armées pour s'assurer que ses ordres étaient exécutés non seulement dans l'ensemble, mais dans les détails importants.

Yeux et bras du gouvernement, ces envoyés furent de plusieurs sortes ; il y eut des commissaires de ce Conseil exécutif provisoire qui était subordonné au Comité ; il y eut des commissaires du Comité ; il y eut des commissaires de la Convention, désignés sur le rapport du Comité, ou envoyés directement par le Comité lui-même ; il y eut aussi des membres du Comité, qui allèrent aux armées, comme Carnot, comme Saint-Just.

Ne vous les représentez pas sous les traits de ridicules proconsuls ambulants, qui se plaisaient à contrarier, à vexer, à terroriser les généraux. Leurs pleins pouvoirs s'exerçaient surtout pour lever les difficultés, activer les mouvements, assurer le ravitaillement, faire arriver les munitions, briser la routine, déjouer la bureaucratie, décourager la paperasserie, punir l'égoïsme, la paresse, châtier la négligence, chasser l'incapacité, violer toutes les règles du temps de paix pour placer à la tête des armées le talent et la jeunesse.

Le Comité de salut public partait de cette idée que le pouvoir militaire ne peut pas se contrôler lui-même, s'inspecter lui-même, se rectifier lui-même, se punir ou se récompenser lui-même. Le Comité craignait ce puissant sentiment de camaraderie entre les officiers sortis d'une même école, sentiment aimable et charmant en temps de paix, mais, qui, en temps de guerre, peut devenir funeste à la défense nationale, s'il porte à fermer les yeux sur les défaillances et les négligences. Le Comité de salut public savait très bien que, si deux camarades de l'école de

Brienne avaient à s'inspecter l'un l'autre, celui qui eût dénoncé l'autre comme ayant mal installé sa batterie ou mal réglé son tir aurait manqué au point d'honneur de la camaraderie. Le Comité envoyait donc des agents étrangers à cette camaraderie, qui voyaient clairement, signalaient fermement, redressaient hardiment.

Par ces agents, le Comité avait des renseignements sûrs. Ainsi, nul général ne pouvait le tromper sur le chiffre exact de ses pertes. Surtout, il voyait par de bons yeux, et sur place, et dans l'action même, dans la fournaise même, les talents à l'œuvre, et cette expérience directe lui permettait de promouvoir ces talents, de les mettre à la tête.

Ces envois de commissaires aux armées seraient-ils impossibles aujourd'hui qu'il y a un généralissime ?

Non certes, puisque ce généralissime, loyal citoyen, n'est, en fait comme en droit, que l'éminent serviteur de la République, que l'éminent subordonné du gouvernement de la République.

Même quand, par le décret du 2 décembre 1915, le gouvernement a placé l'armée d'Orient et le général Sarrail sous les ordres du général Joffre, « commandant en chef des armées françaises », il ne s'est nullement dessaisi de ses attributions essentielles, et il a eu soin, dans ce décret même, de rappeler l'article du décret du 28 octobre 1913, sur la conduite des grandes unités, qui porte que « le gouvernement, qui assume la charge des intérêts vitaux du pays, a seul qualité pour fixer le but politique de la guerre », pour « désigner l'adversaire principal contre lequel doit être dirigée la plus grande partie des forces nationales », pour « répartir les moyens d'action et les ressources de toute nature ». Afin d'éviter toute équivoque, M. Briand a rappelé et revendiqué, à la tribune, ce pouvoir et ce devoir du gouvernement.

Certes, il ne s'agit pas de singer les conventionnels, leurs écharpes, leurs sabres, leurs chapeaux à plumes, leurs pleins pouvoirs. Il s'agit de faire en sorte que le

gouvernement, qui a la responsabilité, et le Parlement, qui a le contrôle, se procurent les moyens et le personnel d'inspection, d'application et de contrôle qui, en levant tous les obstacles, aident nos généraux à hâter le moment de la victoire.

(Journal du 27 juin 1916.)

XLV

Lettre au « Chicago Daily News » 10

CULTURE ALLEMANDE, CULTURE FRANÇAISE

16 décembre 1915.

Monsieur,

Vous me demandez en quoi la culture française me semble différer de la culture allemande.

Sans doute, vous ne parlez pas seulement de la culture des lettres, des sciences et des arts, mais de toute la civilisation, c'est-à-dire de tout l'effort d'une société humaine pour s'améliorer elle-même et pour se rendre plus heureuse.

Pour bien répondre à votre question, il faudrait tracer un tableau comparé de la société française et de la société allemande. Il faudrait que ce tableau fût historique, qu'on y vît le développement de ces deux sociétés à travers les siècles, le caractère même de ces deux sociétés.

Je n'ai ni le temps, ni la force d'entreprendre un tel travail, et c'est une courte réponse que vous me demandez.

Ce que je puis dire, c'est que, depuis le commencement de la guerre actuelle, certaines différences nous sautent aux yeux que nous apercevions moins auparavant, tandis que d'autres différences tombent de notre mémoire.

Ainsi, naguère, nous autres, hommes d'étude, nous voyions les Allemands plus sentimentaux que nous, plus

amis des spéculations métaphysiques et de la rêverie, et aussi plus passionnés pour l'érudition, et aussi plus amateurs de musique.

Aujourd'hui, nous les voyons plus brutaux, plus menteurs, plus cruels, plus orgueilleux, plus égoïstes.

Certains traits constants de leur caractère ont pris du relief. Ainsi, nous les avons toujours vus enclins à l'obéissance et même à la servilité. Aujourd'hui, ce sont des esclaves, presque des machines aux mains d'un maître.

Ces quelques traits du caractère allemand, qui nous frappent aujourd'hui ou que nous avons oubliés, suffisent-ils à définir l'actuelle culture allemande, c'est-à-dire les principes, le but, la méthode de la civilisation des Allemands ?

Non, certes.

La vérité, c'est que les Allemands d'aujourd'hui ont l'idée que les hommes, naissant inégaux en force physique et intellectuelle, ont des droits inégaux.

Les plus faibles doivent, selon ces Allemands, céder aux plus vigoureux, servir les plus vigoureux, ou même disparaître devant eux.

La culture ou civilisation est, selon ces Allemands, de hâter, par un effort raisonné de volonté, l'accomplissement de cette sélection qu'opère lentement la nature, quand elle élimine, dans toutes les espèces, les sujets faibles au profit des sujets forts.

L'idée de liberté et d'égalité semble absente de l'actuelle conscience germanique, ou plutôt cette idée lui semble fausse, dangereuse, anti-civilisatrice.

Les individus sont hiérarchisés en Allemagne selon cette théorie de la force.

Commandement et obéissance, voilà le mot d'ordre de l'actuelle société allemande.

L'inégalité des droits est, pour l'Allemand, la condition même du progrès.

Au contraire, nous autres Français, d'accord avec vous, Américains, et empruntant les formules mêmes de vos Déclarations des droits, nous avons proclamé, en 1789, que les hommes, inégaux par la nature, sont et doivent rester égaux en droits, que le faible a le même droit de vivre et d'être heureux que le fort.

Nous avons déclaré, vous et nous, que les individus sont libres, que le contrat social qui les unit est librement consenti. Ni la société française, ni la société américaine n'ont été fondées sur une hiérarchie de commandement et d'obéissance, mais sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

Chez vous, comme chez nous, la loi est l'expression de la volonté générale, et non l'expression de la volonté d'un chef absolu, né chef et maintenu chef par la force.

Cette théorie allemande de la force, nous ne la voyons pas seulement appliquée aux individus dans leurs rapports entre eux, aux sujets allemands, à l'Allemagne ; nous la voyons aussi, et avec un éclat qui semble triomphant, appliquée aux diverses nations dans leurs rapports entre elles.

De même que les hommes, inégaux en force, sont inégaux en droits, de même les nations faibles doivent, selon les Allemands, s'incliner devant les nations fortes, et il doit y avoir une hiérarchie des nations, comme il y a une hiérarchie des individus. Les petites nations doivent disparaître, pour s'absorber dans les grandes. Les nations de moyenne stature doivent obéir à la nation colossale, au peuple géant, c'est-à-dire à l'Allemagne. Cette inégalité et cette hiérarchie sont la condition même du progrès en civilisation, non seulement pour les peuples d'Europe, mais pour tous les peuples de la planète, pour toute l'humanité. Ou l'humanité sera germanisée par le bienfait de la force, ou elle végétera dans une liberté désordonnée et stérile.

Tout au contraire, vous, Américains, nous, Français, nous avons l'idée que les nations, inégales en puissance, sont égales en droits, que la petite Serbie, que la petite Belgique

ont le droit de vivre, de se développer, tout comme la puissante Allemagne ou l'immense Russie. Nous fondons l'équilibre mondial, comme l'équilibre européen, sur la liberté et l'égalité. C'est par ce droit des gens que nous concevons l'amélioration progressive de l'humanité.

Selon nous, selon vous, le devoir des peuples entre eux est le même que le devoir des individus entre eux : c'est de se traiter en frères, le fort aidant le faible, le faible se sentant l'égal du fort par le droit.

Voilà notre équilibre, opposé à leur hiérarchie.

Au fond, et pour tout dire d'un mot, la culture allemande diffère de la culture française, en ce que l'une a pour fondement la théorie barbare de la force, l'autre repose sur une tradition, à la fois gréco-romaine et chrétienne, formulée dans les Déclarations des droits américaines et françaises, et dans la devise qui résume ces déclarations : Liberté, égalité, fraternité.

Remarquons bien que c'est l'Allemagne actuelle dont la culture diffère ainsi, par principe, de la nôtre.

Cette différence n'existait pas autrefois.

Les grands Allemands du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e. siècle avaient les mêmes principes de culture que les Français ou que les Américains. Kant, Schiller, Beethoven, par exemple, étaient des libéraux, tout comme Montesquieu, Mirabeau, Franklin et Washington. Leurs œuvres glorifient la liberté, protestent contre la théorie sauvage de l'inégalité et de la force.

Kant, disciple génial de la Révolution française, a mis la Déclaration des droits en admirables formules, il a réclamé la liberté pour les nations comme pour les individus, et sa théorie du droit des gens est fondée sur les idées mêmes qui avaient inspiré les révolutions française et américaine.

Oui, le génie allemand a paru, dans un grand moment de son histoire, se faire le champion de la liberté et de l'égalité.

Qui a changé cette direction du génie allemand ? La Prusse, dans la vue et par les moyens que l'histoire nous montre.

Prussianisée, l'Allemagne a quitté la route d'avenir et de lumière où ses grands penseurs l'avaient glorieusement engagée pour reprendre la route du passé et de la nuit.

Dans la conscience de la nation, à la théorie kantienne les Hohenzollern ont substitué la théorie de la force.

Pour Kant, la culture était le passage de ce qu'il appelait l'état de nature à l'état civil (ou de civilisation). Pour la Prusse, la culture est de rebrousser chemin, et, en réalité, alors qu'elle se vante de sa science, sa culture consiste à revenir à l'état de nature, c'est-à-dire à l'état de sauvagerie, à l'état d'égoïsme brutal, à l'idée naïve et enfantine que la force physique est toute puissante.

Cette régression va jusqu'au fétichisme, comme on le voit par cette statue de bois d'un général, où les Berlinoises plantent des clous.

Un poète a dit qu'un sot savant est sot plus qu'un sot ignorant. On peut dire qu'un barbare savant est plus barbare qu'un barbare ignorant. C'est le cas de l'Allemand actuel : sa chimie et son érudition ont rendu sa barbarie plus barbare encore que si elle était ignorante.

Voilà en quoi la culture allemande me semble différer de la culture française.

Je ne parle qu'en général : il y a à excepter des individus et des oeuvres ; tous les Allemands ne sont pas entraînés dans cette erreur prussienne (mais la plupart y sont entraînés).

Je ne parle que pour l'Allemagne actuelle. J'ai rappelé que les penseurs allemands d'autrefois avaient un autre idéal, le même que le nôtre, le même que le vôtre, Américains. Quant à l'Allemagne future, si c'est une paix allemande qui termine cette guerre, sa régression vers la barbarie continuera, au grand détriment, non seulement des autres nations, mais de la nation allemande elle-même.

Si, comme je l'espère, comme la raison le fait prévoir, ce sont les Alliés qui triomphent, et si ce triomphe est assez complet pour forcer les Allemands, non seulement à renoncer pour toujours à leur rêve d'asservir le monde, mais encore à être eux-mêmes libres, à se donner et à pratiquer des institutions libres, à faire leur révolution démocratique et sociale, je crois que cette pratique de la liberté et de l'égalité ramènera peu à peu le génie allemand aux principes que l'Allemand Kant avait si bien exprimés, et qui sont ceux de l'humanité consciente, ceux de l'avenir.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

Reproduit dans la Révolution française de janvier-février 1916.

XLVI

Lettres au « Sun » de New-York

I. — FRANCE ET ALLEMAGNE

25 février 1916.

Est-il vrai, comme le disent beaucoup d'Allemands, que la France haïssait l'Allemagne, ne songeait qu'à une guerre de revanche, et préparait sournoisement une agression que l'Allemagne, menacée dans son existence, n'aurait fait que prévenir ?

Non, ce n'est pas vrai.

S'il en est, parmi les Allemands, qui, disant cela, le croient, et s'il y a des citoyens de pays neutres qui, croyant cela, portent un faux jugement sur la responsabilité des belligérants, c'est qu'ils n'ont qu'une connaissance superficielle des choses et des âmes françaises, et ils prennent quelques manifestations individuelles pour l'expression de notre opinion publique.

Certes, au lendemain de la guerre de 1870-1871, qui nous saigna et nous mutila, nous éprouvions, vaincus et défaits, de la haine pour les Allemands. Certes, le traité de Francfort ne fut considéré d'abord, parmi nous, que comme une trêve, et un nouveau recours aux armes nous parut inévitable à bref délai.

Mais la haine se calma vite, et, vite aussi, elle fit place à un sentiment d'étonnement admiratif en présence du puissant développement économique de l'Allemagne, et même en présence de ses méthodes et résultats

scientifiques. L'idée d'un nouveau et prochain recours aux armes se trouva peu à peu ajournée indéfiniment. Gambetta lui-même, qui avait été le vrai chef de notre défense nationale, l'homme de la guerre à outrance, donna l'exemple de se résigner à n'attendre la restitution de l'Alsace-Lorraine que de combinaisons non-sanglantes.

C'est l'Allemagne qui, à deux reprises, parut vouloir chercher un prétexte pour nous attaquer, et c'est aussi l'Allemagne qui, par ces menaces, par le continuel et énorme accroissement de ses forces militaires, nous obligea, bien malgré nous, à envisager une éventualité de guerre.

Elle nous y força aussi par la brutalité tyrannique dont elle usa à l'égard des habitants de l'Alsace-Lorraine.

Cette annexion de l'Alsace-Lorraine, si funeste à la paix du monde, n'aurait pu obtenir une sorte de résignation volontaire de la part des Français que si leurs anciens compatriotes ne s'étaient pas sentis malheureux sous la domination allemande. Or, ils se sentirent malheureux, et leur infortune fut publique. Les maladresses odieuses des Allemands en Alsace-Lorraine ont, presque autant que l'annexion même, contribué à rendre impossible une réconciliation entre la France et l'Allemagne.

Cependant, notre amour de la paix était tel que nous en étions venus, dans ce qu'on pourrait appeler une partie de l'élite intellectuelle et dirigeante de la nation, à écarter toute expression de ce qui pouvait ressembler à l'idée d'une guerre offensive.

S'il m'est permis de me citer moi-même en exemple, j'avais publié, peu après la guerre franco-allemande, à laquelle j'avais pris part comme engagé volontaire, une biographie de Danton à l'usage des écoles primaires, où je proposais aux enfants, comme devise civique, le mot de ce Danton : « Toutes nos altercations tuent-elles un Prussien ? » Quelques années après, nous croyant sortis de ces circonstances de guerre pour entrer dans des

circonstances normales, j'effaçai ce mot dans une nouvelle édition, tant j'espérais qu'une équitable organisation de l'Europe pourrait s'opérer par des moyens pacifiques !

De même, notre plus grande société d'instruction publique, la « Ligue de l'Enseignement », supprima sa devise : « Par la plume et par l'épée », qu'elle avait adoptée au lendemain de la guerre.

Chez nous, en France, même ceux que nous appelons les « nationalistes », c'est-à-dire les patriotes les plus bruyants, se bornaient, en somme, à ne pas croire aux intentions pacifiques de l'Allemagne, à demander l'accroissement de nos moyens militaires, en vue de nous mieux défendre. Ils voulaient que nous nous armassions jusqu'aux dents en prévision d'une agression allemande. Mais, surtout en ces dernières années, ils ne demandaient pas une agression française contre l'Allemagne.

L'ardeur avec laquelle ces nationalistes soutenaient, développaient la gigantesque politique coloniale française montrait bien au monde que, dans le fond, ils n'avaient pas l'intention d'attaquer l'Allemagne, car l'effort nécessaire pour la conquête et la mise en œuvre du Tonkin, de la Tunisie, de Madagascar, du Maroc écartait toute possibilité de faire en même temps, ou à bref délai, un effort égal pour essayer de vaincre l'Allemagne. D'autre part ces succès coloniaux, en satisfaisant l'amour-propre national, rendaient moins cruel pour cet amour-propre le souvenir de l'humiliation que l'Allemagne lui avait infligée en 1871.

En réalité, les Français républicains en étaient venus à mettre toute leur confiance, comme toute leur ardeur, dans l'expansion des idées libérales et démocratiques. Ils espéraient qu'en créant dans l'Europe une atmosphère de démocratie, ils provoqueraient peu à peu chez tous les peuples l'établissement d'institutions libres, dont le fonctionnement empêcherait la guerre, et aussi réparerait les injustices, nous rendrait l'Alsace-Lorraine, ou, tout au

moins ferait de ces anciennes provinces françaises un Etat indépendant et libre.

En sommes, nous voulûmes établir chez nous, en France, une démocratie modèle, dont l'exemple pourrait gagner, entre autres peuples, les Allemands, et les amener à substituer un gouvernement libéral, moderne et pacifique à leur gouvernement absolutiste, suranné et guerrier.

Parmi les démocrates français, les socialistes allèrent jusqu'à croire que le peuple allemand allait s'engager, s'engageait déjà dans la démocratie. Prenant au sérieux certaines paroles et certains gestes, ils s'imaginèrent candidement que les socialistes allemands étaient d'accord avec eux pour s'opposer, même par une révolte, à toute guerre. Ils allèrent jusqu'à espérer que ces socialistes allemands allaient détruire chez eux l'absolutisme.

Les colloques entre socialistes français et socialistes allemands finirent par devenir fréquents. L'illusion d'un socialisme allemand frère du socialisme français, ami de la paix à tout prix, ami de la France, capable de désobéir aux ordres belliqueux du Kaiser, cette illusion s'empara, en France, d'un certain nombre d'esprits, même clairvoyants. Ainsi, le chef des socialistes français, le cerveau peut-être le plus puissant et le plus instruit qui ait paru dans la politique française depuis Mirabeau, je veux dire feu Jean Jaurès, ne rêvait pas seulement un rapprochement avec l'Allemagne : il m'a souvent dit qu'il croyait ce rapprochement réalisable pratiquement, et qu'il l'espérait prochain.

Ce ne sont pas seulement les socialistes français qui montrèrent leur amour de la paix en conférant amicalement avec des Allemands : même des républicains français non socialistes, peu de temps avant la présente guerre, n'hésitèrent pas à rechercher, eux aussi, de tels colloques, et on se rappelle qu'au printemps de 1913, à Berne, une conférence réunit plus de cent parlementaires français avec quelques parlementaires allemands.

Quant à l'accroissement de nos forces militaires, il ne s'est jamais produit qu'en réponse à des accroissements subits et énormes des forces militaires allemandes, et comme pour une indispensable nécessité vitale, et toujours avec l'espérance passionnée que cet accroissement ne servirait à rien.

D'autre part, l'insuffisance de cet accroissement et de notre préparation militaire en général ne doit pas être attribuée à une sorte d'incurie ou d'impuissance, mais surtout à cette illusion qui nous donnait à croire que la guerre n'aurait pas lieu.

Donc, l'insuffisance de nos préparatifs militaires, qui, depuis, nous a causé tant de tort, est une preuve de plus de nos intentions pacifiques.

Même aux jours critiques qui ont immédiatement précédé la déclaration de guerre, fin juillet 1914, l'opinion française a pesé sur le gouvernement pour qu'il ne lui précipitât pas les décisions et les événements dans le sens de la guerre, et elle désirait si vivement la paix, non par peur, mais par sagesse, que, presque à la dernière minute, elle s'est obstinée à croire cette paix encore possible.

Si la France a accepté la guerre, c'est qu'elle lui a été imposée, c'est qu'elle n'aurait pu s'y dérober qu'en se déshonorant par l'acceptation de l'odieux écrasement de la Serbie, prélude de l'écrasement ou de la sujétion de toutes les nations libres, prélude de l'hégémonie tyrannique de l'Allemagne prussianisée.

En acceptant cette guerre, la France s'est sentie le champion du droit des peuples à l'indépendance ; elle l'a acceptée de toute son âme, et elle veut la faire jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au triomphe de la liberté sur le despotisme, jusqu'au triomphe des principes de l'avenir sur les principes du passé.

(Sun du 2 avril 1916.)

II. — LES PAYSANS FRANÇAIS ET LA GUERRE

2 mars 1916.

Je ne crois pas qu'il soit possible de comprendre comment il se fait que la France puisse soutenir une si longue et si dure guerre avec une telle fermeté, sans que l'opinion publique fasse paraître aucune lassitude ou défaillance, si on ne se rend compte de l'état d'esprit, de la situation morale et matérielle des paysans français.

Les paysans français ont bien changé depuis la guerre franco-allemande de 1870-1871, et un étranger qui n'aurait pas voyagé en France depuis quarante-cinq ans ne les reconnaîtrait pas.

A cette époque, ils étaient, en beaucoup de régions, plongés dans l'ignorance la plus épaisse. Ils étaient encore, en quelques provinces, d'une naïveté presque barbare. Ainsi, en juin ou juillet 1870, dans le Périgord, des paysans crurent, sur je ne sais quel bruit absurde, qu'un gentilhomme campagnard, riche propriétaire, conspirait pour rétablir l'ancien régime, les droits féodaux, etc. Ils se saisirent de lui et le firent brûler à petit feu, avec du bois vert. Certes, il ne faudrait pas croire que beaucoup de paysans français fussent alors dans cet état de sauvagerie, mais enfin de tels incidents, même rares ou isolés, dénotent un état général d'ignorance.

Aussi, quand Gambetta voulut improviser la création d'armées et fut obligé d'en composer la masse d'éléments ruraux, il ne put obtenir toujours de ces ignorants la discipline intelligente et la cohésion solide. Voilà pourquoi les armées de Gambetta ne furent parfois que d'héroïques cohues, d'autant plus que l'idée de la France n'apparaissait pas toujours bien nettement à ces paysans, et un patriotisme conscient et raisonné ne les soutenait pas dans les terribles épreuves qu'ils eurent à endurer.

Peu à peu, et même assez vite, l'instruction gratuite, laïque et obligatoire a tiré les paysans français de leur ignorance. Aujourd'hui, sauf dans quelques régions arriérées, presque tous les paysans savent lire et écrire. La République a formé pour eux, dans les Ecoles normales, d'excellents instituteurs, dont le zèle admirablement dévoué les a munis de toutes les notions utiles à un homme libre, à un citoyen. Etendant maintenant leur pensée au delà de l'horizon étroit que domine le clocher du village, les paysans français ont compris que le petit pays où chacun d'eux est né ne forme qu'un des éléments de la grande patrie française, dont toutes les parties sont solidaires. Ces paysans sont devenus vraiment patriotes.

Ce n'est pas l'école primaire qui, à elle seule, a obtenu ces résultats : les enfants n'y restent pas assez longtemps et en sortent trop jeunes. Ce sont aussi les œuvres que nous appelons « post-scolaires », c'est-à-dire des enseignements donnés le soir aux adultes par les instituteurs, ce sont les causeries amicales et individuelles de l'instituteur avec ses anciens élèves, c'est l'influence générale de l'instituteur, qui est devenu dans chaque village un personnage important, d'une grande autorité morale, parfois prépondérante.

Les journaux ont été aussi un efficace moyen d'éducation paysanne. Depuis vingt-cinq ans, ils se répandent de plus en plus dans les campagnes, même reculées. Si tous les paysans ne les lisent pas eux-mêmes, il n'y a guère de famille de paysan où quelqu'un ne les lise et n'en fasse connaître l'essentielle substance. Ces journaux populaires, soit parisiens, comme le Petit Journal et le Petit Parisien (les plus répandus de tous dans les campagnes), soit régionaux, comme le Dépêche de Toulouse et la Petite Gironde, sont d'excellents éducateurs du peuple par les exactes et variées notions historiques, scientifiques, morales, géographiques, littéraires qu'ils répandent en une

forme élémentaire aussi attrayante que claire. Ils ont ainsi éclairé et affiné le bon sens robuste des paysans français.

Ajoutez à cela que les conditions économiques des paysans se sont singulièrement améliorées dans la période même où l'instruction primaire se répandait davantage, et qu'ils se sentaient plus heureux à mesure qu'ils devenaient plus instruits. Ils étaient donc arrachés à la fois à l'esclavage de l'ignorance et à l'esclavage de la pauvreté.

Si sommaire et si dépourvu de nuances qu'il soit, cet aperçu de l'état intellectuel des paysans français explique comment il se fait que le fond même des armées françaises actuelles, où l'élément paysan entre peut-être pour les sept dixièmes, se trouve tellement plus solide que le fond des armées de Gambetta, quoique ces armées soient presque aussi improvisées, au moins pour ce qui est des dernières recrues, si nombreuses. Voilà pourquoi il règne actuellement dans toutes nos armées une discipline si intelligente et si héroïque, un patriotisme éclairé et ardent, inspiré par la certitude qu'à chaque paysan qu'en défendant la France il défend sa famille et son village, ainsi que ses biens.

Dans ces actuelles armées françaises, dont les anciens cadres ont presque entièrement disparu, de nouveaux cadres ont été aisément formés, grâce aux innombrables individus instruits qu'on a trouvés parmi les simples soldats. Les instituteurs ont fourni là un appoint considérable et de tout premier ordre. Improvisés sous-officiers, lieutenants, ils ont montré des qualités, non seulement d'héroïsme, mais de volonté et de commandement. Menés au feu par ces instituteurs en qui il a tant de confiance, le paysan français est le plus ferme des soldats.

Et puis, il est soutenu encore par le sentiment qu'en son absence sa famille n'est pas trop malheureuse et même qu'elle ne manque de rien. En effet, les allocations que la République donne aux femmes des mobilisés, et qui sont

d'autant plus élevées qu'elles ont plus d'enfants, leur suffisent, vu le bas prix de la vie à la campagne. Il en est même, parmi ces paysannes, qui ne se sont jamais senties aussi riches que depuis la guerre. Au contraire, dans les villes, où la vie est beaucoup plus coûteuse que dans les campagnes, les ouvrières ont parfois du mal à vivre. Il en résulte que les paysannes, c'est-à-dire la majorité des femmes françaises, ne se plaignent pas trop de la guerre, ne gémissent pas trop sur sa durée, et que leurs maris qui sont au front ne reçoivent pas d'elles des lettres découragées, décourageantes.

Dans les villes, les ouvrières seraient plus portées à se plaindre de la durée de la guerre et à écrire à leurs maris des lettres pessimistes, mais les ouvriers-soldats, bien plus instruits encore que les paysans, ont pour la plupart le sentiment très vif de l'indispensable nécessité de mener à une fin victorieuse cette guerre où l'existence même de la France est en jeu. Les jérémiades de leurs femmes, s'ils en reçoivent, ne semblent avoir fait jusqu'ici qu'une médiocre impression sur eux. D'ailleurs, les ouvriers les plus avancés d'opinion, les syndicalistes, ceux que, pendant la paix, à cause d'enfantins écarts de langage, on flétrissait du nom de « sans-patrie », se montrent particulièrement ardents à défendre la France contre le militarisme prussien, et sont d'héroïques soldats.

Pour en revenir aux paysans, il faut noter que, malgré la disparition d'un si grand nombre d'hommes valides, les travaux de l'agriculture ont continué par l'énergique labeur des femmes, des enfants, des vieillards et de quelques non-mobilisés qui ne sont pas trop infirmes. Si la récolte en blé a été insuffisante en 1915, cela provient beaucoup moins de l'insuffisance des labours et ensemencements que de mauvaises conditions climatériques. Très bonne a été la récolte en foin, en pommes de terre, en haricots, etc. Une très suffisante quantité de blé a été importée, et le prix du blé est resté relativement bas. Ainsi dans le département

de la Charente, dont je suis originaire, un sac de blé de 80 kilos vaut actuellement de 24 à 25 francs, c'est-à-dire seulement 3 ou 4 francs de plus qu'avant la guerre. Gomme, d'autre part, les paysans vendent à un très haut prix leur bétail, qu'ils ont de quoi l'engraisser, et que leurs cheptels ont été fort peu diminués par les réquisitions (on importe beaucoup de bétail), les bénéfices qu'ils font ainsi compensent amplement le déficit du blé.

La présente guerre ne cause donc, au point de vue de leurs besoins physiques, presque aucune gêne aux paysans français, à quelque catégorie de travailleurs qu'ils appartiennent, c'est-à-dire fermiers, métayers, domestiques, journaliers. Ceux qui produisent vendent plus cher. Ceux qui ne sont que salariés louent leurs bras à un prix double du prix de temps de paix.

Il n'y a que les bourgeois propriétaires qui souffrent réellement de la guerre, au point de vue matériel ; mais leur moral est soutenu par un patriotisme encore plus éclairé que celui des paysans.

C'est surtout par les pertes d'hommes, si nombreuses, que cette guerre affecte les paysans français. L'instruction, depuis qu'elle est très répandue, leur a donné une sensibilité de cœur qu'ils n'avaient pas autrefois. Leurs deuils leur sont cruels ; mais, s'ils en souffrent plus qu'au temps de Napoléon, par exemple, cette souffrance se trouve tempérée, même chez les femmes, par les habitudes de résignation contractées dans la lutte continuelle contre la nature.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur ce sujet, fort mal connu des étrangers. L'esquisse sommaire que je viens d'en présenter suffira pourtant, je l'espère, à faire comprendre la principale raison pour laquelle, dans cette si longue et si pénible guerre, l'opinion publique française s'est maintenue si solidement jusqu'ici.

(Sun du 2 avril 1916.)

III. — CARACTÈRE ET IDÉAL DES FRANÇAIS

9 mars 1916.

Si on veut conjecturer l'issue de la présente guerre, il est naturel de chercher à apprécier le degré de vigueur physique et morale de chaque belligérant d'après les résultats de son activité antérieure.

Or, dans les nations neutres, il y a beaucoup de personnes, même francophiles, qui sont frappées de voir à quel point la France a été inférieure à l'Allemagne pour le développement économique, commercial, industriel, militaire, et, si on peut dire, pour tout ce qui est pratique.

Ces personnes cherchent à s'expliquer cette infériorité de la République française par rapport à l'Empire d'Allemagne.

Elles se demandent s'il n'y aurait pas quelque rapport entre la puissance économique et la forme du gouvernement de ces deux nations. Est-ce que, par hasard, l'Allemagne devrait ses grandioses résultats dans l'ordre pratique au fait qu'elle a une monarchie despotique ? Est-ce que la France devrait son infériorité dans le même ordre pratique au fait qu'elle est régie par des institutions de démocratie et de liberté ?

Mais l'exemple même des Etats-Unis, la plus libre et la plus démocratique des nations et qui a un tel développement économique, réfute cette thèse, qui, en France, est chère aux partis de réaction. On y pourrait ajouter l'exemple des trois grandes républiques de l'Amérique du Sud, et aussi l'exemple des nations à monarchies libérales et à demi démocratiques, comme l'Angleterre et l'Italie.

Le vrai motif serait-il que la France se trouverait en état de décadence ?

Etant français moi-même, je suis trop juge et partie pour pouvoir répondre à cette question avec autorité. Mais ceux qui disent que la France est en décadence le disent aussi, et à plus forte raison, des autres nations latines. Eh bien, il y a une nation latine qui a donné récemment un merveilleux exemple de volonté pratique et de force productive : c'est l'Italie, dont le développement économique, depuis vingt-cinq ans, a fait l'admiration de tous les observateurs attentifs.

Ce qu'il faut se demander, c'est si les résultats économiques d'une nation offrent le seul ou le meilleur critérium pour apprécier le mérite, le degré de vigueur du génie d'une nation et son rôle dans le monde.

Dans un récent et remarquable article, l'historien italien Ferrero a justement critiqué cette conception si courante qui fait consister le progrès uniquement dans l'augmentation de la richesse et de tout ce qui sert à la produire, hommes et instruments. Il a dit ¹ : « Une nation et une civilisation ne sont pas seulement des quantités qu'on peut exprimer par des chiffres ; elles sont aussi un ensemble de qualités — vices et vertus — qui échappent aux évaluations numériques, qu'il faut apprécier à l'aide d'étalons de mesure plus délicats, moins sûrs, plus difficiles à appliquer, et dont les combinaisons sont parfois très difficiles à prévoir. L'ordre apparent que la police sait maintenir dans les rues, la propreté des gares ou les statistiques les plus froides et sérieuses de la population et du commerce peuvent cacher les délires les plus extravagants de tout un peuple exalté par la cupidité et par l'orgueil. Un pays où la population augmente peu, où les luttes politiques sont âpres et les services de la voirie médiocres, peut garder tout de même un sentiment de la mesure, de l'honneur et de la justice, qui fera de lui, dans une grande crise historique, un élément nécessaire d'équilibre et de salut. »

Vous demandez pourquoi la France n'est pas au nombre des nations qui ont employé toute leur activité, tout leur génie, toute leur âme à l'amélioration de leur bien-être, à des résultats matériels.

C'est parce que la France ne l'a pas voulu ; c'est parce qu'elle a préféré un autre idéal.

Sans faire fi le moins du monde de l'industrie, du commerce, de tout ce qu'il y a de physique dans la vie d'une nation, la France a toujours eu et a autant que jamais le goût de consacrer son génie et son activité à ce qu'il y a de spirituel dans cette vie.

Au point de vue social et politique, elle s'est donné pour tâche et pour mission, surtout depuis 1789, de libérer les hommes de toutes les servitudes, d'établir la liberté, non seulement chez elle, mais dans le monde, de constituer une démocratie libre et fraternelle, qui ne soit pas seulement à l'usage des Français, mais dont l'exemple puisse édifier les autres peuples.

Amoureuse de la paix et de la justice, elle a ambitionné la gloire d'être dans le monde le champion des idées de liberté, d'égalité, de fraternité.

Elle a cultivé son âme plus que son corps. Elle s'est plus préoccupée de son mieux-être spirituel que de son mieux-être physique.

Elle a plus honoré les savants, les poètes, les artistes, les bienfaiteurs spirituels et moraux de l'humanité que ses bienfaiteurs matériels, comme les industriels et les commerçants, auxquels cependant elle accorde chaque jour une place plus haute dans son estime.

Quand on veut juger équitablement une nation et discerner si elle se trouve, oui ou non, en décadence, il faut voir si elle est moins vigoureuse et moins heureuse que par le passé dans la réalisation de son propre idéal. Il serait injuste et décevant de la juger sur son plus ou moins de réalisation de l'idéal d'autrui, et surtout d'un idéal

inférieur, comme celui d'une nation qui ne se propose qu'un accroissement de bien-être matériel.

Or, peut-on dire que la France réalise aujourd' hui moins bien que par le passé cet idéal supérieur auquel elle s'est vouée ?

Non certes.

Son effort démocratique est plus vigoureux et plus heureux que jamais. Notamment, la République a réussi l'œuvre si difficile de l'instruction populaire. Les paysans français sont sortis de l'état d'ignorance où les avait laissés le régime monarchique ou impérial.

Dans le domaine des sciences proprement dites, on ne peut pas dire que le pays de Pasteur et de Berthelot ait dégénéré. Parmi les vivants, un penseur comme Bergson, un prosateur comme Anatole France, des musiciens, des sculpteurs, des peintres montrent que le génie français n'est pas en état de décadence.

Ces hommes et ces œuvres ne sont pas seulement utiles à la France, mais au monde, et ne pourrait-on pas dire avec justesse que les nations les moins en décadence sont celles qui rendent le plus de services spirituels et moraux aux autres nations ?

Si on adoptait ce critérium, je ne crois pas que l'Allemagne actuelle pût apparaître comme étant en état de progrès par rapport, non seulement à la France, mais aux autres nations. Depuis qu'elle est constituée en empire despotique, courte serait la liste des services spirituels et moraux que ses hommes et ses œuvres ont rendus aux peuples non-allemands.

Une nation égoïste comme elle pourrait du moins avoir de l'éclat dans le domaine de la pensée et de l'esthétique. Or, sous le règne de l'empereur actuel, quels sont les poètes, quels sont les peintres, quels sont les sculpteurs, quels sont les musiciens qui ont brillé par leur génie ou même par leur talent ? Depuis que l'Allemagne, unifiée sous le despotisme, s'est vouée corps et âme à la recherche

du bien-être matériel, il semble qu'elle est devenue incapable de produire un autre Goethe, un autre Kant, un autre Beethoven, un autre Wagner ; il semble qu'en matière de beau son cerveau se soit épaissi et stérilisé.

Certes, nous avons eu tort, nous Français, de négliger, par exemple, la préparation militaire, de fabriquer trop peu de canons, de ne point nous armer jusqu'aux dents, d'avoir trop confiance dans la loyauté et les intentions pacifiques des Allemands, de supposer leurs esprits moins enfoncés dans la nuit barbare du moyen âge. Mais cette imprévoyance, loin d'être un signe de décadence, montre que nos esprits étaient plus tournés vers l'avenir que vers le passé. Qui, dans le monde, pourrait nous reprocher d'avoir ainsi préféré les arts de la paix à ceux de la guerre, et d'avoir plus songé à organiser une démocratie qu'à lever et équiper des armées ? Ce ne sont sûrement pas les Américains qui voudraient nous dire dégénérés parce que nous avons mal préparé la guerre.

Pour revenir à ma comparaison entre les nations qui suivent uniquement un idéal de bien-être matériel et celles qui suivent un idéal spirituel et moral, je répéterai ce que le philosophe allemand Kant a si bien dit à l'époque lointaine où l'Allemagne était noblement idéaliste, à savoir qu'il faut juger les nations par les mêmes règles qu'on juge les individus.

Eh bien, est-ce que l'on juge du mérite d'un individu, de son état de progrès ou de décadence, uniquement sur sa puissance économique ? Est-ce que le seul industriel, le seul commerçant, le seul agriculteur, s'il réussit, s'il s'enrichit, mérite d'être considéré comme vigoureux ? Est-ce qu'on le tient pour le seul type ou représentant du génie de sa nation ? Est-ce que le poète, l'artiste, le musicien, le savant ne représentent pas aussi bien ce génie ? Ne pourrait-on pas dire même qu'ils le représentent mieux encore, puisqu'ils en expriment les éléments les plus élevés et les plus nobles ?

Si un de ces artistes ne sait pas s'enrichir, est-ce qu'on dira, à cause de cela, que c'est un homme en décadence ? Si un savant chimiste a négligé de s'armer d'un revolver pour passer dans un chemin où l'attendent des bandits, dira-t-on pour cela que c'est un individu dégénéré ? Corneille et Lamartine étaient pauvres, et cette pauvreté les a mis souvent dans l'embarras : qui oserait dire que Lamartine et Corneille étaient des individus en décadence ?

Ce qu'on ne dit pas des individus, on ne doit pas le dire des nations vouées à la liberté, aux progrès sociaux et moraux, aux sciences, aux arts, même si elles négligent de s'enrichir ou de préparer leurs armes contre les empereurs de proie. Si ces nations continuent à réaliser l'idéal qu'elles ont choisi, et surtout si cet idéal est utile aux autres nations, comme c'est le cas de la France, non, elle ne sont point en décadence !

Il y a un fait très important, très significatif, que j'ai laissé de côté parce qu'il est visible aux observateurs les plus superficiels ou les plus prévenus, c'est le réveil éclatant de l'énergie militaire des Français, dans la présente guerre. Il montre que notre force physique n'a pas plus dégénéré que notre force spirituelle et morale. Nous ne sommes pas seulement un peuple de savants, de poètes, d'artistes : nous sommes aussi, quand il le faut, un peuple de soldats.

(Sun du 9 avril 1916.)

IV. — POURQUOI LA FRANCE DÉSIRE-T-ELLE SI PASSIONNÉMENT RECOUVRER L'ALSACE-LORRAINE ?

18 mars 1916.

Il m'est arrivé parfois, en causant avec des Américains, de m'apercevoir qu'ils ne comprenaient pas très bien pour quelles raisons la France ne pouvait pas se consoler de la perte de cette Alsace-Lorraine qu'elle a dû céder, en 1871, à l'Allemagne.

D'autres Etats ont perdu des provinces aussi riches, aussi peuplées, aussi précieuses à tous égards, et ces Etats s'en sont consolés avec le temps, ont fini par ne plus en vouloir à leurs vainqueurs, et même parfois à faire alliance avec eux.

Pourquoi donc la blessure de la France n'a-t-elle jamais pu être guérie ? Pourquoi la France a-t-elle l'obstiné sentiment qu'elle ne peut vivre ainsi mutilée ? Et cela au point que le plus grand sacrifice qu'elle ait pu faire à la paix du monde, dans ces quarante-cinq dernières années, ç'a été de ne pas prendre les armes pour reconquérir sa chère Alsace-Lorraine !

Certes le sentiment de la valeur matérielle et morale de ces deux provinces est pour quelque chose dans nos regrets. Metz est une belle ville dont les habitants ont un ferme et sympathique caractère. L'Alsace est une riche contrée agricole et industrielle. L'intelligence sérieuse et originale des Alsaciens formait un des éléments les plus sains et les plus vigoureux du génie français. Ceux d'entre nous qui se sont préoccupés du danger que ferait courir à la liberté la trop grande prépondérance numérique d'une religion estimaient que la présence des luthériens d'Alsace dans la société française était un précieux contre-poids. Ce sont de beaux pays, c'étaient d'agréables et utiles concitoyens.

Mais la vraie, l'essentielle raison pour laquelle nous ne nous consolons pas d'avoir perdu l'Alsace-Lorraine, on doit la chercher dans l'histoire de la formation révolutionnaire de la patrie française à la fin du siècle dernier.

Sous l'ancien régime, la réunion des peuples divers ou provinces qui formaient le royaume de France avait été

opérée selon le droit public d'alors, c'est-à-dire par la force des armes, par la diplomatie, par des contrats de vente ou d'échange, par des traités, sans que le consentement des peuples fût jamais invoqué. Ainsi formée, cette patrie était incohérente, manquait d'unité morale, comme d'unité administrative. Le roi était le seul lien d'union entre des éléments fort divers, qui n'avaient pas tous conscience de former un seul et même tout.

La Révolution française, qui fut avant tout unitaire, eut pour résultat de fondre toutes les petites patries françaises en une seule patrie. Cette fusion se fit par un mouvement spontané d'agglomération. Comme si elles étaient animées d'une force centripète, les provinces, les villes, toutes les communautés d'habitants, se fédérèrent, d'abord régionalement, puis nationalement.

Il y eut alors, entre tous les Français, un libre pacte d'union, par lequel individus et groupes se formèrent en une seule nation, en une seule patrie. Ils eurent même le sentiment de ne commencer qu'alors à former véritablement une patrie ; car les philosophes leur avaient enseigné qu'il n'y a pas de patrie sous le despotisme, qu'il n'y a de patrie que là où il y a lois, liberté, égalité, fraternité, souveraineté du peuple. Ceux qui eurent cette conception de la patrie s'appelèrent et on les appela « patriotes ».

Une des plus illustres fédérations où se préparèrent la fédération nationale et l'unité de la France nouvelle, ce fut, en juin 1790, la « Fédération du Rhin », ou « Confédération de Strasbourg ».

Y prirent part des délégués des gardes nationales des départements voisins : Jura, Loire-Inférieure, Marne, Haute-Saône, Doubs, Meuse, Meurthe, Moselle, Vosges, Haut-Rhin, Bas-Rhin, au total 2.281 députés.

Les fédérés se réunirent dans une plaine, près de Strasbourg, autour d'une butte de gazon, surmontée d'un autel de la patrie, également en gazon.

Bénédiction des drapeaux, messe (où à l'élévation, les seuls catholiques furent tenus de mettre un genou en terre), discours patriotique d'un ministre de la confession d'Augsbourg, discours patriotique d'un ministre calviniste, hymne chantée par des jeunes filles luthériennes, tels furent les premiers gestes de la patriotique concorde strasbourgeoise.

Ensuite fut prêté, sur l'autel de la patrie, le grand serment, le serment d'être Français. On jura, à la face « du Dieu de l'Univers » d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, surtout « d'être inséparablement unis, et de voler au secours les uns des autres, pour notre bonheur commun ».

En des fêtes de trois jours, sur cet autel de gazon, les Strasbourgeois virent et adorèrent la figure même de la patrie nouvelle.

Quand un décret de l'Assemblée constituante achemina vers Paris toutes ces fédérations régionales, c'est d'un cœur joyeux que les délégués des départements du Haut Rhin et du Bas-Rhin, c'est-à-dire de l'Alsace, avec les délégués de Metz et du département de la Moselle, renouvelèrent et confirmèrent leur serment d'être Français.

Dans cette grande fédération nationale, tenue à Paris, le 14 juillet 1790, jour anniversaire de la prise de la Bastille, les délégués de toute la France, sur un autel national de la patrie, jurèrent solennellement « de demeurer unis à tous les Français par les liens de la plus indissoluble fraternité ».

Qui, mieux que le peuple américain, peut comprendre toute l'importance, toute la portée, toute la beauté, tout le caractère sacré de ce pacte ? En effet, ce sont les Américains qui avaient donné aux Français l'exemple de s'unir ainsi en nation par un libre pacte. Il n'y avait pas, en 1790, un Français instruit qui ne connût et qui n'admirât le grand événement américain du 9 juillet 1778, cet illustre acte de confédération et d'union perpétuelle entre les États

de l'Amérique du Nord, le pacte libre par lequel s'était formée la nation américaine.

Des raisons de fait et des raisons historiques, qu'il serait trop long de rappeler ici, ne nous permirent pas d'imiter votre régime fédéraliste. Mais c'est sur votre exemple que les Français de 1790 se constituèrent en patrie par un libre pacte social, dont l'idée vous avait été inspirée ou rappelée par les philosophes français.

La révolution américaine et la révolution française sont sœurs en ce qu'elles sont filles des mêmes principes de liberté.

Le peuple américain n'a donc qu'à relire sa propre histoire pour comprendre les raisons qui font que les Français qui ont juré ce pacte du 14 juillet 1790 ne peuvent supporter d'être séparés les uns des autres par la violence.

Notre patrie n'est pas une simple réunion de territoires et d'habitants : c'est une société fondée sur un pacte librement consenti ; c'est une société de frères, qui ne se sentent pas seulement frères par la naissance, mais par un accord volontaire. Une longue pratique, une illustre communauté de malheurs et de bonheurs, de liberté et de démocratie ont cimenté indestructiblement cette fraternité dans le cœur des Français. Voilà pourquoi, si on arrache des Français à la société des Français, c'est pour toute la France une blessure inguérissable.

Ce pacte d'honneur et d'amitié, juré en 1790, et qui fait que l'Alsace est française, les Alsaciens, tout comme les Messins, y ont été joyeusement fidèles jusqu'en 1870, héroïquement fidèles depuis 1870. On peut même dire qu'ils ne se sont jamais sentis plus Français que dans la période où le traité de Francfort (aboli aujourd'hui par l'Allemagne elle-même) les a tenus éloignés de la France. Leur amour de la France a été fortifié par la haine de l'Allemand, qui a lui-même, par son orgueil inintelligent et sa manière brutale, cultivé les fidélités françaises en Alsace et à Metz.

On le voit : la récupération de l'Alsace-Lorraine n'est pas pour les Français affaire d'intérêt ou d'orgueil : c'est une affaire d'honneur, de devoir, d'amour.

Nous nous adressons à nos amis, les républicains de l'Amérique du Nord, et nous leurs disons : Supposez qu'un des Etats américains qui ont juré le pacte de 1778 soit arraché par un conquérant à la République américaine ; supposez qu'il gémissé, esclave sous un maître étranger, et que, conquis, opprimé par l'Allemagne, il se sente plus américain que jamais, est-ce que la nation américaine pourrait se consoler de cette séparation ? Est-ce qu'elle pourrait se résigner à cette violence, à cette injustice ?

D'après ce que vous sentiriez dans votre âme en pareil cas, vous devez sentir, Américains, quelle est la douleur des Français dans cette séparation d'avec leurs frères d'Alsace-Lorraine.

Quelle que fût cette douleur, la France est si amoureuse de la paix, comme il sied à une nation vraiment moderne, qu'elle n'a point provoqué une guerre pour faire rentrer les Alsaciens-Lorrains dans la famille française. Mais, puisque cette guerre a été déchaînée, contre elle et malgré elle, par l'Allemagne, elle ne veut pas poser les armes avant d'avoir, en délivrant les Alsaciens-Lorrains et en les rappelant à elle, tenu le serment prêté le 14 juillet 1790 et reconstitué intégralement la nation.

(Sun du 16 avril 1916.)

V. — LA FRANCE ET L'UNION SACRÉE

28 mars 1916.

Hors de France, on ne comprend pas toujours très bien ce que les Français entendent par « union sacrée », et surtout on ne s'explique pas très bien comment les

Français peuvent se dire ainsi en état d'union, quand on les voit en désaccord sur plus d'une question, soit dans leurs journaux, soit dans leur parlement, où il se produit même, assez souvent, une vive opposition au gouvernement.

Rappelons d'abord l'origine de cette union sacrée.

Le mot date du début de la présente guerre. C'est M. Poincaré, président de la République, qui l'a prononcé le premier, dans son message du 4 août 1914, où il a dit : « La France sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement rassemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique. »

Ces paroles exprimaient parfaitement l'état d'esprit des Français, unanimes à vouloir défendre leur patrie contre un ennemi qui leur déclarait la guerre sur un motif mensonger. La formule employée par le président devint aussitôt populaire, et, plus cette guerre se développe, plus les Français invoquent et entendent pratiquer l'union sacrée.

Voici en quoi consiste cette pratique.

Les Français suspendent pour la durée de la guerre et ajournent à la paix toutes leurs querelles ou discussions sur les questions religieuses, politiques, sociales.

Je mets la religion en première place dans cette énumération, parce que c'est la question religieuse qui divise et passionne le plus les Français. Non pas du tout que les Français aiment à dissenter sur la transsubstantiation, sur la Trinité, ou sur le Sacré-Cœur : les dogmes nous sont profondément indifférents, et quelqu'un qui, dans une conversation entre amis, en parlerait avec intérêt ferait sourire. Mais, chez nous, il n'y a pas, comme chez vous, une balance et un équilibre des Eglises. Il en est une qui possède une prépondérance numérique énorme : c'est l'Eglise catholique, apostolique et romaine, non pas que ses adhérents soient tous des croyants, tant s'en faut, ni que ces croyants soient tous

zélés, mais presque tous leurs chefs sont conservateurs au point de vue politique et social. Un républicain catholique est une exception. L'Eglise catholique est en France comme le lien de tous les partis de réaction. Elle est en France la grande force conservatrice, force agissante, force de combat. Voilà pourquoi, dans un peuple d'incrédules ou de tièdes, elle est si ardemment soutenue et combattue.

Aussi est-ce au point de vue religieux que l'« union sacrée » a été le plus difficile à réaliser, du moins au début. Il est arrivé, en août et septembre 1914, que des évêques osèrent présenter les échecs militaires de la France comme de justes châtiments divins. Mais l'universel patriotisme des fidèles découragea cette attitude d'une partie de l'épiscopat, en même temps que l'attitude presque germanophile du Pape attristait profondément ces fidèles et les amenait à renfermer leur foi dans leur conscience. Cependant les libres penseurs les plus militant cessaient toute attaque contre les religions. Pendant la présente guerre, on peut presque dire que le patriotisme est la seule religion des Français, encore plus qu'à l'époque de la Révolution française.

Si la trêve de l'union sacrée s'est conclue et réalisée sans trop de difficulté en matière religieuse, elle s'est conclue et réalisée tout de suite, et fort aisément, en matière politique et sociale. Même le plus audacieux des journaux royalistes s'est rallié, sinon à la forme républicaine, du moins, pour la durée de la guerre, au gouvernement de la République. Les journaux bonapartistes ne parlent plus de nous donner un Napoléon. Les socialistes unifiés sont devenus provisoirement ministériels, et trois d'entre eux sont entrés et restent dans le ministère. Ni les syndicalistes ni leurs alliés les anarchistes n'ont répugné à l'union sacrée. Sur la tombe de Jaurès, assassiné, à la veille de la déclaration de guerre, l'un des plus ardents syndicalistes, Jouhaux, proclama la trêve patriotique avec une éloquence émouvante.

Nulle part cette trêve n'est aussi scrupuleusement observée que parmi les soldats, surtout sur la ligne de feu et dans les tranchées. Là le danger commun et l'action commune font de l'union sacrée une réalité de tous les instants. Là, toutes les distinctions sociales ou d'opinion sont effacées. Là, c'est véritablement un peuple de frères.

Mais les Français ne veulent pas que leur union sacrée soit une union apathique ou inerte : ils veulent que ce soit une union agissante. Ce n'est point l'union de sujets sous un roi : c'est l'union de citoyens dans une république. Nous sommes une société d'hommes libres. Nous ne voulons pas obéir, mais collaborer, et, dans le militaire comme dans le civil, notre discipline n'est pas imposée, mais consentie.

Ainsi, notre parlement, un instant suspendu en 1914, s'est remis à fonctionner, à délibérer, à discuter, depuis le commencement de l'année 1915. On y a entendu des paroles d'opposition, comme on en a lu, malgré la censure, dans quelques journaux, par exemple et surtout dans l'Homme Enchaîné de Clemenceau.

Un député, ancien officier de l'armée, M. Accambray, homme de volonté et d'intelligence, a été le plus véhément des opposants.

Cette opposition a amené, à plusieurs reprises, des changements importants dans le personnel gouvernemental, si bien que des étrangers ont pu croire que les Français en revenaient à leurs anciennes discordes, et que la fameuse union sacrée était brisée. Surtout, ç'a été, à plusieurs moments, la croyance des Allemands, que leur orgueil enfantin rend si mauvais observateurs.

En réalité, ces manifestations d'opposition parlementaire n'étaient qu'un des effets de l'union sacrée, considérée comme union d'action. C'est seulement de patriotisme que les parlementaires français rivalisaient ainsi (à l'exception de quelques âmes basses, comme il s'en rencontre toujours dans les réunions d'hommes un peu nombreuses). Ce qu'ils voulaient, c'est, chaque fois, un gouvernement plus

énergique, plus actif et plus heureux à combattre l'ennemi. C'est le motif pour lequel le ministère Viviani a dû céder la place au ministère Briand. C'est aussi le motif pour lequel M. Millerand a été remplacé, comme ministre de la guerre, par le général Gallieni, qui lui-même, devenu malade, vient d'être remplacé par le général Roques. Les Français sont unanimes à vouloir, à exiger que la guerre soit poussée avec plus d'énergie, avec plus de talent, et cette volonté, chaque jour plus impérieuse et plus agissante, est la forme même de leur union sacrée.

Mais ces manifestations publiques et de tribune ne sont que la moindre collaboration du parlement à l'action gouvernementale.

On peut même dire qu'en ce temps de guerre, le vrai parlement n'est pas celui qu'on voit ou qu'on montre, mais celui qu'on ne voit pas, c'est-à-dire celui qui travaille silencieusement et ardemment dans ses commissions. C'est là qu'il exerce ce contrôle dont la Constitution lui fait un devoir. Les circonstances de guerre font que ce contrôle est surtout impulsif, et qu'il est une véritable collaboration avec le gouvernement, collaboration qui, à ce qu'a déclaré M. Briand à la tribune, ne va pas toujours sans froissements réciproques, sans discussions amères. Mais de graves et efficaces décisions, dans cette guerre pour l'existence même de la nation, ne peuvent être prises sans une grande vivacité de débats.

Parmi ces commissions, il en est une qui a paru être, à un moment, comme le foyer de la défense nationale, et d'où sont parties les impulsions directrices les plus efficaces, surtout pour la fabrication des canons, des munitions, des avions, des chemins de fer de campagne, etc., etc. C'est la Commission sénatoriale de l'armée. Cette commission est présidée par le plus célèbre des hommes politiques français existants, M. Georges Clémenceau, qui, déjà âgé, a la fougue de volonté et de talent d'un jeune homme. Le principal rapporteur de la Commission, pour les canons et

les munitions, est M. Charles Humbert, sénateur, ancien officier de l'armée, directeur du Journal, homme d'une énergie réalisatrice et communicative. Le public ignore l'influence, la méthode, l'action et même les résultats de ce comité, qui est vraiment digne des grands Comités de la Convention nationale, mais toutes les personnes qui sont en relations avec le monde politique savent ce que la défense nationale doit au travail silencieux de ces quelques hommes pénétrés de l'esprit même de la Révolution française.

L'attitude des Français vis-à-vis de leur gouvernement ne sera jamais, même en temps de guerre, une obéissance respectueuse et sans critique. Les Français ont toujours été, même au temps de leurs rois absolus, un peuple de raisonneurs. Depuis la Révolution de 1789, leur indépendance de caractère est devenue bien plus hardie encore. Si, chez nous, le peuple souverain délègue sa souveraineté, il n'abdique jamais son droit de conseiller, de redresser, de morigéner, et papier de houspiller son gouvernement, pour lequel, même quand il l'aime, ce qui est rare, il ne témoigne jamais qu'un respect gouaillieur. C'est son plaisir de fronder les ministres. En ce moment, en temps de guerre, cette attitude frondeuse, très adoucie, n'a plus pour but de taquiner le gouvernement, mais de l'activer.

Notre union sacrée, que des observateurs peu attentifs apprécient mal, est donc d'autant plus solide qu'elle est plus conforme, en ses manifestations de mauvaise humeur ou d'impatience, à notre caractère national. Aucun maître ne nous l'a imposée, et ce n'est point une union d'obéissance, à la manière allemande : c'est l'élan spontané de notre cœur et de notre raison. Nous ne la subissons pas, cette union sacrée : nous l'aimons ardemment ; elle est devenue le fond même de notre vie nationale. Nous sommes convaincus tous qu'elle nous mènera à la victoire, et je n'ai pas encore rencontré un seul Français, je dis un

seul, qui acceptât l'idée de conclure une paix quelconque avant cette victoire.

(Sun du 30 avril 1916.)

PAYOT & C^{ie}, PARIS, 106, Boul. Saint-Germain

J'accuse, par un Allemand, Edition allemande, gr. in-8. 4 »
Edition française, gr. in 8..... 4 »

H. FERNAU

Précisément parce que je suis Allemand. *Eclaircissements sur la question de la culpabilité des Austro-Allemands posée par le livre « J'accuse »*. In-16 1 50

La plus grande Allemagne. Le rêve allemand (L'œuvre du xx^e siècle). Traduction française du livre de Otto Richard Tannenberg, *Gross-Deutschland*. Préface de M. Maurice Millioud, Professeur de Sociologie à l'Université de Lausanne. Gr. in-8, avec 7 cartes..... 4 »

COLONEL F. FEYLER

Avant-propos stratégiques. I. La manœuvre morale (Front d'Occident, août 1914-mai 1915). In-8..... 7 50

EMILE WAXWEILER

Directeur de l'Institut de Sociologie Solvay, à l'Université de Bruxelles
Membre de l'Académie royale de Belgique

La Belgique neutre et loyale. 1 vol. in-8 avec un fac-similé..... 2 50

MAURICE MURET

L'Orgueil allemand. Psychologie d'une crise. In-16.. 3 50

EDMOND PERRIER

De l'Institut, Directeur du Muséum d'histoire naturelle

France et Allemagne. In-16..... 3 50

G. FERRERO

La Guerre Européenne. In-16..... 3 50

GÉNÉRAL F. VON BERNHARDI

L'Allemagne et la prochaine guerre. Préface du Colonel Feyler. Traduit de l'allemand sur la 6^e édition parue en 1913. Gr. in-8..... 5 »

J. RIESSER

Professeur à l'Université de Berlin

Président de l'Association centrale des banques et banquiers allemands

Préparation et Conduite financières de la Guerre. Traduction française d'après la 2^e édition parue en 1913. Préface de M. André E. Sayous. Gr. in-8..... 5 »

G. CLÉMENCEAU

La France devant l'Allemagne 1 vol. gr. in-8..... 5 »

V. GAMBON

Notre Avenir. In-16 3 50

1 Un intéressant périodique américain, The Nation, de New-York, m'ayant demandé un aperçu de mon cours public à la Sorbonne, je lui ai envoyé l'article qu'on va lire. 11 a paru (en anglais), sous forme de lettre, dans le numéro du 14 janvier 1915. En le reproduisant dans la Révolution française, où j'avais plus de place, j'y ai ajouté quelques développements, que j'ai placés en note.

2 Ces nouvelles quotidiennes de la guerre, ces « communiqués » soufflant le chaud et le froid, nous jettent dans des angoisses et dans des espérances qui, si nous nous laissons aller, nous ôteraient le sang-froid, troubleraient notre raison et notre cœur, feraient de nous la proie des circonstances, nous priveraient de la liberté, de la possibilité de comprendre et de juger, nous réduiraient en servitude. Il faut que notre raison réagisse en rattachant les incidents du jour à l'histoire générale, non seulement de la présente guerre, mais de la Révolution et de la France, de manière à en saisir, autant que possible, la portée ou l'insignifiance. De la sorte, nous ne serons pas accablés par l'angoisse ou aveuglés par l'espérance. De la sorte, nous ne serons pas intérieurement troublés et comme rendus malades par une connaissance incomplète des choses. De même que la tragédie, selon Aristote, purge ou purifie les passions qu'elle évoque et exprime, c'est-à-dire leur ôte leur morbidité, de même l'histoire, en expliquant les péripéties de la guerre actuelle, ôte aux passions que cette guerre déchaîne en nous leur caractère malsain ou douloureux. Eclairant notre raison, purifiant notre imagination, l'histoire nous aide à comprendre et à prévoir. Tout à l'heure en sortant de ce cours, après cet effort pour placer la guerre actuelle dans la trame de l'histoire, nous lirons avec encore plus d'intérêt, mais avec moins de trouble, le « communiqué de trois heures ». Je m'excuse, en ces circonstances et ces émotions, d'avoir, comme un pédant, cité Aristote. Mais en vérité, je ne l'ai point fait par

pédantisme : l'histoire a produit en moi cette purification apaisante dont parle Aristote, si je le comprends bien ; mais on sait que tout le monde n'est pas d'accord sur la Κάθαρσις. Voir G. Kont, Lessing et la définition de la tragédie par Aristote, dans la Revue des études grecques, t. VI (1893), p. 387 et suiv.

3 Souvent, depuis 1789, les Français (ou des Français) ont, par illusion, cru que leur révolution était achevée. La Révolution est achevée ! Ce cri de joie a été poussé, dès 1790, après la fête de la Fédération. On a cru la Révolution achevée en 1791, lors de la mise en activité de la première Constitution. On l'a crue achevée en l'an IV, lors de la mise en activité de la Constitution de l'an III. Bonaparte, après le succès du coup d'État du 18 brumaire, s'est écrié, lui aussi, que la Révolution était achevée. Il a cru la terminer définitivement par l'établissement de l'Empire en 1804. En 1830, la royauté issue des barricades a cru aussi à l'achèvement de la Révolution. Même croyance chez les hommes de 1848, dans leur beau rêve enthousiaste de fraternité. L'homme du Deux-Décembre, rêveur ensanglanté, s'est imaginé que sa démocratie césarienne achevait la Révolution. Enfin notre troisième République, revenant à la vraie démocratie, a cru à son tour terminer la Révolution. — Certes, tout n'est pas illusion dans cette croyance, en ce sens que de grands progrès démocratiques ont été, à l'intérieur de la France, opérés, en ce sens qu'une grande partie de l'idéal de 1789 a été réalisée.

4 C'est en ce sens que M. le président de la République, à la fin de son message du 4 août 1914, a dit que la France « représente une fois de plus, devant l'univers, la liberté, la justice et la raison ».

5 On peut dire que la guerre actuelle nous fait mieux comprendre le mouvement de fraternité de 1793, et même le sans-culottisme.

6 Je n'ai pas seulement parlé, dans cette leçon, du « terrorisme » officiel, de la « Terreur » en 1793 et en l'an II, mais aussi, et avec insistance, de l'année 1792 et des massacres de septembre. On sait assez bien aujourd'hui qui est responsable, qui n'est pas responsable de ces massacres. On connaît le rôle, peut-être prépondérant, de Marat, l'espèce d'excuse publique que le ministre de l'Intérieur Roland apporta aux massacreurs. On connaît les causes ou prétextes. Logiquement et historiquement, ce sanglant épisode de la Révolution est à peu près expliqué. Et cependant il faut avouer que jusqu'à ce jour ces explications ne satisfaisaient entièrement ni notre cœur ni même notre raison. Nous ne sentions pas bien comment il avait pu se faire, non qu'il se fût rencontré dans Paris une bande de furieux pour massacrer les prisonniers, mais que le peuple de Paris eût laissé s'opérer les massacres. Eh bien, supposez qu'au début de septembre 1914 une partie des Français ait fait cause commune avec les Allemands ; supposez que des émigrés français aient formé contre la France une armée dans l'armée allemande ; supposez que ces émigrés aient eu des complices dans Paris, et qu'en un vaste coup de filet les patriotes aient capturé ces complices ou présumés tels ; supposez enfin qu'au moment où les Allemands descendaient sur Paris, les Parisiens de 1914 aient cru que ces prisonniers, espions et traîtres, s'apprêtaient à aider les Allemands, pendant que l'armée parisienne s'éloignerait de la capitale pour marcher à l'ennemi ; supposez enfin qu'il se soit trouvé des Parisiens pour croire qu'il valait mieux tuer ces complices des Allemands, avant l'arrivée des Allemands, des Parisiens assez furieux pour tuer eux-mêmes ces complices, après une sorte de jugement sommaire et dérisoire ; pensez-vous qu'on eût risqué une guerre civile pour protéger les prisonniers, même pour sauver les innocents qui pourraient se trouver mêlés aux coupables ? Le mot qu'on prête à Danton : Je me f... bien des prisonniers, n'eût-il pas été le

mot de beaucoup de Parisiens ? Toutes naturelles nous semblent maintenant les excuses que Roland trouva en faveur des meurtriers. (Sur les massacres de septembre, voir mes Etudes et leçons sur la Révolution française, 2^e série, p. 68, 76, 83.)

7 Dans une sorte de post-scriplum à cet article, j'ai exprimé le vœu qu'après la guerre les États-Unis intervinssent pour obtenir que tous les cas possibles de conflit international soient désormais soumis au tribunal de La Haye, et qu'une force internationale considérable soit mise à la disposition de ce tribunal pour l'exécution de ses arrêts.

8 C'est le 20 septembre 1870 que les Italiens ont pris possession de Rome. Au mois de septembre dernier, la ligue franco-italienne a célébré cet anniversaire, à Paris, dans la salle des fêtes du Petit Journal. Invité à prendre la parole dans cette cérémonie, M. Aulard, absent de Paris, a envoyé un résumé écrit de ce qu'il aurait dit, s'il avait été présent. Après avoir été lues à la séance même d'anniversaire, ces pages ont été publiées, en forme d'article, dans une feuille hebdomadaire, L'Union latine (qui paraît à Paris, 8, rue Drouot, sous la direction de M. Mario Simonatti).

9 Tous ceux des articles suivants qui ont paru dans le Journal ont ce titre général commun : La patrie en danger.

10 Le directeur du bureau parisien de ce journal américain m'avait demandé en ces termes mon opinion sur la culture allemande comparée à la culture française : « Paris, le 7 décembre 1915.

« Monsieur,

« La France supporte actuellement la terrible épreuve qui lui a été imposée, avec un stoïcisme qui fait l'admiration du monde. Elle a retrouvé toute sa vigueur et ces nobles qualités qui ont fait sa grandeur. « Comme cela s'est produit pour l'Allemagne après la guerre de 1870, il semble

bien qu'une victoire de la France marquera un nouvel essor de sa culture. « Le public américain s'est toujours vivement intéressé à tout ce qui concerne la France, mais nous n'oserions pas affirmer qu'il a aujourd'hui une idée très nette de la différence profonde qui existe entre la culture française et la culture allemande. « Nous avons pensé que le moment était venu de définir avec précision les caractères généraux de la culture française et de souligner ce qui la différencie si profondément de la culture allemande. « Nous nous adressons à vous, Monsieur, ainsi qu'à quelques autres des plus nobles représentants de la France actuelle, dans l'espoir que vous voudrez bien nous éclairer et nous aider dans notre tâche, qui est ici de défendre la cause de la France. Et nous invoquons les traditions d'amitié qui relient les Etats-Unis à la France pour nous permettre d'insister auprès de vous. » 1. Temps du 8 mars 1916.

*La guerre actuelle commentée par l'histoire :
vues et impressions au jour le jour (1914-1916)*

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6562565r>

À propos de cette édition numérique

Cette édition numérique est issue d'un programme de numérisation du patrimoine mené par la Bibliothèque nationale de France pour enrichir Gallica, la bibliothèque numérique de la BnF et de ses partenaires. En ligne depuis 1997, Gallica s'enrichit chaque semaine de milliers de nouveautés et offre aujourd'hui accès à plusieurs millions de documents numérisés : imprimés (livres, revues et fascicules de presse), manuscrits, estampes et photographies, documents sonores, partitions, cartes et plans... Les imprimés sont d'abord numérisés en mode image (prise de vue photographique) puis le texte est extrait de manière automatique grâce aux techniques de reconnaissance optique de caractères (*optical character recognition* ou OCR). Les algorithmes informatiques utilisés définissent également de manière automatique la structure de l'ouvrage (en-têtes et pieds de page, illustrations, tableaux, etc.). L'état du document imprimé (taches, pages déchirées) et les

caractéristiques de la typographie employée peuvent entraîner des erreurs lors de l'OCR. Le texte ainsi produit est ensuite relu, corrigé, et converti au format ePub (*electronic publication* ou « publication électronique »), format ouvert standardisé pour les livres numériques. Malgré tous nos efforts pour respecter au mieux le format original du livre, il est possible que vous retrouviez des coquilles ou des problèmes de mise en page qui auraient échappé au relecteur. N'hésitez pas à nous signaler ces anomalies à l'adresse gallica@bnf.fr.

Conditions d'utilisation

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici [pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

3/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

4/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

5/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

6/ Pour obtenir la reproduction d'un document de Gallica en haute définition, contacter reproduction@bnf.fr

7/ Pour utiliser un document de Gallica sur un support de publication commercial, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr